

Université de Montréal

**Vivre en libération conditionnelle au Québec :
une expérience entre contrôle et accomplissement personnel**

Par

Cateline Autixier

École de criminologie

Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de
l'obtention du grade de Maître ès Science (M. Sc.) en criminologie

Décembre, 2016

© Cateline Autixier, 2016

RÉSUMÉ

Chaque année au Québec environ 1000 détenus sont libérés en libération conditionnelle et quittent la prison avant la fin de leur sentence tout en étant soumis à de strictes conditions. Si un idéal de réhabilitation souhaitant voir le délinquant réformé et réintégré à la société a longtemps prévalu, il tend de nos jours à être remplacé par un idéal de protection de la société par l'intermédiaire de la gestion des risques que représente un individu. De plus, vivre en libération conditionnelle comporte un certain nombre de défis. Comme toute personne sortant de détention, les libérés font face à de nombreuses difficultés, notamment en matière d'emploi, de logement ou de relations familiales. La réussite de la mesure est elle aussi un enjeu auquel les libérés sont confrontés. Grâce à des entrevues semi-dirigées réalisées auprès de 14 hommes et femmes, ce projet a donc pour objectif de comprendre l'expérience des personnes en libération conditionnelle au Québec. L'analyse a fait ressortir que malgré des aspects pesants et stressants, les anciens détenus indiquent que « ça va bien », principalement car ils ne sont plus en détention, et qu'ils se sentent aidés. De plus, ils indiquent s'adapter et s'intégrer à leur nouvel environnement. Grâce à leur volonté et leur motivation, ils expliquent apprendre, travailler sur eux et s'impliquer dans leur réinsertion. En effet, les libérés conditionnels font de leur libération une expérience bénéfique pour eux et préparent leur avenir.

Mots-clés : libération conditionnelle ; libérés conditionnels ; réinsertion sociale ; gestion des risques ; sociologie de l'expérience ; Québec.

ABSTRACT

Every year in Québec, about 1 000 detainees are released from prison on parole and go back into society whilst still being compelled to conform to some conditions. For many years, the penal philosophy underlying parole was one of reform and reintegration of the offender. Nowadays, a trend towards more control over the delinquent and risk management as guarantees of public safety seems to be replacing the former rehabilitation ideal. Living on parole bears some challenges. As for every person released from prison, parolees face difficulties regarding, amongst others, employment, housing and personal relationships. The success of their release is also an issue they have to address. This project aims to understand the experience people released on parole in Québec. In order to do so we conducted 14 semi-structured interviews with parolees. We found that despite some stressful and burdensome aspects, parolees indicate they are doing well on parole, mainly because they are not incarcerated anymore and because they feel assisted. They also indicate that they have to adjust and adapt to their new environment. Being highly motivated and willing to grow, they explain learning a lot and being involved in their reintegration into society. Parolees see parole as a beneficial opportunity for them to prepare their future.

Keywords: Parole; parolees; rehabilitation; risk management; sociology of experience; Québec.

Table des matières

RÉSUMÉ.....	i
ABSTRACT	ii
Table des matières.....	iii
Liste des tableaux.....	v
Liste des sigles.....	vi
REMERCIEMENTS	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I – RECENSION DES ÉCRITS	5
I. La présentation de la libération conditionnelle au Québec	5
I.1. Le contexte actuel de la libération conditionnelle au Québec.....	5
I.1.1 Le régime législatif.....	5
I.1.2. Le portrait de la situation	7
I.2. Les finalités de la libération conditionnelle au Québec	8
I.2.1. Une mesure réhabilitative	8
I.2.2. Une mesure de gestion des risques.....	10
I.3. La mise en œuvre de la libération conditionnelle au Québec	14
I.3.1. Les conditions de libération	14
I.3.2. Le rôle de l'agent de probation.....	17
II. Les défis	20
II.1. Les défis liés au retour en société.....	20
II.1.1. La sortie de détention.....	20
II.1.2. L'emploi	22
II.1.3. La famille	23
II.1.4. Le logement.....	24
II.2. Les défis liés au succès de la mesure	25
II.2.1. Les facteurs de réussite.....	25
a. La motivation du libéré	26
b. La relation entre le libéré et son agent de probation	27
II.2.2. Les facteurs d'échec.....	29
Problématique.....	31
CHAPITRE II - MÉTHODOLOGIE	35
I. Le cadre théorique de la sociologie de l'expérience de Dubet	35
II. La collecte des données.....	37
II.1. La méthode de collecte des données	37
II.1.1. La méthodologie qualitative	37
a. Explication théorique	37
b. Intérêt pour la présente recherche	39
II.1.2. L'entretien semi-directif.....	39
a. Explication théorique.....	39
b. Intérêt pour la présente recherche	41
II.2. L'échantillonnage	42

II.2.1. La construction de l'échantillon	42
II.2.2. Le profil des répondants	44
II.3. Le processus de collecte des données	47
II.3.1. Le recrutement et la prise de contact	47
II.3.2. Le déroulement des entretiens.....	47
III. La stratégie d'analyse	48
III.1. L'analyse verticale des entretiens	48
III.2. L'analyse transversale des entretiens.....	49
IV. Les limites de notre étude.....	49
CHAPITRE III – RÉSULTATS	53
PARTIE I. Regards sur la libération conditionnelle	53
I. Une libération conditionnelle qui se déroule bien	53
I.1. « C'est toujours mieux qu'en prison »	53
I.2. « Ça m'aide »	56
I.3. « J'ai aucun problème avec les conditions »	59
I.4. « J'ai du fun »	61
II. ... mais qui n'est pas exempte de difficultés	64
II.1. « C'est tannant »	64
II.2. « C'est stressant »	66
II.3. « C'est pesant »	68
II.4. « J'suis tellement contrôlé »	70
PARTIE II. Les attitudes	72
I. L'adaptation	72
II. L'implication	76
III. L'apprentissage	79
CHAPITRE IV- DISCUSSION	87
I. La libération conditionnelle : un cadre contrôlant	87
I.1. La présence du contrôle dans le vécu des libérés	87
I.2. L'intériorisation du contrôle	90
I.3. L'absence d'identification.....	91
II. Une utilisation stratégique de la libération conditionnelle.	92
II.1. Les moyens mis en place par les libérés.....	92
II.2. Les fins poursuivies par les libérés.....	94
CONCLUSION.....	97
BIBLIOGRAPHIE	ix

Liste des tableaux

Tableau 1. Portrait des personnes interviewées	p. 46
--	-------

Liste des sigles

LSCQ : Loi sur le système correctionnel du Québec

REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice, Marion Vacheret. Merci de m'avoir dirigée, orientée et aiguillé avec autant de patience et d'implication. Tes précieux et judicieux conseils et commentaires ont toujours été très constructifs. La qualité de mon travail s'en ressent et je t'en remercie. J'ai beaucoup appris grâce à toi.

Je suis également reconnaissante aux maisons de transition qui ont accepté de m'ouvrir leurs portes et de m'aider dans la réalisation de ma collecte de données. Cela n'a pas été facile et votre collaboration m'a été très précieuse. Merci de m'avoir si bien accueillie.

Et enfin, surtout, un grand merci à tous mes participants. Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé, de votre gentillesse et de votre accueil. Votre sincérité et votre franchise lors de nos rencontres m'ont touchée. Merci de m'avoir fait confiance et d'avoir accepté de partager des brins de votre vie avec moi. J'espère que mon travail fera justice à votre expérience et que vous vous retrouverez dans les lignes de ce mémoire.

J'ai aussi bien entendu des remerciements plus personnels à adresser à des personnes qui m'ont aidée à différents moments voire tout au long de ce mémoire, mais aussi du parcours universitaire qui m'y a menée. Ces remerciements resteront entre ces personnes et moi même. Je sais qu'elles se reconnaîtront. Merci pour tout ! Merci pour votre soutien, vos conseils, vos encouragements, mais surtout, tout simplement, pour votre présence.

INTRODUCTION

Toute personne incarcérée est, un jour ou l'autre, libérée. La question de la réintégration des anciens détenus à la société doit alors être envisagée. Divers régimes de mise en liberté sous conditions permettent un retour progressif et graduel du contrevenant. Parmi ces mesures figure la libération conditionnelle, qui « permet à des délinquants de purger une partie de leur peine sous surveillance dans la collectivité pourvu qu'ils respectent certaines conditions » (Gouvernement du Canada, 2016). Selon la définition énoncée en 1984 par la Commission québécoise des libérations conditionnelles et toujours d'actualité aujourd'hui, elle est une « mesure d'application de la sentence d'emprisonnement qui a pour but de contribuer à la meilleure protection de la société en favorisant la réinsertion sociale de la personne incarcérée » (Commission québécoise des libérations conditionnelles, 1984, p. 17). Ainsi, selon le Ministère de la sécurité publique du Québec (2016) « la libération conditionnelle est une mesure de libération graduelle qui permet à la personne contrevenante de poursuivre sa peine d'emprisonnement au sein de la communauté selon certaines conditions ».

Au Québec les compétences en matière de libération conditionnelle sont exercées par la province pour les personnes condamnées à une peine de plus de 6 mois et de moins de 2 ans (Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, L.C. 1992, ch. 20.). Celles-ci sont admissibles à la mesure au tiers de leur peine. En cas de décision favorable de la Commission, le détenu est libéré avant la fin de sa sentence de prison tout en étant soumis jusqu'au terme de sa peine à diverses obligations. En cas de violation d'une des conditions, l'agent de probation chargé du suivi de l'ancien détenu en réfère à la Commission québécoise des libérations conditionnelles qui peut prononcer la révocation de la libération conditionnelle et la réincarcération de l'individu.

En 2015-2016, si 77.5% des personnes en libération conditionnelle ont vu leur libération s'achever avec succès, 22.5% ont vu leur libération révoquée avant son terme. Parmi ces révocations, 90 % ont été prononcées en raison d'un bris de condition (Commission québécoise des libérations conditionnelles, 2016). Certains

auteurs se sont alors interrogés sur les causes et les explications d'une telle importance des bris parmi les causes de retour en détention. Selon Vacheret et Cousineau (2005), cela pourrait être dû à une intransigeance envers tout écart commis par un délinquant et à une faible tolérance du système et des agents envers les bris de condition. En effet, de nombreuses recherches (Feeley & Simon, 1992; Robert, 2001; Vacheret, 2005; Vacheret & Cousineau, 2005; Prates, 2013; Vacheret, 2016) avancent que le contrôle et la surveillance dont font l'objet les délinquants sont de plus en plus accrus au nom de la gestion des risques que ceux-ci représentent pour la société. Cette même explication permettrait, selon Prates (2013), de comprendre le déclin du taux d'octroi de la libération conditionnelle.

En parallèle, de nombreuses recherches (Clear, Rose & Ryder, 2001; Visser & Travis, 2003; Brown, 2004; Strimelle & Poupart, 2004; Nelson, Deess & Allen, 2011; Dindo, 2014; Guenat, 2016) font état des nombreuses difficultés auxquelles font face les anciens détenus dans leur réinsertion sociale à leur sortie de prison. Les libérés doivent, outre ces difficultés, composer avec les exigences de leur libération et l'impératif de réussite de la mesure.

Nous avons donc souhaité nous intéresser davantage au vécu des personnes en libération conditionnelle, à leur expérience et à leur point de vue. Il nous a paru important de mener cette recherche au Québec, aucune étude sur la libération conditionnelle provinciale n'ayant été menée. Cette étude a donc pour objectif de comprendre l'expérience des personnes en libération conditionnelle dans le système provincial. Les personnes soumises à cette mesure étant la source première dans l'exploration de leur vécu, ce projet permettra une compréhension plus profonde de la façon dont les libérés vivent leur nouvelle liberté sous conditions.

Ce mémoire est composé de quatre parties. Nous nous proposons dans un premier temps de faire un bilan des connaissances recensées sur notre objet d'étude. Nous présentons ainsi notre sujet d'étude, la libération conditionnelle au Québec afin d'en détailler le contexte, les finalités, et la mise en œuvre.

Le deuxième chapitre est consacré à l'exposé du cadre théorique, de la méthode et du déroulement de la collecte de données, notamment le recrutement, et de la présentation de l'échantillon. Nous y détaillons ainsi les démarches nous ayant amenés à conduire quatorze entrevues semi-dirigées auprès d'hommes et femmes en libération conditionnelle.

L'analyse des entretiens menés fait l'objet d'un troisième chapitre qui cherche donc à comprendre l'expérience des personnes en libération conditionnelle. Ce chapitre nous amène à envisager à la fois les perceptions et le vécu quotidien des libérés.

Enfin, un quatrième chapitre ouvre la discussion sur les différentes composantes de l'expérience des libérés, sur la manière dont ils les articulent et sur les motivations qui les animent.

CHAPITRE I – RECENSION DES ÉCRITS

Notre objet d'étude porte sur l'expérience des personnes en libération conditionnelle dans le système provincial. Il comporte deux aspects centraux qu'il s'agira d'aborder afin de saisir l'intérêt de ce sujet de recherche. Le cadre général de notre recherche est la libération conditionnelle au Québec. Il s'agira donc dans un premier temps de présenter cette mesure afin d'en délimiter les contours et de mieux la comprendre. Nous nous intéresserons par la suite à l'expérience des personnes soumises à la mesure que nous venons de présenter. Plusieurs recherches (Clear, Rose & Ryder, 2001; Visser & Travis, 2003; Brown, 2004; Strimelle & Poupart, 2004; Nelson, Deess & Allen, 2011; Dindo, 2014; Guenat, 2016) ont ainsi mis en lumière les nombreux défis auxquels font face les anciens détenus.

I. La présentation de la libération conditionnelle au Québec

Nous nous proposons avant toute chose d'exposer le contexte actuel de la libération conditionnelle au Québec afin de définir avec précision cette mesure qui est centrale à notre recherche. Puis, nous aborderons les finalités de cette mesure qui, au même titre que les autres mesures et peines, fait partie d'un système pénal répondant à des logiques et aspirations qui lui sont propres. Enfin, nous étudierons la mise en œuvre concrète de cette mesure.

I.1. Le contexte actuel de la libération conditionnelle au Québec

La libération conditionnelle au Québec est régie par un régime législatif défini par la Loi sur le système correctionnel du Québec (LSCQ) et fait l'objet de rapports annuels rendant compte de son fonctionnement. Nous pouvons ainsi en dresser le portrait.

I.1.1 Le régime législatif

Il existe au Québec diverses formes de mise en liberté sous condition permettant à une personne condamnée à une peine comprise entre 6 mois et 2 ans moins 1 jour de

quitter l'établissement carcéral pour une durée plus ou moins longue. À ce titre, entre le sixième et le tiers de sa peine, un détenu peut se voir accorder par la Commission québécoise des libérations conditionnelles une permission de sortie préparatoire à la libération conditionnelle à des fins professionnelles ou familiales notamment (article 136 de la LSCQ). Cette sortie s'accompagne alors de conditions et ne peut durer plus de soixante jours (article 137 de la LSCQ).

À partir du tiers de leur sentence, la libération conditionnelle au Québec permet aux détenus condamnés à une peine comprise entre 6 mois et 2 ans moins 1 jour d'être libérés tout en étant soumis à diverses obligations (article 143 de la LSCQ). Cette décision appartient, en vertu de l'article 119 de la LSCQ, à la Commission québécoise des libérations conditionnelles. D'après l'article 155 de cette même loi, les critères décisionnels à prendre en compte par la Commission avant de décider d'une libération anticipée sont la protection de la société, la nature, la gravité et les conséquences de l'infraction, le degré de responsabilisation du délinquant, ses antécédents judiciaires, sa personnalité et son cheminement personnel depuis la condamnation, l'issue d'éventuelles mesures communautaires, son passé et sa capacité professionnelle ainsi que ses ressources sociales et son projet de réinsertion sociale. Il est à noter que ces éléments sont identiques à ceux régissant la libération conditionnelle dans le système fédéral (article 101 de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition).

En cas de décision positive, la durée de la libération conditionnelle correspond alors à la période d'emprisonnement qu'il reste à purger à la personne contrevenante au moment de cette libération (article 144 de la LSCQ). La personne sera suivie dans la communauté par un agent de probation (article 27 de la LSCQ). Celui-ci devra notamment s'assurer du respect par le libéré de ses conditions de libération. Selon l'article 161 du Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition certaines conditions obligatoires sont automatiquement imposées au délinquant. Celles-ci sont l'obligation de rencontrer un agent de libération conditionnelle, de rester au Canada et dans les limites du territoire spécifié par l'agent de surveillance, d'aviser l'agent de libération conditionnelle de tout changement d'adresse ou d'emploi, de tout changement dans sa situation domestique

ou financière, ainsi que tout autre changement qui pourrait avoir des répercussions sur sa liberté, de se rendre directement à la destination prévue dès sa libération, de porter son certificat de mise en liberté en tout temps et le présenter sur demande, de ne pas posséder d'arme ou en avoir la propriété. Des conditions facultatives sont imposées par la Commission en fonction du profil du délinquant et de ses besoins. Celui-ci peut par exemple devoir séjourner en maison de transition, ne conduire aucun véhicule à moteur, ne pas consommer de drogues ni d'alcool, entreprendre ou poursuivre une thérapie ou encore rechercher et maintenir un emploi.

D'après l'article 167 de la LSCQ, un membre de la Commission ou toute personne désignée par elle peut atténuer ou supprimer certaines conditions initialement imposées au délinquant, mais également les rendre plus contraignantes ou les accroître.

Enfin, en cas de violation d'une des conditions ou de récidive, la Commission québécoise des libérations conditionnelles peut ordonner la révocation de la libération conditionnelle et statuer sur la réincarcération du délinquant (articles 162-163 de la LSCQ). En cas de révocation, la personne est réincarcérée et doit compléter la peine d'emprisonnement qu'il lui restait à purger lors de sa libération moins le temps passé en libération conditionnelle, et en détention en raison de la suspension de la libération conditionnelle (article 164 de la LSCQ). Il convient également de noter que toute décision de refus ou de révocation peut faire l'objet d'une demande de révision (articles 169 et 170 de la LSCQ).

I.1.2. Le portrait de la situation

Tous les ans, la Commission québécoise des libérations conditionnelles produit un rapport annuel de gestion rendant compte de ses activités et réalisations durant l'exercice écoulé. Plusieurs données issues du dernier rapport de la Commission (Commission québécoise des libérations conditionnelles, 2016) permettent ainsi de dresser un portrait de la situation de la libération conditionnelle au Québec pour l'année 2015-2016.

Durant cet exercice, la Commission a examiné 4 333 dossiers de libération conditionnelle. Elle a prononcé notamment 1 071 octrois et 968 refus, soit un taux d'octroi de 52,5 %. Pour ce même exercice, 1 591 détenus, soit 44 % des personnes admissibles ont renoncé à leur droit à la libération conditionnelle.

Sur les 1 066¹ détenus ayant bénéficié d'une libération conditionnelle en 2015-2016, 827 (77,5 %) ont complété cette mesure, 217 (20,4 %) ont été réincarcérés pour bris de condition et 22 (2,1 %) ont été réincarcérés pour récidive. Parmi les infractions constituant ces 22 récidives figurent douze délits contre les biens ou les personnes, cinq délits reliés aux stupéfiants, quatre délits de conduite sous interdiction ou avec les facultés affaiblies et un délit de port d'arme à dessein dangereux.

I.2. Les finalités de la libération conditionnelle au Québec

Au sein d'une société, les mesures pénales, dont fait partie la libération conditionnelle, sont adoptées et mises en place en suivant certains principes et idéaux. Si pendant longtemps la philosophie pénale dominante a semblé être un idéal de réhabilitation visant la réforme de l'individu et sa réintégration au sein de la société, son influence et sa place ont largement diminué, et un idéal centré sur la protection de la société a fait son apparition (Feeley & Simon, 1992; Quirion, 2006; Vacheret, 2016). La libération conditionnelle provinciale poursuit donc aujourd'hui deux finalités : la réhabilitation et la gestion des risques (Brodeur, 1990; Robert, 2001; Prates, 2013).

I.2.1. Une mesure réhabilitative

Il est depuis longtemps admis que la sanction pénale a comme objectif la réhabilitation du délinquant et que cette finalité de la peine occupe toujours une place importante aujourd'hui. (Quirion, 2006; Von Hirsch, Ashworth & Roberts, 2009). Si elle a pour but de diminuer les tendances délictueuses d'un individu, il existe deux approches afin d'atteindre ce résultat (Von Hirsch, Ashworth & Roberts, 2009).

¹ « Cette statistique est basée sur la dernière décision rendue en examen. Le nombre de personnes contrevenantes ayant bénéficié d'une libération conditionnelle peut différer du nombre total d'octrois. » (Commission québécoise des libérations conditionnelles, 2016)

D'un côté, le modèle « relationnel » (Von Hirsch, Ashworth & Roberts, 2009) met l'emphasis sur la société et sur l'avenir du délinquant au sein de celle-ci suivant la commission du délit et l'imposition de la sentence. Le but de ce modèle est alors que l'individu puisse redevenir un citoyen respectueux des lois. Ce modèle est donc celui de la (ré)insertion des délinquants. Selon l'Association des services de réhabilitation sociale du Québec (2014) la (ré)insertion « vise à introduire une personne dans un milieu social donné » et, outre l'objectif d'absence de récidive, « implique que l'individu puisse, vivre en conformité avec les normes et les valeurs sociales; développer un sentiment d'appartenance à sa communauté; subvenir adéquatement à ses besoins; vivre un certain bien-être » (p.4). Dans cette perspective, la société tout entière, de la famille du délinquant, à la victime et à la communauté, est impliquée de façon à réintégrer l'individu en ciblant son comportement et les désavantages sociaux et structurels auxquels l'individu est soumis (Von Hirsch, Ashworth & Roberts, 2009). Au Canada, l'article 718 du Code criminel canadien érige cet idéal de réinsertion comme l'un des objectifs de la détermination de la peine. Le même objectif est poursuivi au Québec par les Services correctionnels et par la Commission québécoise des libérations conditionnelles (Association des services de réhabilitation sociale du Québec, 2014; Commission québécoise des libérations conditionnelles, 2016).

D'un autre côté, la sanction pénale est, notamment au Canada, depuis longtemps basée sur la croyance que l'individu peut changer et qu'un délinquant peut être réformé et « corrigé » afin de (re)devenir un membre de la société respectueux des lois (Quirion, 2006). Ce modèle, dit « correctionnel », vise les causes de la délinquance d'un individu afin de les changer et d'instaurer des habitudes prosociales chez cet individu (Von Hirsch, Ashworth & Roberts, 2009). Des techniques de diagnostic des causes de la délinquance et des traitements thérapeutiques sont mis en place afin de diminuer les comportements problématiques de l'individu. (Quirion, 2006; Von Hirsch, Ashworth & Roberts, 2009). Ces traitements prennent alors la forme de programmes et thérapies donc le succès est supposé enrayer les causes de la délinquance chez l'individu et ainsi diminuer ses comportements criminels. Selon ce modèle, la peine doit donc permettre au

délinquant de recevoir les traitements et programmes qui ont été jugés nécessaires. La sentence et sa durée sont déterminées en fonction des besoins de l'individu (Von Hirsch, Ashworth & Roberts, 2009).

Cet idéal réhabilitatif a fait l'objet de certaines critiques idéologiques, éthiques et soulève des questions concernant son efficacité et ses résultats (Martinson, 1974; Von Hirsch, Ashworth & Roberts, 2009).

I.2.2. Une mesure de gestion des risques

Selon Beck (1986), de manière générale, le développement de la société moderne a entraîné l'émergence de nombreux risques, notamment sanitaires, environnementaux et sociaux, tels que la disparition des forêts ou la précarisation du travail. Leur origine n'est plus naturelle, mais humaine. La société ne peut alors plus imputer la survenance des catastrophes et tragédies à des causes externes et est donc confrontée à sa propre responsabilité. Les risques sont globalisés et ne connaissent pas de frontières géographiques et temporelles, un événement pouvant avoir des répercussions à long terme à des endroits différents. En revanche, ils n'impactent pas de la même manière les différentes classes sociales, les plus défavorisés étant les moins protégés des dangers de la société moderne. L'ampleur, l'urgence et l'existence même d'un risque dépendent de chaque groupe et de ses intérêts. Chacun définit les risques qu'il souhaite éliminer en fonction de son coût et de ses répercussions. La dimension future du risque et sa prédiction sont fondamentales. Si certains dangers sont réels et présents, d'autres sont projetés dans l'avenir. Il convient ainsi d'agir dans le présent afin de prévenir ou limiter ces dommages futurs, car toute intervention a posteriori serait impossible ou inutile. Le futur détermine désormais le présent, qui devient de plus en plus tourné vers l'anticipation et la gestion de ces risques, dont la criminalité est une des composantes.

Plus spécifiquement, lorsque Feeley et Simon (1992) ont cherché à comprendre et analyser certaines transformations dans le champ de la pénalité, ils ont conclu que les systèmes de justice et correctionnel sont eux aussi affectés par la notion de risque. Ils ont alors élaboré un cadre, celui de la nouvelle pénologie, permettant d'interpréter

ces changements. Selon cette philosophie, le crime est un fait inévitable dont il convient de limiter les occurrences et les conséquences afin de le rendre acceptable aux yeux de la population (Feeley & Simon, 1992; Slingeneyer, 2007). Le crime est un risque qu'il importe de gérer. Pour cela, ce n'est plus, contrairement à la réhabilitation, vers l'individu particulier responsable d'un crime que le système se tourne, mais vers des groupes de la population à qui sont attribués différents niveaux de dangerosité et qu'il convient donc de contrôler adéquatement afin d'en limiter la criminalité. L'attribution de ces niveaux de risque se fait à l'aide d'outils actuariels basés sur des mesures quantitatives telles que des calculs de probabilités et des statistiques (Feeley & Simon, 1992). Nées d'une volonté d'objectivité et de scientificité, ces techniques visent à différencier les individus selon leur niveau de risque dans une perspective de gestion efficace de ces différents groupes (Vacheret, 2012).

Dans cette mouvance, les outils thérapeutiques auparavant utilisés dans un but clinique deviennent davantage des outils de profil diagnostique d'évaluation (Quirion, 2006). Le langage et l'approche clinique basés sur la réintégration du délinquant tendent ainsi à être remplacés par une logique mathématique de classement des individus dans un but managérial. Une fois la dangerosité évaluée, des outils sont mis en place afin de gérer ces risques et de les minimiser. Cette gestion doit se faire de manière efficace et rationnelle dans la distribution des moyens de contrôle (Feeley & Simon, 1992). C'est ainsi qu'une pénalité duale s'installe : si les groupes jugés moins à risques sont soumis à un contrôle moindre, les groupes jugés dangereux sont eux la cible d'un contrôle accru (Feeley & Simon, 1992). Une distinction est faite entre les délinquants jugés les moins dangereux envers qui il est possible d'exercer un contrôle plus restreint plus tôt, et les délinquants jugés plus dangereux contre qui des mesures sont prises afin de les garder le plus longtemps possible sous contrôle maximum.

Afin de refléter au mieux ces différents niveaux de dangerosité les sanctions et mesures pénales s'organisent dans un continuum allant des mesures les plus coûteuses et les plus contrôlantes, réservées aux individus considérés comme les plus dangereux, aux mesures les moins coûteuses et les moins contrôlantes pour les

individus jugés moins dangereux (Feeley & Simon, 1992). Les mesures pénales ne sont donc plus déterminées et attribuées en fonction des besoins du délinquant, mais en fonction de son niveau de dangerosité et du niveau de contrôle nécessaire pour la protection de la société. Ainsi, afin de s'assurer qu'à chaque degré de dangerosité correspond une mesure la plus efficace et la plus rationnelle possible, c'est à dire permettant un niveau de contrôle maximal à un moindre coût, un continuum de mesures plus ou moins répressives et plus ou moins onéreuses sont mis en place.

Dans cette perspective, la libération conditionnelle n'est plus seulement un outil visant la réhabilitation de l'individu, mais un outil de contrôle peu coûteux permettant d'exercer une surveillance à long terme sur une certaine catégorie de délinquants (Feeley & Simon, 1992). Ainsi, Feeley et Simon (1992) notent que si le fort taux de réincarcération des libérés était, dans une perspective réhabilitative, vu comme un signe de l'échec de la mesure, il tend, sous la perspective de la nouvelle pénologie, à être envisagé comme une preuve de l'efficacité de la libération conditionnelle en tant que moyen de contrôle. La réincarcération est imputée à la faute du délinquant et la responsabilité du système est ainsi protégée. Au contraire, le système, ayant permis de repérer et de sanctionner ces écarts, il est même considéré comme ayant bien fonctionné (Feeley & Simon, 1992).

À l'échelle du Canada spécifiquement, la gestion des risques a commencé à apparaître comme une préoccupation du champ pénal dans les années 1990 (Robert, 2001; Prates, 2013). Alors que de nombreux cas de récidives violentes commises par des anciens détenus en libération conditionnelle sont médiatisés, le rapport Daubney, publié en 1988, met l'accent sur la peur et le manque de confiance du public envers le système de justice, notamment aux vues de la différence entre les sentences prononcées et le temps effectivement passé en détention par le condamné (Robert, 2001; Prates, 2013). Le rapport préconisant un retour à l'ordre et dénonçant le « laxisme » du système, la réinsertion voit son importance reculer. L'accent est alors mis sur la protection de la société et la volonté de responsabiliser le délinquant. Ces deux préoccupations amènent la libération conditionnelle à être envisagée comme un privilège mérité, uniquement accordé aux contrevenants représentant un faible risque pour la société (Robert, 2001; Prates, 2013). Toujours

selon ce rapport, il convient de « mieux discriminer les délinquants dangereux des non dangereux, retardant ainsi la sortie des premiers ». Pour les délinquants jugés à risque, l'admissibilité à cette mesure tend donc à être de plus en plus reculée. Tel que l'explique Brodeur (1990), il semblerait que pour cette catégorie de délinquants, la libération conditionnelle soit passée d'une mesure de libération anticipée à une mesure visant la libération le plus tard possible et que la libération conditionnelle au Canada puisse ainsi devenir une mesure « zombie » (Brodeur, 1990), dénuée de son sens initial.

Sous l'influence du rapport Daubney est adoptée en 1992 la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition mettant elle aussi l'emphasis sur l'importance de garantir la sécurité de la collectivité (Robert, 1992). Notamment, selon l'article 100.1 de cette loi, la protection de la société devient le critère prépondérant dans le processus de décision de remise en libération conditionnelle par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. L'article 102 quant à lui introduit l'évaluation du risque posé par un détenu comme une préoccupation de la Commission (Prates, 2013). La libération conditionnelle devient alors un outil de neutralisation sélective permettant la libération des individus évalués comme moins dangereux uniquement, les autres faisant l'objet d'un contrôle accru (Vacheret & Cousineau, 2005).

Parallèlement, cette loi prévoit des mesures plus sévères pour les crimes graves et des solutions de rechange à l'incarcération pour les crimes jugés moins sérieux (Prates, 2013). En ressort donc la tendance pénale mise en lumière par les recherches en pénologie voulant que les délinquants représentant un risque accru pour la protection de la société soient contrôlés et surveillés, et les individus jugés moins dangereux bénéficient d'un encadrement plus souple.

Prates (2013) note néanmoins, dans la pratique, un contrôle et une répression accrus envers l'ensemble des délinquants, même ceux perçus comme les moins dangereux. Ces pratiques de surveillance accrue laissent penser que la protection de la société tendrait à prendre le pas sur la réhabilitation dans l'ensemble du système pénal. Pour cette auteure, elles pourraient également expliquer la baisse du taux d'octroi de la

libération conditionnelle. Selon Vacheret et Cousineau (2005) ainsi que F.-Dufour, Brassard et Guay, (2009), elles permettraient également de comprendre l'ampleur du taux de révocation pour bris de conditions.

Au Québec, l'article 1 de la LSCQ cite la protection de la société comme une des missions de la Commission québécoise des libérations conditionnelles alors que l'article 2 en fait l'un des « critères prépondérants dans la poursuite de la réinsertion sociale des personnes contrevenantes ». La protection de la société est également le premier critère énoncé par la Loi sur le système correctionnel du Québec à prendre en compte lors de la prise de décision en matière de libération conditionnelle (article 155). Selon la Commission québécoise des libérations conditionnelles (2015, 2016), les réincarcérations pour bris sont une preuve de succès de la surveillance et donc une garantie de protection de la société. Prates (2013) avance également que le déclin du taux d'octroi de la libération conditionnelle au niveau provincial pourrait être dû à un resserrement du contrôle exercé sur l'ensemble des délinquants.

I.3. La mise en œuvre de la libération conditionnelle au Québec

Cette partie présentera des études portant à la fois sur la libération conditionnelle (Kyvsgaard, 2000; Opsal, 2009; Kleis, 2010) et sur la probation (Leibrich, 1994), la mise en œuvre de ces deux mesures reposant sur les deux mêmes composantes de contrôle et d'obligations. Comme nous l'avons vu, la libération conditionnelle a pour élément central le fait d'imposer à un délinquant certaines conditions qu'il se doit de respecter. De plus, un agent de probation ou de libération conditionnelle se voit chargé de la prise en charge et du suivi du libéré dans la communauté et de nombreuses études se sont alors intéressées au rôle de cet agent (Arseneault, 1981; Précourt et Racioc, 1981; Lalande, 1990, Roy, 2015).

I.3.1. Les conditions de libération

Une grande partie de la littérature sur les conditions des personnes suivies dans la communauté, principalement les probationnaires et les libérés conditionnels, porte sur le but de ces conditions (Opsal, 2009), sur l'apport pour les délinquants des

conditions en elles-mêmes (Kleis, 2010) ou encore sur la supervision qui s'ensuit (Leibrich, 1994; Kyvsgaard, 2000).

Dans son étude, Opsal (2009) interroge 43 femmes en libération conditionnelle dans le but de comprendre comment ces femmes perçoivent le but de la libération conditionnelle. Selon les répondantes, les conditions qui leur sont imposées lors de la libération conditionnelle ne sont pas des outils permettant une meilleure réinsertion, mais un moyen pour les agents de surveiller leurs activités. Elles perçoivent les conditions comme étant conçues pour le bien de la société et non le leur et voient les nouvelles technologies comme des outils permettant aux agents de libération conditionnelle une meilleure vigilance quant au respect des conditions grâce notamment à des tests de dépistage de la présence de drogue de plus en plus performants ou encore des techniques de surveillance électronique permettant de détecter plus facilement les violations des conditions imposées. Cette surveillance constante, comme la menace d'une réincarcération en cas de bris, entraîne chez les répondantes des niveaux de stress et d'anxiété élevés. Elles précisent également que cette peur est renforcée par la mauvaise compréhension de leurs conditions, de ce qu'elles ont le droit ou non de faire, ce qui entraîne un fort sentiment de perte de contrôle pouvant même aller jusqu'à un sentiment de paranoïa. Opsal note néanmoins que, pour une minorité de femmes, devoir respecter diverses conditions les aide à structurer leur vie de manière à continuer à respecter la loi. Ces règles leur permettent alors de se responsabiliser. L'étude d'Opsal permet de confirmer les résultats trouvés en 1993 par Crouch. Celui-ci soumettait à des participants un scénario fictif dans lequel ils devaient choisir entre une peine d'incarcération d'une certaine durée et une peine de probation d'une durée supérieure. Il notait que la prison est, dans bien des cas, plus attirante que la probation et ses conditions et avançait que cela pouvait être dû aux transformations du milieu carcéral et du milieu communautaire. Selon lui, la prison est un lieu de plus en plus ouvert où les droits des détenus sont de mieux en mieux garantis et leurs besoins pris en compte. À l'inverse, les mesures communautaires sont de plus en plus strictes et contraignantes, ce qui expliquerait, selon Crouch, les résultats de son étude. Cette hypothèse pourrait également éclairer les conclusions de la recherche menée par May et Wood (2005) sur la perception de la sévérité relative des mesures communautaires par les détenus,

ces auteurs ayant trouvé que la prison n'est plus nécessairement vue comme la mesure pénale la plus contraignante.

Parmi les recherches portant sur les apports des conditions de libération conditionnelle, celle de Kleis (2010) analyse l'apport des programmes auxquels sont soumises des personnes en libération conditionnelle. Les données montrent qu'ils tendent à être considérés comme inutiles et injustes par les libérés. Les participants expriment en effet une certaine frustration à l'égard des programmes, de leur nature, de leur mise en œuvre et de leur qualité. Ils dénoncent le fait que certains nécessitent trop de temps et empiètent donc sur leurs autres obligations, notamment professionnelles, ou encore qu'ils ne correspondent pas toujours à leurs besoins ou à leur passé. Il convient de noter que la portée de ces résultats est limitée, l'étude ayant été menée dans un contexte où la mise en œuvre des programmes imposés est privatisée. Néanmoins, même dans un contexte où la libération conditionnelle reste entièrement du ressort de l'État, l'utilité des programmes ne semble pas faire l'unanimité. En effet, la plupart des anciens détenus interrogés par Nelson, Deess & Allen (2011) jugent les programmes peu utiles. Certains vont même jusqu'à les qualifier de contre-productifs, notamment dans les cas de programmes visant l'abus de substances, certains pointant du doigt le fait qu'entendre parler de drogue leur donnerait envie de recommencer à consommer.

Si l'apport des conditions en elles-mêmes, surtout les programmes, ne semble donc pas, selon les délinquants, être important (Kleis, 2010; Nelson, Deess & Allen, 2011), la supervision que ces conditions impliquent semble davantage leur apporter (Leibrich, 1994; Kyvsgaard, 2000). Au cours de l'étude menée par Leibrich (1994), la question « Avez-vous retiré quelque chose de la supervision ? » a été posée à 48 personnes condamnées à une peine de probation, ayant complété leur sentence et n'ayant pas été recondamnées dans les deux ans. La moitié des répondants ont répondu par la positive. D'un côté, les apports de la supervision cités par ces participants sont la chance de pouvoir parler avec quelqu'un sans peur d'être jugés, ce qui a constitué pour beaucoup d'entre eux une aide à rester dans le droit chemin. Le sentiment d'être surveillés a aussi été abordé comme un des facteurs ayant conduit au succès de leur mesure. En effet, la peur des conséquences d'un bris de

probation, à savoir une réincarcération, les inciterait à respecter leurs conditions. De l'autre côté, les participants ayant déclaré que la supervision ne leur a rien apporté qualifient cette expérience comme un « non-événement » n'ayant eu que peu d'influence sur leur vie, pointant le caractère peu contraignant, en temps et en efforts, de la mesure. Certains affirment même avoir détesté leur temps en probation, trouvant cela inutile, stupide et non nécessaire.

Au contraire, les résultats trouvés par Kyvsgaard (2000) sur le même sujet de la supervision, mais en libération conditionnelle sont moins mitigés et les délinquants expliquent en retirer beaucoup. Au cours de cette étude, 1579 personnes en libération conditionnelle ont rempli un questionnaire au début et à la fin de leur période de suivi, afin de comprendre leurs attentes, opinions et attitudes envers la supervision et ses effets. Il apparaît alors que l'obligation de respecter les conditions contraindrait les surveillés conditionnels à une certaine structure et discipline de vie dont ils auraient besoin. Parallèlement, la majorité des répondants étaient confiants dans la capacité de la supervision à les aider en termes de respect de la loi, de logement, de problèmes de consommation ou de relations interpersonnelles. De fait, à la fin de la supervision, 80 % des répondants estiment que celle-ci les a aidés dans l'arrêt de leur carrière criminelle; et 50 % estiment que cela les a aidés à arrêter leur consommation de drogue. Cette proportion passe à 60 % quand il s'agit de consommation d'alcool, alors que pour 75 % cela les a aidés à avoir davantage confiance en eux. Enfin, l'auteur note que si beaucoup ont été contraints à être supervisés, leur opinion à la fin de cette supervision est positive. Selon les délinquants, un tel apport positif n'a été possible que grâce à la relation de confiance qui régnait entre eux et leur agent.

I.3.2. Le rôle de l'agent de probation

Dans le système canadien, tant fédéral que québécois, plusieurs études (Arseneault, 1981; Précourt et Raciote, 1981; Lalande, 1990; Roy, 2015; Varnier, 2016) se sont intéressées à la façon dont les agents de probation et de libération conditionnelle perçoivent leur rôle. Précourt et Raciote (1981) sont deux agents de libération conditionnelle livrant leur ressenti alors que Arseneault (1981) a mené une étude qualitative sur le vécu des agents de libération conditionnelle et des détenus dans le

système fédéral en interrogeant huit agents et deux libérés. Lalande (1990) et Roy (2015) s'intéressent quant à eux aux visions et expériences de travail d'agents de probation dans le système provincial. Tous ont trouvé des résultats similaires faisant ressortir une dualité des rôles de ces agents qui oscillent entre aide et contrôle. En effet, ces études montrent que, selon les répondants, il leur incombe d'aider le contrevenant à résoudre ses problèmes et à se réinsérer, mais également à les surveiller de manière adéquate. Il ressort également de ces études que si le rôle d'aide correspond aux aspirations des agents et à leur volonté de soutenir les délinquants, le rôle de contrôle prend sa source dans les contraintes imposées par l'institution correctionnelle aux agents, celle-ci souhaitant assurer la protection de la société par une surveillance accrue des contrevenants. L'intérêt premier des agents reste donc de favoriser la réinsertion des contrevenants et d'intervenir de façon à répondre à leurs besoins matériels ou psychologiques (Arsenault, 1981; Roy, 2015). Selon Roy (2015), l'agent doit « doser son rôle en regard de la mesure du contrevenant, de son ouverture à l'intervention ainsi que son niveau de risque » (p. 91). Selon cette étude, les agents de surveillance privilégieraient l'aide dans le cas d'une probation, cette mesure étant vue comme visant la réinsertion de l'individu. À l'inverse, les interviewés expliquent exercer un contrôle et une surveillance plus prononcés des libérés conditionnels, la mesure étant davantage perçue comme axée sur la rétribution. Précourt et Raciot (1981) précisaient à ce sujet que la façon dont l'agent priorise ces objectifs est importante. D'un côté, selon eux, si la mission de surveillance et de contrôle prend trop de poids, aucun lien de confiance ne pourra être établi. À l'inverse, selon les agents interrogés par Arsenault (1981), le contrôle aurait un faible impact réel et ne servirait qu'à renvoyer une image sécuritaire au public. D'un autre côté, un contrôle non adéquat minerait la confiance que le système de justice a dans les mesures purgées dans la communauté et de moins en moins de personnes y seront soumises (Kvsgaard, 2000).

Plusieurs études (Arsenault, 1981; Précourt et Racicot, 1981; Opsal, 2009; Varnier, 2016) permettent également une meilleure compréhension de la façon dont les délinquants voient leur agent. Il appert que même si aucune hostilité ne les habite nécessairement, ceux-ci voient les agents comme des personnes qui peuvent dénoncer chacun de leurs manquements et peuvent être à l'origine de leur

incarcération et percevraient donc la relation comme une relation de contrôle. Il ressort de l'étude de Précourt et Racicot (1981) que l'agent est avant tout perçu comme un agent de contrôle et non une personne ressource susceptible de leur venir en aide. Même lorsqu'il existe une bonne relation entre l'agent et son client et que ce dernier parvient à s'ouvrir et demander de l'aide, une part de méfiance subsiste et le libéré ne partagera jamais entièrement les informations sur sa vie en libération conditionnelle à son agent, même ses problèmes, par peur de la sanction. Ainsi, les informations dont dispose l'agent sont partielles et ne recouvrent qu'une partie de la réalité. Notamment, le système de valeurs affiché par le contrevenant devant l'agent n'est pas celui adopté en tout temps. Arsenault (1981) trouve le même résultat : les libérés perçoivent uniquement la dimension de contrôle et s'accommodent de relations superficielles avec leur agent de libération conditionnelle qui reste, dans la perspective des contrevenants, une personne à craindre. La même impression semble régner chez les femmes en libération conditionnelle chez qui le fait que l'intervention de l'agent est susceptible de mener à leur réincarcération est une préoccupation omniprésente dans leurs rapports avec ce dernier. Selon ces femmes, un agent de libération conditionnelle n'a pour mission que de faire respecter les règles et conditions et non de les aider (Opsal, 2009). Les résultats de Varnier (2016), qui explore l'expérience des probationnaires au Québec, sont plus nuancés. Il ressort des entrevues menées qu'aucun des rôles d'aide ou de contrôle n'est perçu comme prépondérant par les délinquants. Ces derniers admettent ne pas tout dévoiler à leurs intervenants, voire même leur mentir, et indiquent adapter leurs discours à ce qui est attendu d'eux. Selon l'auteur, en probation, « les mots deviennent moyens de surveillance » (p. 113). Néanmoins, les rôles d'aide, d'écoute et de dialogue de l'agent sont des aspects centraux de l'expérience des contrevenants.

Afin de résoudre ces tensions entre les différents rôles de l'agent, Kimora (2008) suggère de son côté de ne pas baser le contrôle des conditions uniquement sur la coercition et la menace, mais de le fonder également sur un système de récompenses en modulant et réduisant la surveillance des libérés ayant un bon comportement. Cela pourrait alors permettre à l'agent de ne pas donner l'impression d'être uniquement une menace pour la liberté, mais d'être le messenger de mesures plus positives en cas de bonne conduite. Mais les études (Arseneault, 1981; Précourt & Racicot, 1981)

notent néanmoins que les relations évoluent et que si aucun problème particulier ne surgit, les rencontres entre l'agent et le libéré vont être de plus en plus espacées, ce qui en retour va permettre à l'ancien détenu de faire davantage confiance à son agent, sans toutefois parvenir à une confiance totale. De plus, certains libérés disent apprécier le contact de leur agent, qui est non seulement parfois leur unique contact au moment de leur sortie (Précourt, 1981), mais encore le seul avec lequel ils peuvent parler librement sans crainte d'être jugés (Leibrich, 1994).

II. Les défis

Vivre en libération conditionnelle revient à vivre en communauté après une période d'incarcération plus ou moins longue, ce qui implique un certain nombre de difficultés. Le retour en société est donc une première épreuve pour les anciens détenus (Clear, Rose & Ryder, 2001; Visser & Travis, 2003; Brown, 2004; Strimelle & Poupard, 2004; Nelson, Deess & Allen, 2011; Dindo, 2014; Guenat, 2016). De plus, même libérés, ceux-ci restent soumis à une mesure qu'ils doivent essayer de « réussir ».

II.1. Les défis liés au retour en société

Le retour en société comporte des aspects difficiles. La sortie de détention, premier aspect de la libération conditionnelle, est porteuse de défis pour les libérés. De plus, la réintégration au sein de la société nécessite de devoir trouver un emploi, un logement et bien souvent de devoir renouer avec sa famille (Clear, Rose & Ryder, 2001; Visser & Travis, 2003; Brown, 2004; Strimelle & Poupard, 2004; Nelson, Deess & Allen, 2011; Dindo, 2014).

II.1.1. La sortie de détention

Un des premiers défis de la sortie de prison est de reprendre le contrôle de sa vie quotidienne.

La littérature montre que la sortie en libération conditionnelle n'est pas aisée pour les libérés. Les détenus sortent d'un univers particulier ayant des répercussions sur

leur état d'esprit à la sortie et sur leur capacité à s'en sortir : l'univers carcéral. La prison est une institution privant les détenus de toute autonomie, autonomie leur faisant donc défaut dans tous les aspects de leur vie à leur sortie. En effet, selon la terminologie utilisée par Sykes (1958) dans son étude qualitative portant sur la prison en tant que système social et se basant sur des entrevues avec des prisonniers et membres du personnel de la prison et sur leurs dossiers, la prison est un lieu de multiples privations, liberté, sécurité, hétérosexualité, biens et services et autonomie notamment. Même si l'étude date de 1958 et traite des institutions à sécurité maximale, plusieurs auteurs, tels que Seyler (1985); Chauvenet, (1996), Chantraine (2004) ou encore Vacheret (2005) ont montré que malgré une évolution certaine des institutions carcérales, ces caractéristiques se retrouvent encore dans les prisons aujourd'hui. Chantraine, (2007) Rostaing, (2009) ou encore Warr, (2016) notent que l'institution carcérale est un lieu où les détenus sont privés d'une grande partie de leur autonomie. Pour Rostaing (2009), la prison « contrôle les actions des détenus » et « enveloppe et règle minutieusement [leur] vie ». Ainsi, les prisonniers sortant des prisons provinciales du Québec en libération conditionnelle se sont vus pendant le temps de leur peine privés de toute autonomie et de tout pouvoir décisionnel sur leur vie. Les moindres choix de leur vie quotidienne, de l'heure des repas aux programmes qu'ils doivent suivre leur ont été imposés par des personnes en position d'autorité.

De tout cela découle une perte importante sinon totale de contrôle des détenus sur leur vie et leurs choix, ce qui crée une frustration chez les prisonniers (Warr, 2016). En effet, si certains reconnaissent des bienfaits dans l'imposition de ces règles, tels que la régulation de leur comportement qu'ils savent déviant, la plupart vivent mal l'imposition, par une autorité bureaucratique de règles dans un but qu'ils ne reconnaissent pas (Sykes, 1958). De plus, leur condition tend à les infantiliser et à leur renvoyer une image d'eux même comme étant faibles et dépendants. Cette image n'est pourtant pas compatible avec le rôle d'adultes autonomes et responsables qui est attendu d'eux à leur sortie (Sykes, 1958; Warr, 2016). Il peut donc leur paraître d'autant plus difficile lors de leur libération de se prendre en charge et de gérer leur vie, notamment lorsque la sentence purgée a été longue.

Cet impératif pour les libérés de regagner leur autonomie une fois sortis de prison est d'autant plus délicat et difficile à viser que les populations incarcérées sont à bien des égards composées de personnes vulnérables. Celles-ci présentent en effet des problématiques de santé physique et/ou mentale souvent liées à l'âge ou la toxicomanie qui les rendent moins à même de s'occuper d'elles (Ministère de la sécurité publique, 2011 ; Vacheret et Lafortune, 2011; Guenat, 2016).

II.1.2. L'emploi

Un deuxième défi rencontré par les libérés au moment de leur sortie de prison est celui de retrouver un emploi.

Une grande partie de la littérature montre que l'emploi est l'enjeu le plus important pour les détenus à leur sortie de détention (Clear, Rose & Ryder, 2001; Visser & Travis, 2003; Brown, 2004; Strimelle & Poupert, 2004; Nelson, Deess & Allen, 2011; Dindo, 2014). Dans une étude de 2011 menée sur 49 personnes libérées de prison à New York et ayant pour but d'étudier si et comment elles s'en sortaient durant le premier mois, il est apparu que le premier souci des anciens détenus est l'emploi (Nelson, Deess & Allen, 2011). De fait, l'obtention d'un emploi est une composante essentielle d'une réintégration sociale réussie (Clear, Rose & Ryder, 2001; Visser & Travis, 2003; Strimelle & Poupert, 2004; Guenat, 2016). En effet, travailler permet au libéré de se sentir valorisé et utile, d'établir des contacts avec des non-criminels et de remplir un rôle prosocial. En outre, l'aspect pécuniaire est non négligeable pour ces personnes qui, dans une grande majorité, sortent de prison démunies et sans argent (Dindo, 2014).

Toutefois, à leur sortie de détention, il est compliqué pour une personne ayant été incarcérée de trouver un emploi, du fait notamment de la stigmatisation qui pèse sur elle, certains employeurs étant réticents à l'idée d'employer d'anciens détenus, mais également du fait de son manque d'expérience, parfois du à la durée de l'incarcération ou de qualifications. (Clear, Rose & Ryder, 2001; Brown, 2004; Landreville, 2004; Association des services de réhabilitation sociale du Québec,

2015). Les difficultés à trouver un emploi peuvent donc varier selon le niveau d'étude, le passé professionnel et la sentence, notamment sa durée, du délinquant.

Parallèlement, il ressort des statistiques du Ministère de la sécurité publique (2011) que, au Québec, parmi les personnes prises en charge par les Services correctionnels en détention et en communauté, près de la moitié n'avaient pas entamé ou complété leur secondaire. De plus, 46% ont indiqué que leurs revenus provenaient de l'aide sociale.

Une difficulté supplémentaire surgit alors. Une étude qualitative menée auprès de 74 agents de libération conditionnelle canadiens s'interroge sur les besoins des libérés afin de réussir les 90 jours suivants la sortie de détention (Brown, 2004). Il en ressort qu'il n'est pas évident pour les contrevenants d'obtenir un salaire décent. Le même constat avait déjà été opéré en 1981 par Arseneault qui notait que les métiers généralement dévolus aux anciens détenus ne leur permettaient pas d'aspirer à un niveau de vie élevé. De cette incapacité financière découlent pourtant d'autres problèmes tels celui du logement, des déplacements ou des dettes.

II.1.3. La famille

Un troisième défi mis en lumière par les études sur la sortie de prison est celui de renouer des liens avec ses proches.

Ainsi, selon les résultats de Guenat (2016), la famille joue un rôle central dans la réintégration sociale des anciens détenus âgés. L'aide et le soutien de l'entourage, et surtout de la famille, sont très importants à la sortie de prison. Nelson, Deess & Allen (2011) ont ainsi trouvé une forte corrélation entre les signes de force familiale tels le support et la cohésion de la famille ou la présence de membres non délinquants et les signes de succès individuel tels qu'avoir un emploi ou ne pas consommer, indiquant ainsi l'importance de la famille. Dans le processus de réinsertion, les auteurs ont également trouvé que le soutien de la famille est le facteur le plus prédictif du succès individuel, envisagé comme le fait d'avoir un emploi et un logement stable, de ne pas avoir d'activité illégale ou de se faire de nouveaux amis notamment. Les résultats

quantitatifs de cette étude ont été confirmés par des entrevues menées auprès de libérés et permettant de déterminer en quoi le soutien de la famille est important. Il est ainsi ressorti que ce dernier les rend plus confiants dans leur capacité de réintégration, ce qui les rend plus à même de se projeter et de nouer de nouvelles relations prosociales. Sont importants non seulement la nature des relations (leur fréquence, leur caractère pro ou antisocial), mais également le type de support offert. En effet, la famille est importante au plan psychologique et émotionnel, mais aussi à un plan matériel en ce qu'elle peut par exemple fournir un logement ou un emploi au libéré (Visher & Travis, 2003; Guenat, 2016). De plus, selon Vacheret et Cousineau (2003), une nouvelle perte des liens familiaux et la souffrance provoquée aux proches due à une nouvelle incarcération veulent être empêchées, ce qui incite les délinquants à stopper leurs agirs criminels.

Toutefois, il ressort du profil de la population prise en charge par les Services correctionnels en 2007 (Ministère de la sécurité publique, 2011) qu'au Québec, 65,2% de ces personnes sont célibataires. En effet, la criminalité et la détention ont des conséquences parfois néfastes sur les liens entre un délinquant et sa famille. Les retrouvailles avec la famille peuvent également être source de problèmes (Nelson, Deess & Allen, 2011). Un temps d'adaptation est nécessaire de chaque côté et le fait même de prendre l'initiative de recontacter son entourage peut être difficile (Visher & Travis, 2003).

II.1.4. Le logement

Un quatrième défi rencontré par les anciens détenus est celui de trouver un logement, mais surtout un logement durable, sécuritaire (Visher & Travis, 2003) et stable (Guenat, 2016). C'est ainsi que de nombreux délinquants vivent une période d'itinérance plus ou moins longue selon la durée de leur incarcération, leur situation familiale et leur situation professionnelle à leur sortie de détention (Guenat, 2016).

Il ressort de la recherche de Clear, Rose et Ryder (2001) que fournir un logement de transition aux détenus les aide beaucoup en leur permettant de pouvoir se concentrer sur leurs autres problèmes tout en leur évitant les foyers d'accueil ou la rue ou encore

en leur permettant de ne pas retourner dans leur ancien environnement criminogène (même quartier et mêmes fréquentations qu'auparavant par exemple), ce qui rend plus aisé l'arrêt des activités criminelles (Nelson, Deess & Allen, 2011). Cela est également bénéfique lorsque cela permet à la famille d'être soulagée d'une charge qu'elle ne peut assumer. L'étude de 2004 de Brown menée auprès d'agents de libération conditionnelle canadiens confirme ces résultats et indique que selon les agents, il est important de fournir aux ex-détenus un environnement stable et prosocial. À ce titre, les maisons de transition ont un important rôle à jouer, en permettant à leurs résidents de combler leurs besoins essentiels et d'amorcer leurs démarches de réinsertion sociale telles que la recherche d'emploi ou l'accès à des programmes et thérapies (Association des services de réhabilitation sociale du Québec, 2014).

II.2. Les défis liés au succès de la mesure

Une libération conditionnelle peut se solder de deux manières différentes : la réincarcération du délinquant avant la fin de la mesure ou alors le succès de celle-ci si le délinquant est maintenu en liberté jusqu'à la fin de sa sentence. Suscitant de nombreuses controverses, le succès de la mesure de libération conditionnelle a fait l'objet de nombreuses études (Leibrich, 1994; Kyvsgaard, 2000; Vacheret et Cousineau, 2003; Otero, Poupart et Spievogel, 2004; Parhar et Wong, 2007)

II.2.1. Les facteurs de réussite

Plusieurs facteurs de réussite de la libération conditionnelle ont été recensés par la littérature. Parmi eux figurent la motivation du libéré (Vacheret et Cousineau, 2003; Otero, Poupart et Spievogel, 2004; Parhar et Wong, 2007) et la relation entre ce dernier et son agent de libération conditionnelle ou de probation (Leibrich, 1994; Kyvsgaard, 2000; Vacheret et Cousineau, 2003; Varnier, 2016).

a. La motivation du libéré

Dans leurs études de 2003 et 2005, Vacheret et Cousineau (2003) se sont intéressées au parcours de 570 libérés d'office dans le système fédéral et ayant terminé leur période de surveillance afin de connaître les facteurs leur ayant permis de réussir. D'après une analyse quantitative étudiant les différences entre les libérés ayant réussi et ceux ayant échoué, le facteur qui paraît le plus important est la motivation personnelle. Des entrevues réalisées auprès de libérés d'office confirment ce résultat et précisent les facteurs de réussite abordés par les contrevenants. Selon les participants une profonde et réelle envie de changer doit animer le libéré. Cela se concrétise notamment par des mesures telles que l'arrêt de la consommation ou un changement de mode de vie.

La reconstruction d'une nouvelle identité comme composante de la réinsertion des délinquants est également au centre des résultats de F.-Dufour, Brassard et Martel (2016), lesquels ont réalisé des entrevues auprès de 29 sursitaires du Québec n'ayant pas récidivé depuis la fin de leur sentence. Dans cette étude, les auteurs montrent ainsi que le suivi de programmes à visée de réinsertion ainsi que le travail personnel effectué par les sursitaires, sont des dimensions essentielles de la réinsertion sociale.

Ces résultats concordent avec la thèse avancée par Maruna en 2001. Selon cet auteur, le désistement du crime est un processus au cours duquel un délinquant se reconstruit et construit une nouvelle conception de lui et de son identité au sein desquels le crime est absent.

Quant au cheminement menant à cette envie de changer, selon Vacheret et Cousineau (2003), celui-ci prend généralement sa source dans une lassitude vis-à-vis de l'ancienne vie menée et une envie de tourner la page. La responsabilisation et l'introspection permettant à l'individu de changer et de se remettre en question peuvent avoir eu lieu en prison. Les conséquences de leurs actions, sous la forme de toutes les pertes subies en prison, peuvent amener les prisonniers à vouloir amorcer un changement dans leur vie. De par leur retrait physique du milieu criminel, la prison permet également de rompre l'engrenage délictueux et facilite donc les

démarches de changement. Les programmes suivis pendant l’incarcération sont aussi des moteurs de transformations en ce qu’ils donnent au délinquant des outils et des pistes de réflexion. Des résultats similaires ont été trouvés par Otero, Poupart et Spievogel (2004) qui indiquent que selon les anciens détenus qu’ils ont interrogés, il leur appartient de « s’en sortir ». Faisant preuve d’autonomie, d’initiative et de responsabilité, ils insistent sur leur volonté personnelle à se réhabiliter et à retrouver « une vie normale ».

Ces résultats semblent pouvoir être appliqués à la libération conditionnelle. En 2007, Parhar et Wong ont mené une étude au niveau fédéral sur le point de vue des agents de libération conditionnelle et des libérés sur la renonciation au crime. Suite à un questionnaire passé auprès de 34 agents et 61 libérés, des entretiens ont été réalisés auprès de ces mêmes personnes. Tant les agents que les libérés s’accordent alors à dire que le facteur de succès le plus important est une motivation accrue à ne pas enfreindre les règles de la libération. Sont également cités comme des facteurs importants le soutien et les encouragements ainsi que les traitements et programmes suivis par l’individu. En effet, ces programmes permettent une meilleure gestion des émotions, notamment de la colère et des frustrations, entraînant une plus grande adhésion de l’individu à des comportements et réactions non délictueux.

b. La relation entre le libéré et son agent de probation

Dans leur étude de 2016, F.-Dufour, Brassard et Martel se sont intéressés au désistement du crime de 29 sursitaires québécois et ont trouvé que le soutien des intervenants et des agents de probation est une aide pour les délinquants. C’est ainsi que ceux-ci développent des liens intenses avec ces agents et s’investissent pleinement dans le processus thérapeutique.

Selon Leibrich (1994), Kyvsgaard (2000) et Varnier (2016), la bonne relation entre la personne suivie et son agent est une composante essentielle du succès de la mesure de libération conditionnelle ou de probation. Ces études présentent ce qui constitue une bonne relation, selon les personnes soumises à la supervision (en probation et libération conditionnelle). Ainsi, Leibrich (1994) a interrogé des personnes

condamnées à une peine de probation et il apparaît que, selon ces dernières, pour qu'une bonne relation s'installe avec le superviseur, l'aide fournie par l'agent doit être individualisée. Il convient également que ce dernier soit honnête et sincère, passe du temps avec le délinquant qui doit de son côté être responsabilisé. Trouver la juste balance entre aide et contrôle est primordial. Lorsqu'interrogés sur leur relation avec leur agent en particulier, les deux tiers des participants ont une opinion positive de leur agent de probation. Dans ces cas, les participants disent se sentir traités comme des individus. L'agent a un réel intérêt pour la vie de son client, l'écoute, essaie de le comprendre et lui fournit donc des conseils personnalisés. Ces résultats ressortent également des propos des libérés conditionnels interrogés par Kyvsgaard (2000), lesquels indiquent apprécier le dialogue qui peut s'instaurer avec leur agent et le fait que ce dernier se soucie d'eux. Les probationnaires interrogés par Varnier (2016) sur leur expérience en probation au Québec ressentent eux aussi l'importance des capacités d'empathie et de compréhension de l'agent de probation avec qui il est essentiel qu'ils puissent dialoguer et échanger. De plus, selon Leibrich (1994) si les probationnaires admettent qu'un certain degré de fermeté est bénéfique, cela ne doit pas se transformer en rigidité. Enfin, il est important pour la personne qu'elle sente que l'agent lui fait confiance. Ces résultats sont en adéquation avec les résultats de Vacheret et Cousineau (2003) traitant de la réussite en libération d'office. Les délinquants interrogés ont ainsi mis en avant l'absence de pression, la capacité d'écoute, la disponibilité, mais aussi la rigueur de l'agent pour expliquer leur sentiment d'être soutenus par des intervenants en qui ils ont confiance.

À l'inverse, les probationnaires interrogés par Leibrich (1994) et n'ayant pas apprécié leur superviseur indiquent avoir eu l'impression, au cours de leur probation de n'être qu'une partie d'un tout, d'être indifférenciés au sein d'une machine qui les traite sans considération. Il ressort donc de ces études que l'écoute et la considération avec lesquelles les agents de supervision traitent les contrevenants sont centrales à l'établissement d'une bonne relation.

II.2.2. Les facteurs d'échec

D'après l'étude quantitative de F.-Dufour, Brassard et Guay (2009) portant sur le sursis, il ressort que les bris par les sursitaires des conditions restrictives de liberté n'entraînent pas nécessairement la révocation de la mesure. De plus, il semblerait que la violation de ces conditions n'ait pas d'influence sur la récidive. Selon cette étude, le bris par un sursitaire d'une condition restrictive de liberté ne serait donc pas un facteur d'échec.

En matière de libération conditionnelle, l'échec de la mesure est notamment dû au bris d'une des conditions auxquelles le libéré est soumis. Les recherches se sont alors intéressées aux circonstances entourant ces bris et notamment aux facteurs qui en sont responsables. C'est ce qu'ont fait Grattet et Lin (2014) en Californie à partir d'une population d'étude de 79 082 prisonniers libérés en libération conditionnelle en 2003 et 2004 et suivis jusqu'à la violation d'une de leur condition, la fin de leur libération conditionnelle ou la fin de l'année de suivi. Plus précisément, ces chercheurs avaient pour but de tester l'influence de différents facteurs, dont l'intensité de la supervision (nombre de rencontres et contenu de la supervision), sur différents types de bris de conditions. Ces différents types étaient divisés en deux sous catégories soit les bris mineurs, c'est-à-dire l'évasion, la violation technique et la consommation/possession de drogue, et les bris majeurs, c'est-à-dire la récidive violente et la récidive sexuelle. Cette étude est la plus récente sur le sujet et prend en compte un nombre important de facteurs, dont, de façon novatrice, des facteurs relevant de l'institution.

D'une part, cette recherche met en lumière le fait que des facteurs individuels, mais également institutionnels, influencent les risques de bris. Parmi les facteurs relevant de l'individu, la, ou les, précédente(s) incarcération(s), les troubles mentaux et le fait d'appartenir à une minorité ethnique se sont révélés significatifs. De la même façon, les hommes et les jeunes sont plus à risque de violation. Des facteurs institutionnels ont également été pris en compte, situant cette recherche comme l'une des seules à envisager le bris de condition comme le fruit de la rencontre entre les caractéristiques individuelles du libéré et l'orientation des institutions de contrôle. Grattet et Lin ont

donc étudié l'influence de l'intensité de la supervision, laquelle est apparue comme forte sur le risque d'évasion et faible sur le risque de violation violente ou sexuelle.

Plusieurs théories explicatives sont alors plausibles (Grattet & Lin, 2014). Il est possible que se sachant sujets à une supervision intense et à un contrôle et une surveillance accrus, les délinquants voient le bris comme une fatalité. Les nombreuses conditions auxquelles ils sont soumis entravent leur possibilité à une vie normale et à une réinsertion sociale complète. Selon la théorie de la prophétie autoréalisatrice, cela pourrait conduire les libérés à être persuadés par l'étiquette de délinquant à risque qu'ils vont échouer et donc, à échouer, en brisant l'une de leurs conditions. Une seconde explication pourrait non pas tenir dans la commission de plus de bris, mais dans la plus grande détection des bris. Une supervision intensive résultant en une surveillance plus minutieuse, les probabilités de repérer les violations commises par les libérés sont alors augmentées. Et une fois ces bris repérés, l'influence de la supervision s'exerçant surtout sur les délinquants sexuels, l'inclinaison à reporter ces bris serait plus forte, ces contrevenants étant considérés comme dangereux. La volonté de vouloir éviter un scandale médiatique pourrait également entrer en jeu dans la décision. Outre la plus grande visibilité des bris, une moins grande tolérance à l'égard de ceux les commettant serait ainsi à l'œuvre.

Cette étude semble mettre en lumière la violation des conditions de libération conditionnelle en tant que production commune du libéré et de l'agence de contrôle. En effet, d'après les auteurs, les violations sont influencées par le comportement des libérés, mais également par l'attention accordée par l'état à ces violations et par l'étiquette de dangerosité apposée au délinquant. Dans ce contexte, le contrôle lui-même créerait des bris.

Problématique

Il ressort des éléments de la littérature que nous venons de présenter que la libération conditionnelle s'inscrit dans un contexte pénal particulier. La philosophie pénale dans laquelle s'insère aujourd'hui cette mesure, et qui détermine les buts qui y sont attachés ainsi que sa mise en œuvre, est ambivalente. Si un idéal de réhabilitation souhaitant voir le délinquant réformé et réintégré à la société a longtemps prévalu, il tend de nos jours à être remplacé par un idéal de protection de la société par l'intermédiaire de la gestion des risques que représente un individu. Cette philosophie a été théorisée en 1992 par Feeley et Simon sous le nom de nouvelle pénologie et met en lumière une justice actuarielle basée sur le recours à des méthodes scientifiques afin de rendre des évaluations non plus basées sur les besoins du délinquant, mais sur une visée managériale. Ces outils ont pour but de déterminer le niveau de dangerosité d'un contrevenant envisagé non plus comme un individu particulier, mais comme faisant partie d'un groupe à qui est attribué un niveau de dangerosité. En fonction de cette évaluation, différents moyens de contrôle sont pris afin de minimiser ce danger pour la société et de garantir la protection de la population. C'est ainsi qu'apparaît une tendance duale dans la pénalité. Si des moyens très contraignants et répressifs sont préconisés à l'encontre des individus dangereux, des mesures impliquant moins de contrôle et laissant la place à une certaine visée réhabilitative sont réservées aux individus moins à risque. Le courant de la justice actuarielle est donc caractérisé par une ambivalence entre d'une part, l'aide et le soutien accordés à un délinquant, et d'autre part, le contrôle et l'encadrement dont il fait l'objet afin de gérer le risque qu'il représente pour la société.

De nombreux auteurs ont trouvé que cette nouvelle philosophie se retrouve dans les récentes évolutions législatives et pénales observées au Canada, mais également au Québec, et notamment en matière de libération conditionnelle (Brodeur, 1990; Robert, 2001; Vacheret & Cousineau, 2005; Prates, 2013). Ainsi, outre le resserrement des critères d'admissibilité à la libération conditionnelle et l'édiction de la protection de la société comme objectif prépondérant lors du processus décisionnel, tant au niveau fédéral que provincial, cela se traduirait également en

pratique par un faible taux d'octrois et un fort taux de réincarcération pour bris de condition (Vacheret & Cousineau, 2005).

Ce courant est important pour notre sujet de recherche, car il l'en imprègne. En effet, touchant l'ensemble d'un système pénal et correctionnel, il a un impact sur la libération conditionnelle. Ainsi, un délinquant se sent davantage contrôlé et surveillé qu'aidé (Arsenault; Précourt & Racicot, 1981; Opsal, 2009) et moins de personnes sont libérées en raison des évaluations actuarielles menées et des risques qu'elles représentent pour la société (Vacheret & Cousineau, 2005). De plus, les bris conduisent plus souvent à une réincarcération, les outils cliniques laissant une certaine place à la tolérance de l'agent ayant été remplacés par des outils actuariels (Slingeneyer, 2007; Vacheret & Cousineau, 2005).

Il ressort également de nombreuses études (Clear, Rose & Ryder, 2001; Visser & Travis, 2003; Brown, 2004; Strimelle & Poupert, 2004; Nelson, Deess & Allen, 2011) que vivre en libération conditionnelle comporte déjà en soi un certain nombre d'enjeux et de défis rendant l'expérience des libérés particulière. La libération conditionnelle comporte, par définition, un aspect très contrôlant menant une personne à devoir, sous la surveillance d'un agent de probation ou de libération conditionnelle, respecter un ensemble de conditions sous peine de réincarcération. Parallèlement la question du rôle de l'agent et de l'apport de la mesure est au centre des réflexions de la littérature (Arseneault, 1981; Précourt et Raciot, 1981; Lalande, 1990; Leibrich, 1994; Kyvsgaard, 2000; Kleis, 2010; Roy, 2015). Comme toute personne sortant de détention et souhaitant se réinsérer, les libérés font également face à de nombreuses difficultés, d'emploi, de logement ou dans les relations familiales, besoins pourtant importants à combler (Clear, Rose & Ryder, 2001; Visser & Travis, 2003; Brown, 2004; Strimelle & Poupert, 2004; Nelson, Deess & Allen, 2011; Guenat, 2016). La motivation personnelle du délinquant et sa relation avec son agent notamment seraient alors essentielles à la réussite de la libération conditionnelle (Leibrich, 1994; Kyvsgaard, 2000; Vacheret et Cousineau, 2003; Otero, Poupert et Spievogel, 2004; Parhar et Wong, 2007; Varnier, 2016).

Si le système de libération conditionnelle est marqué par l'ambiguïté de ses finalités, il est, dans la pratique, tourné vers un contrôle et une rigidité de plus en plus importants (Robert, 2001; Prates, 2013), tant lors de son octroi que de sa mise en application. En outre, lorsque soumis à cette mesure, les libérés rencontrent de nombreuses difficultés relatives notamment au succès de la mesure et à leur réinsertion. Nous souhaitons alors connaître le point de vue de ces personnes, placées au cœur du phénomène qui nous intéresse, afin de comprendre comment elles vivent et voient cette mesure, comment elles en parlent et l'appréhendent. En effet, le vécu des libérés, leurs façons de voir le cadre dans lequel ils passent les premiers temps de leur libération comme leurs ajustements éventuels au quotidien qui leur est imposé, constituent le centre du phénomène que nous voulons analyser et approfondir. Dans le cadre de ce mémoire, nous entreprendrons ainsi de questionner le vécu des libérés afin de saisir la place que prend, le cas échéant, la philosophie de contrôle insufflée par la justice actuarielle dans leur vie quotidienne ainsi que la façon dont ils s'en accommodent. Il s'agit ainsi plus particulièrement d'explorer le vécu des libérés dans le cadre du système québécois.

L'objectif général de notre recherche vise ainsi à comprendre l'expérience des personnes en libération conditionnelle dans le système provincial québécois. À cette fin, plusieurs objectifs plus spécifiques sont envisagés. Nous souhaitons donc :

- Comprendre comment les libérés vivent le suivi et l'encadrement dont ils font l'objet.
- Recueillir le point de vue des libérés sur les conditions individuelles qui leur sont imposées et sur les objectifs de ces conditions.
- Appréhender le cheminement personnel des libérés au sein du déroulement quotidien de la mesure.

CHAPITRE II - MÉTHODOLOGIE

Ce deuxième chapitre a pour but d'exposer la méthodologie utilisée afin de répondre à l'objectif de recherche : comprendre l'expérience des personnes en libération conditionnelle au Québec. Pour ce faire, le cadre théorique de la sociologie de l'expérience de Dubet est utilisé. La collecte de données est également détaillée. Pour cela nous précisons la méthode de collecte de données et l'échantillonnage ainsi que la façon dont la collecte s'est déroulée sur le terrain. Enfin, nous abordons les techniques utilisées afin d'analyser les données et les limites de l'étude.

I. Le cadre théorique de la sociologie de l'expérience de Dubet

Dans son ouvrage « La sociologie de l'expérience », Dubet (1994) s'intéresse à la notion d'expérience sociale. Une expérience sociale n'est, selon cet auteur, ni seulement l'application de codes sociaux intériorisés par l'individu ni uniquement le résultat de choix rationnels opérés par celui-ci. Elle est placée entre une vision entièrement déterministe et une vision entièrement rationaliste des actions humaines. Selon cette théorie, les décisions de l'acteur ne sont pas entièrement libres et sont partiellement conditionnées par des contraintes sociales. L'individu intériorise les normes de références et d'appartenance, les intègre, mais est capable de réflexion et de distance vis-à-vis de ces normes. Les actions d'un individu sont donc guidées par son esprit critique et le recul qu'il est capable de prendre par rapport à ces normes. De plus, les conduites ne sont pas une succession non organisée d'interactions, mais sont guidées par divers principes.

Ainsi, pour Dubet (1994), l'expérience sociale est le résultat de la combinaison de trois logiques d'action différentes. Selon lui, le système social n'est plus unifié et ne fournit plus à l'individu de valeurs et de normes suffisamment intégrées et cohérentes pour dicter entièrement ses conduites à l'individu. À la place, ce dernier fait face à une société fragmentée, dans laquelle se juxtaposent trois systèmes différents, chacun présentant une logique d'action propre. Chaque logique d'action est une manière de concevoir les relations aux autres. Le premier système est un système d'intégration. La logique d'action rattachée à ce système est une logique selon laquelle « l'acteur se définit par ses appartenances, vise à les maintenir ou à les

renforcer » (Dubet, 1994, p 111). L'acteur cherche à s'intégrer dans la communauté et à en adopter les valeurs, les normes et les rôles et va donc se conformer au rôle que la société lui attribue. Le deuxième système est un système de compétition. La société est alors vue comme un marché, marché dont le sens va au-delà du sens économique. Ce système amène une logique d'action stratégique. « L'acteur essaie de réaliser la conception qu'il se fait de ses intérêts » (Dubet, 1994, p 111) et cherche les moyens d'arriver à ses fins. L'identité de l'individu ne va dans ce cas plus être dictée par la société ni être vue comme intégratrice, mais va être utilisée comme un moyen, comme une ressource. Le statut que peut acquérir l'individu est vu comme source potentielle de pouvoir. Enfin, le dernier système est un système culturel dont la logique de subjectivisation amène l'individu à se considérer comme « un sujet critique confronté à une société définie comme un système de production et de domination » (Dubet, 1994, p 111). Cette logique permet à l'acteur d'utiliser son esprit critique et de dépasser les deux précédentes logiques d'action : l'acteur « n'est réductible ni à ses rôles ni à ses intérêts » (Dubet, 1994, p 111). Dans cette logique, l'identité est donc subjective et formée par la tension avec les deux autres logiques.

L'individu doit circuler entre ces trois logiques d'action afin de donner du sens à son expérience et c'est de cette activité de circulation que naissent la subjectivité et la capacité réflexive de l'acteur. C'est lors de l'adoption d'une de ces logiques dans une situation précise qu'apparaissent la subjectivité et la réflexivité d'une personne, qui, comme nous l'avons vu précédemment, rend ses actions non entièrement déterminées par les normes sociales.

L'expérience sociale selon Dubet repose donc sur une dualité entre la subjectivité de l'acteur qui produit l'action à partir d'un socle social et le caractère indéniablement social de cette expérience (Francq, 2010). En effet, « l'acteur construit une expérience lui appartenant, à partir de logiques de l'action qui ne lui appartiennent pas et qui lui sont données par les diverses dimensions du système » (p 136). C'est en cela que ce cadre théorique semble approprié pour cette recherche. En effet, l'expérience d'être soumis à des conditions lors d'une libération conditionnelle témoigne de cette même dualité en ce que certaines normes et contraintes sont légalement et donc socialement imposées à l'individu qui conserve néanmoins une

certaine liberté et bénéficie également d'une marge de manœuvre dans le respect de ces conditions notamment. De plus, le recours aux trois logiques d'action identifiées par Dubet permet de rendre compte de toutes les facettes de l'expérience sociale des libérés. Ainsi, la logique d'intégration fait référence, dans le cas des personnes en libération conditionnelle, à la culture, aux normes auxquelles elles s'identifient et aux rôles qu'elles intériorisent. Il est alors intéressant d'identifier quelles identités imposées par la société sont adoptées par les anciens détenus. Notamment, le degré d'intégration et d'assimilation par les libérés des conditions qui leur sont imposées peut être étudié. Le recours à la logique de marché permet quant à lui d'analyser quels sont les buts que poursuivent les libérés et les moyens qu'ils mettent en place pour les atteindre. Enfin, la logique de subjectivisation rend compte de la distance que les libérés prennent avec l'univers social, dans leur cas, les conditions qui leur sont imposées et la critique qu'ils peuvent en faire.

II. La collecte des données

Afin de détailler la collecte de données, nous expliquons la méthode utilisée et nous présentons l'échantillonnage ainsi que le processus de collecte.

II.1. La méthode de collecte des données

La collecte de données effectuée afin de comprendre l'expérience des personnes en libération conditionnelle au Québec suit une méthodologie qualitative sous la forme d'entrevues semi-dirigées.

II.1.1. La méthodologie qualitative

a. Explication théorique

La méthodologie qualitative peut être définie comme une méthode de recherche qui produit et analyse des données descriptives telles que des paroles dites ou écrites ou encore des comportements observés (Deslauriers, 1991). À l'inverse des méthodes quantitatives qui s'intéressent à des résultats mathématiques portant sur des grands

nombres et des ensembles stables, les méthodes qualitatives ont pour but de s'inspirer de la réalité du terrain telle qu'elle est perçue et expérimentée par les acteurs. L'objet d'analyse n'est donc pas des données statistiques et quantifiables, mais des expériences, sentiments, opinions ou représentations (Deslauriers & Kérisit, 1997). Le qualitatif permet ainsi « d'étudier objectivement la subjectivité de la réalité des acteurs » (Deslauriers, 1991, p11). Dans cette perspective, une place centrale est accordée aux acteurs sociaux et à l'hétérogénéité de leurs points de vue et de leurs expériences. C'est l'étude de la diversité et de la complexité des situations de chaque participant qui permet de recueillir des informations profondes rendant compte de façon complète de la réalité des acteurs. Chaque individu détient un certain vécu qui lui est propre et en étudiant la multiplicité de ces expériences, les méthodes qualitatives aident à saisir l'entièreté du phénomène. Cette approche cherche donc à saisir la diversité des informations, mais aussi leur profondeur de façon à obtenir un portrait complet et nuancé du phénomène étudié.

L'utilisation des méthodes qualitatives nécessite une approche inductive. Le chercheur se base sur les faits spécifiques et des résultats individuels pour aboutir à des conclusions et lois générales (Deslauriers, 1991). Il ne doit avoir aucune préconception ni présupposé sur son objet de recherche ou les résultats afin que ceux-ci ressortent librement des données collectées. La recherche qualitative permet ainsi une plus grande souplesse exploratoire et a une plus grande capacité de découverte de nouveaux résultats (Deslauriers & Kérisit, 1997). Grâce à cette flexibilité, l'utilisation d'une méthodologie qualitative est particulièrement indiquée pour l'étude de phénomènes sociaux dont les contours changent et évoluent sans cesse (Deslauriers, 1991).

L'analyse qualitative porte sur des échantillons plus modestes que l'analyse quantitative, mais permet une étude plus en profondeur d'un phénomène social grâce à un contact privilégié avec le terrain et permet de rendre compte de la diversité des expériences et des vécus (Deslauriers, 1991).

b. Intérêt pour la présente recherche

L'objectif de ce projet est de comprendre l'expérience des anciens détenus libérés sous le régime provincial de la libération conditionnelle. Il s'agit donc de comprendre l'expérience des personnes interrogées et de s'intéresser à leur subjectivité, à leur point de vue. L'utilisation d'une méthodologie de nature qualitative permet alors de comprendre dans toutes leurs dimensions les différentes expériences qui peuvent être vécues par les libérés. En effet, chaque libéré a un profil différent, ce qui rend son expérience de libération conditionnelle unique et particulière. La population en libération conditionnelle au Québec est composée de personnes ayant des passés et des vécus délictuels et carcéraux différents pouvant façonner leur conception de leur peine et donc leur sortie en libération conditionnelle. Des caractéristiques plus personnelles, telles que leur âge ou leur situation familiale ou professionnelle, peuvent également les mener à appréhender leur vécu différemment. Il est donc possible, grâce aux méthodes qualitatives, d'étudier chaque expérience de manière exhaustive.

Cette démarche permet d'explorer en profondeur l'expérience unique et personnelle de chaque personne libérée. Grâce à la collecte de données qualitatives, il est possible de rassembler des informations sur le point de vue, mais aussi les sentiments et ressentis des participants. Ces derniers peuvent aborder leur vécu, leurs comportements, ce qui permet de saisir et d'appréhender avec le plus de précision possible leur réalité.

II.1.2. L'entretien semi-directif

a. Explication théorique

Parmi les différents outils de collecte de données qualitatives se trouve l'entretien qui peut prendre différentes formes se situant sur un continuum selon le degré de structure et de standardisation et le rôle du chercheur (Matthews & Ross, 2010). À une des extrémités de ce continuum se trouve l'entretien structuré. Tous les interrogés sont soumis aux mêmes questions précises dans un ordre prédéterminé et

rigide et un choix de réponses prédéterminées leur est offert (Lamoureux, 1992; Matthews & Ross, 2010). A l'autre extrémité se trouve l'entretien non dirigé. Peu utilisé, ce type d'entretien amène l'interviewé à parler librement de ce qu'il ressent sur le sujet de recherche (Lamoureux, 1992). Entre ces deux extrémités se trouve l'entretien semi-directif, outil utilisé pour la présente recherche et qui est, selon Poupart (1997), le meilleur moyen pour comprendre le sens que les acteurs donnent à leurs actions, leurs interprétations et leurs perceptions.

L'entretien semi-dirigé ou semi-structuré est le type d'entretien le plus utilisé en méthodologie qualitative (Van Campenhoudt & Quivy, 1995; Mason, 2002). Il peut être défini comme une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur dont le but est de comprendre les perceptions, expériences, interprétations du répondant (Warren, 2001; Matthews & Ross, 2010). Une première question de départ est abordée, avant que des relances soient éventuellement effectuées sur certains thèmes de recherche non abordés spontanément par le répondant, mais d'intérêt pour le chercheur. Ces questions sont larges et ouvertes de façon à laisser au répondant une grande liberté dans son récit (Lamoureux, 1992; Van Campenhoudt & Quivy, 2011; Matthews & Ross, 2010).

Parmi les avantages de cette méthode figure la profondeur des informations recueillies. Le but d'un entretien semi-dirigé est de permettre au répondant d'exprimer ses sentiments, expériences, perceptions et interprétations (Johnson, 2001). Les informations recueillies, à travers la parole, mais également les signes non verbaux, sont donc très riches et nuancées et permettent une compréhension approfondie du vécu ou des perceptions de l'interviewé sur le phénomène étudié. Les interventions du chercheur sont alors importantes afin de faciliter cette communication et de permettre à l'interrogé de rester centré sur les thèmes de recherche (Lamoureux, 1992; Van Campenhoudt & Quivy, 1995; Mason, 2002; Matthews & Ross, 2010).

La flexibilité de l'entrevue semi-dirigée dans l'ordre et l'ouverture des questions permet le développement d'idées et d'hypothèses non envisagées par le chercheur et de respecter les cadres et schèmes de pensée de l'interviewé (Van Campenhoudt &

Quivy, 1995). En effet, cette méthode qualitative permet de respecter la réalité de l'interrogé et de lui laisser une liberté dans ses propos, ses pensées et son langage. L'entretien semi-dirigé évite donc une trop grande préstructuration du discours de l'acteur, préstructuration qui serait nuisible à l'authenticité des informations recueillies et à la découverte de nouvelles avenues non soupçonnées et non explorées (Poupart, 1997).

b. Intérêt pour la présente recherche

Le recours à l'entretien semi-dirigé est pertinent pour notre recherche en ce que cette dernière s'intéresse à l'expérience des personnes en libération conditionnelle telle que vécue par celles-ci. Grâce à l'entretien semi-dirigé, la perspective des libérés peut donc être abordée en profondeur. En effet, c'est à travers l'interaction entre le chercheur et les personnes en libération conditionnelle elles-mêmes que le chercheur est le plus à même de saisir l'hétérogénéité et la complexité des vécus et expériences variant selon les situations familiales, professionnelles, judiciaires et délictuelles. Or, cette interaction est permise par le recours à l'entretien semi-dirigé au cours duquel le libéré peut converser et échanger directement avec le chercheur, lui-même à même d'effectuer certaines relances.

De plus, lors d'un entretien semi-dirigé un lien de confiance se crée entre le chercheur et le participant. Dans le cas de notre recherche, portant sur des expériences personnelles en lien avec la vie privée et un passé considéré comme stigmatisant, ce lien de confiance est particulièrement important. Il contribue à l'émergence d'une parole sincère et libre des contrevenants.

Cette confiance ainsi que l'ouverture des sujets permise par l'entretien semi-dirigé permettent également aux anciens détenus de parler spontanément des aspects les plus importants de leur expérience. Comme nous l'avons vu précédemment, vivre en libération conditionnelle recouvre de nombreuses et diverses facettes telles que leur perception de leurs conditions et de leur agent de surveillance ou les facteurs de réussite et les difficultés de la mesure. L'importance relative que chaque personne

attribue alors aux différents aspects de son vécu est une donnée importante pour notre recherche.

Enfin, notre étude s'intéresse à une expérience qui, selon la littérature, est marquée par une ambivalence entre l'aide et le contrôle. Les mots, expressions et termes utilisés par les libérés afin de qualifier et aborder leur vécu sont révélateurs. Avoir accès à ces éléments de langage et leur accorder une importance est donc essentiel et c'est ce que nous permet le recours aux entrevues semi-dirigées.

II.2. L'échantillonnage

II.2.1. La construction de l'échantillon

L'échantillonnage consiste à sélectionner certains membres au sein d'une population tout en rendant compte le plus fidèlement possible de l'ensemble du groupe (Deslauriers, 1991). Lors d'une recherche qualitative, la méthode d'échantillonnage la plus souvent utilisée est non probabiliste et consiste à former un échantillon reproduisant les caractéristiques de la population d'étude (Deslauriers, 1991). Souhaitant dresser un portrait complet et approfondi de l'expérience des libérés, un échantillonnage permettant de collecter le vécu de plusieurs personnes est préféré. D'après la classification de Pires (1997), un échantillonnage par cas multiples est choisi.

Afin de construire notre échantillon, nous nous sommes adressé à plusieurs des maisons de transition situées à Montréal et dans ses environs. Une maison de transition est un organisme servant de ressource dans la collectivité pour les personnes judiciarisées impliquées dans des démarches de réintégration. Ces maisons offrent alors un ensemble de services allant de l'hébergement à des programmes et ateliers de développement personnel et un suivi externe.

La plupart des libérés sous condition doivent séjourner en maison de transition à leur sortie de détention. Nous orienter vers ces établissements nous a donc assuré de nous adresser à des ressources pouvant nous mettre en relation avec notre population

d'étude.

En raison de notre objet d'étude, la population de notre recherche est composée de personnes libérées sous le régime de la libération conditionnelle provinciale et condamnées à une peine de prison de moins de deux ans, mais de plus de six mois. De plus, elles doivent avoir été libérées depuis au moins 30 jours afin qu'elles aient pu avoir eu le temps de faire l'expérience concrète de leurs conditions et des contraintes de la surveillance. Nous avons également limité notre recherche à des personnes étant toujours en libération conditionnelle et n'avons pas rencontré de libérés ayant complété la mesure et n'y étant plus soumis. En effet, un de nos sous-objectifs étant d'appréhender le déroulement quotidien de la mesure il était nécessaire que les participants vivent encore en libération conditionnelle.

Pour obtenir un échantillon représentatif de cette population et de la diversité des vécus et des perceptions des libérés, nous avons choisi de rencontrer des hommes et des femmes d'âges différents et aux vécus familiaux et délictueux divers. En effet, il apparaissait intéressant et nécessaire d'obtenir des informations de la part de personnes qui, bien que faisant partie d'une même population, sont le plus différentes possible les unes des autres. Suivant l'âge et la maturité des libérés les contraintes et le contrôle inhérents à la libération conditionnelle ainsi que le fait d'être surveillés peuvent ne pas être perçus ni vécus de la même manière. De plus, selon la situation familiale et professionnelle d'un individu, devoir respecter différentes obligations et interdictions peut ne pas avoir les mêmes implications dans la vie quotidienne des personnes. Une personne ayant des engagements professionnels et familiaux expérimente et voit différemment le fait de devoir en outre respecter en plus des conditions de libération qu'une personne ayant moins de contraintes. Cela assure donc une diversité des points de vue et des expériences. Cette hétérogénéité permet alors d'avoir des connaissances les plus vastes et les plus complètes possible.

Un des critères de diversification a été le sexe des participants. Nous souhaitons interroger des femmes et des hommes, car le sexe est un élément influençant la situation familiale, qui est elle-même une composante de la vie en libération conditionnelle (Visher & Travis, 2003; Nelson, Deess & Allen, 2011). De plus, la

surveillance peut ne pas être la même ou être vécue de la même façon selon le sexe du libéré.

Nous avons également décidé de nous intéresser à des personnes se trouvant à différents stades de leur libération conditionnelle. En effet, à chaque étape correspondent différents degrés de contrainte et de surveillance, ce qui peut teinter le vécu du libéré. De la même façon, le temps déjà effectué en libération conditionnelle peut faire évoluer ce vécu. C'est pourquoi, afin de saisir ces différences, certains des participants résident en maison de transition et d'autres sont suivis à l'externe.

Du type de délit dépendent la sentence, l'expérience carcérale, mais également les conditions imposées par la Commission québécoise des libérations conditionnelles et donc le contrôle dont l'ancien détenu fait l'objet. Ces facteurs étant à même d'imprégner l'expérience d'un individu en libération conditionnelle, nous avons retenu ce critère de diversification.

Enfin, nous souhaitons avoir des participants dont l'âge varie, car il est le reflet de situations familiales et professionnelles qui peuvent être différentes. Or la famille et l'emploi sont des enjeux importants de l'expérience de réinsertion (Clear, Rose & Ryder, 2001; Visher & Travis, 2003; Brown, 2004; Strimelle & Poupart, 2004; Nelson, Deess & Allen, 2011; Guenat, 2016). Le passé délictuel et carcéral peut également différer selon l'âge du libéré, ce qui peut influencer ses perceptions, mais aussi le contrôle dont il fait l'objet.

II.2.2. Le profil des répondants

Notre échantillon est composé de 14 participants, dont 9 hommes et 5 femmes. Leur âge varie entre 20 et 63 ans. La moitié d'entre eux a entre 20 et 45 ans au moment de l'entrevue et l'autre entre 46 et 63 ans. Par ailleurs, 7 des personnes que nous avons rencontrées sont en couple et seuls deux n'ont pas d'enfants. Au niveau de l'emploi, seuls trois libérés travaillent lorsque nous les rencontrons. Parmi les autres, 4 cherchent un emploi ou une formation académique et 7 ne sont pas à la recherche d'un emploi, souvent en raison de leur âge ou de leur santé physique ou mentale.

Parmi les délits pour lesquels les participants ont été condamnés se trouvent 6 délits relatifs à la drogue, 2 délits de voies de faits, 2 délits financiers, 2 conduites en état d'ébriété ainsi qu'1 délit de non-paiement d'amendes, 1 incendie criminel, une introduction par effraction et un bris d'engagement. Certains contrevenants ont été condamnés en raison de plusieurs de ces infractions commises lors du même acte. Pour ces délits, tous ont été condamnés à des peines d'incarcération comprises entre 6 mois et 24 mois moins un jour. Sept ont ainsi été condamnés à 12 mois d'emprisonnement ou moins et sept autres à plus de 12 mois. Six de nos libérés ont des antécédents judiciaires. Parmi ces personnes une seule a déjà vécu une précédente expérience en libération conditionnelle.

Enfin, lorsque nous les avons rencontrés, les interviewés étaient sortis de détention depuis 10 mois ou moins. Six hommes et trois femmes étaient sortis depuis moins de 3 mois. Le temps écoulé depuis la libération était compris entre 3 et 6 mois pour deux personnes et entre 6 et 10 mois pour 4 personnes.

Tableau 1. Portrait des personnes interviewées ²

	<i>Âge</i>	<i>Sentence</i>	<i>Temps écoulé depuis la sortie en libération conditionnelle</i>	<i>Antécédents</i>	<i>Précédente expérience en libération conditionnelle</i>
Richard	40 ans	10 mois	2 mois	Oui	Non
Franck	49 ans	12 mois	4 mois	Oui	Non
Nicolas	63 ans	9 mois	2.5 mois	Oui	Oui
Lionel	40 ans	24 mois	2 mois	Non	Non
Marc	34 ans	15 mois	10 mois	Non	Non
Bruno	20 ans	24 mois	2 mois	Non	Non
Luke	46 ans	12 mois	1 mois	Oui	Non
Mathieu	37 ans	12 mois	3 mois	Non	Non
Stéphane	53 ans	24 mois	9 mois	Oui	Non
Sophie	58 ans	15 mois	2.5 mois	Non	Non
Marie	55 ans	6 mois	3.5 mois	Non	Non
Sarah	21 ans	24 mois	8.5 mois	Non	Non
Céline	38 ans	9 mois	1 mois	Oui	Non
Émilie	55 ans	24 mois	10 mois	Non	Non

² Pour des raisons de confidentialité, les prénoms sont fictifs et seuls certains éléments du portrait des interviewés sont présentés ici.

II.3. Le processus de collecte des données

II.3.1. Le recrutement et la prise de contact

Comme nous l'avons vu, le recrutement des participants a eu lieu grâce à la collaboration des maisons de transition. Après avoir sélectionné les maisons de transition hébergeant des contrevenants correspondant à nos critères de recherche, un premier contact téléphonique a été établi avec plusieurs maisons se situant à Montréal. Ce premier contact a été établi avec le/la directeur/directrice de la maison ou avec le/la responsable clinique à même de nous permettre l'accès au terrain. Cet échange nous a permis de présenter le projet et la chercheure et de savoir si une partie de la collecte de données pourrait être effectuée dans cette maison. Dans certains cas, un courriel contenant de plus amples informations sur la recherche (une copie du projet mémoire et des fiches de présentation du projet contenant ses objectifs, le rôle et les droits des participants, le déroulement des entrevues) a également été envoyé et la chercheure s'est déplacée afin de présenter elle-même le projet aux intervenants et aux résidents de certaines maisons de transition. En raison des nombreuses sollicitations dont la population en maison de transition fait l'objet, il nous a été difficile de négocier l'accès aux maisons de transition de Montréal. Il a donc été décidé d'offrir une compensation financière aux participants et d'étendre le terrain de collecte aux environs de Montréal. Trois maisons de transition ont ainsi accepté de nous aider dans notre recrutement. Les intervenants de ces organismes ont transmis les informations relatives à notre projet aux libérés dont ils avaient la charge et en cas d'intérêt de l'un d'entre eux de participer, ses coordonnées nous étaient transmises afin que nous entrions en contact avec lui. La prise de contact avec les personnes intéressées s'est faite par téléphone ou par courriel et les détails de leur participation (nature, durée, droits, conséquences...) leur étaient une nouvelle fois expliqués et un rendez-vous pour la tenue de l'entretien fixé.

II.3.2. Le déroulement des entretiens

Les entretiens ont été menés dans un bureau ou une salle fermée de la maison de transition nous ayant mis en contact avec le participant, garantissant un

environnement calme, propice à des discussions intimes et assurant la confidentialité des propos de l'interviewé. Avant le début formel de l'entrevue, une présentation de la chercheuse ainsi qu'un rappel des objectifs de la recherche et des droits du participant étaient effectués et le formulaire de consentement signé par les deux parties. Après nous être assurés que ce dernier n'avait pas de question et qu'il ne s'opposait pas à l'enregistrement de l'entretien, celui-ci débutait et était enregistré par voie audio. Les entrevues ont duré en moyenne 1h30, les plus courtes ayant duré 25 minutes et les plus longues 2h50.

Une première entrée en matière, sous la forme d'une consigne de départ générale a tout d'abord été posée. Cette consigne de départ était celle-ci : « Racontez-moi comment ça se passe pour vous le fait de vivre dehors avec des conditions de libération ». Les interviewés ont ainsi choisi les sujets qu'ils souhaitaient aborder et qui étaient importants pour eux, de la manière qui leur semblait appropriée. Par la suite, de façon à obtenir les informations nécessaires à la réponse de nos objectifs de recherche, des relances ont été effectuées sur différents thèmes essentiels, mais éventuellement non abordés spontanément par l'interviewé. Ces thèmes étaient la vie familiale, sociale et professionnelle des participants ainsi que leur point de vue sur les conditions qui leur sont imposées et sur ce que les interrogés perçoivent être les objectifs de ces conditions. Encore une fois, ces relances étaient les plus générales et les plus neutres possible de façon à recueillir des propos spontanés et authentiques des libérés.

III. La stratégie d'analyse

Une fois les entretiens réalisés, ils ont été retranscrits intégralement. Les verbatim ont ensuite été analysés. Selon Deslauriers (1991), l'analyse consiste à dégager un sens des informations qui se trouvent dans les données collectées ou à faire ressortir le sens donné par les interviewés à ces informations.

III.1. L'analyse verticale des entretiens

Les entretiens ont, dans un premier temps, été analysés de façon individuelle au fur

et à mesure de leur réalisation. Une réduction du matériel et une déconstruction du discours sous forme d'unités de sens puis une recherche des thèmes, ou rubriques, se rattachant à ces unités ont été entreprises. Ces thèmes ont ensuite été comparés, regroupés ou différenciés de façon à faire ressortir un schéma ou un plan. Un mémo analytique présente alors la description et l'analyse de ce schéma de façon à voir si des thèmes qui n'avaient pas initialement été prévus émergent des entrevues et prennent une importance inattendue justifiant qu'ils soient ajoutés à la grille d'entrevue au fil des entretiens. Par la suite, une reconstruction et une synthèse ont été opérées. De plus, le matériel a été analysé de façon à pouvoir répondre à nos objectifs et sous-objectifs et les thématiques relevées dans les entretiens et en lien avec ces derniers ont été étudiées, explorées, définies, compilées et comparées. Cette procédure a été effectuée pour l'ensemble des entretiens jusqu'à ce que la saturation empirique des thèmes observés soit atteinte.

III.2. L'analyse transversale des entretiens

Une analyse transversale des données a été faite afin de comparer les schémas et mémos analytiques réalisés et ainsi pouvoir identifier des ressemblances, singularités ou différences entre les thèmes et points de vue ressortant des entretiens. Cette analyse a par la suite été confrontée à la recension des écrits afin d'apporter un éclairage aux éléments découverts.

IV. Les limites de notre étude

À la lumière de nos analyses, il apparaît que pour quelques thèmes abordés par les participants, la saturation empirique n'a pas été atteinte. Néanmoins, nous avons relevé de nombreux éléments communs entre les différents récits recueillis et les expériences relatées par les personnes que nous avons rencontrées sont partagées au sein de notre échantillon.

Notre recherche comporte certaines limites que nous souhaitons aborder ici.

Premièrement, et c'est là une limite liée au caractère qualitatif de la recherche, la

possibilité de généralisation des résultats est limitée du fait de la taille restreinte de notre échantillon. En effet, un échantillon de 14 personnes en libération conditionnelle a été interrogé alors qu'environ 1 000 personnes par année sont libérées sous cette mesure au Québec (Commission québécoise des libérations conditionnelles, 2016). Les informations que nous avons collectées reflètent avec profondeur et précision les expériences des personnes que nous avons rencontrées. Mais ces informations ne reflètent peut-être pas la diversité des expériences de toutes les personnes en libération conditionnelle au Québec. Certains thèmes, notamment le lien de confiance qui peut lier un libéré avec son agent, nécessiteraient l'analyse de vécus supplémentaires afin d'en préciser davantage le portrait et les facteurs les influençant.

De plus, certaines faiblesses dans le processus de sélection ne peuvent être exclues. D'une part, bien que nous ayons demandé à nos interlocuteurs en maison de transition de transmettre nos coordonnées aux libérés correspondants aux critères d'échantillonnage et que nous nous soyons déplacés afin de présenter nous même notre recherche aux participants potentiels, nous ne savons pas comment les intervenants ont présenté notre recherche ni à qui ils l'ont présentée. Bien que ce risque nous paraisse faible compte tenu de la diversité des vécus que nous avons recueillis, il est donc possible que les intervenants aient privilégié les délinquants ayant une vision globalement favorable de la libération conditionnelle. D'autre part, seules les personnes qui se sont portées volontaires et qui ont manifesté un intérêt pour notre recherche ont été interrogées. Or, il est possible que les personnes vivant moins bien leur expérience n'aient pas souhaité partager leur expérience, ce qui tendrait à diminuer l'importance de ces vécus dans notre analyse. Enfin, nous n'avons pas interviewé de libérés ayant été réincarcérés et pour qui la mesure a abouti à un « échec ».

Quelques participants nous ont également indiqué avoir déjà participé à des recherches qualitatives, ce qui a pu biaiser leur compréhension de notre recherche ou de nos attentes et rendre leur récit moins spontané.

Néanmoins, malgré ces limites, notre étude permet de rendre compte de façon fidèle

des expériences vécues et racontées par les libérés. En effet, les propos que nous avons recueillis témoignent d'une richesse et d'une diversité des informations importantes. Celles-ci sont décrites et expliquées en profondeur par les interviewés. L'établissement d'un lien de confiance entre la chercheuse et les interviewés garantit la sincérité de ces derniers. Enfin, les données que nous avons recueillies sont, de manière générale, partagées par l'ensemble de nos participants. Cela nous a permis de dégager des résultats généraux que nous exposons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III – RÉSULTATS

Le but de ce troisième chapitre est de rendre compte de l'expérience des personnes en libération conditionnelle dans le système québécois. Nous y exposons pour cela les résultats de l'analyse des quatorze entrevues que nous avons réalisées auprès de libérés. À travers ce chapitre, nous nous intéressons à la fois aux perceptions que ces personnes ont de la mesure et à leur vécu au quotidien.

PARTIE I. Regards sur la libération conditionnelle

À travers l'analyse des entretiens que nous avons réalisés, il ressort qu'une grande partie de nos interviewés considère que leur libération conditionnelle se déroule bien. Néanmoins, certains aspects difficiles ont également été abordés.

I. Une libération conditionnelle qui se déroule bien ...

Lors de l'étude des données, nous avons constaté que les hommes et femmes rencontrées se sentent plutôt bien en libération conditionnelle et ne vivent pas mal cette expérience. Ils indiquent que, pour eux, les choses se passent bien. Ce sentiment de bien être recouvre différentes facettes : le fait de ne plus être en détention, le fait de retirer quelque chose de leur expérience, le fait de nouer des liens et le fait de ne pas avoir de problème avec les conditions.

I.1. « C'est toujours mieux qu'en prison »

Pour beaucoup d'anciens détenus, le fait de ne plus être derrière les barreaux est une raison suffisante pour laquelle « ça va bien ». En effet, être en libération conditionnelle, même si cela implique de devoir vivre en maison de transition et donc d'avoir des contraintes supplémentaires, est, selon eux, mieux que d'être « en dedans ». Ne plus être incarcérés est la chose la plus importante à leurs yeux.

« C'est toujours mieux qu'en prison » Bruno (20 ans, libéré depuis 2 mois)

« C'était mieux que [nom de la prison] » Émilie (55 ans, libérée depuis 10 mois)

« J'veux dire, être dehors ça a pas de prix. » Marc (34 ans, libéré depuis 10 mois)

Ils indiquent être contents d'être dehors et selon Richard et Sophie, c'est même une « chance ». Ils mentionnent qu'ils aiment être en libération conditionnelle, car cela leur permet de ne plus être incarcérés.

« Euh, ben, je suis vraiment content d'avoir sorti à mon sixième. Euh... ça se passe très bien. En fait c'est beaucoup mieux que la prison. Et puis j'aime bien ça. » Franck (49 ans, libéré depuis 4 mois)

« C'est une chance d'être ici contrairement à être incarcérée là. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

« Mais c'est correct regardes, j'ai la chance de pouvoir le faire, j'ai la chance d'être dehors à part d'être derrière les barreaux. » Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

Dans son ouvrage intitulé *The society of captives*, Sykes (1958) met en avant les différentes privations dont souffrent les détenus. Parmi elles se trouve la privation d'autonomie. Les prisonniers se voient, durant leur incarcération, privés de tout pouvoir décisionnel sur leur vie. Les moindres choix de leur vie quotidienne, de l'heure des repas aux programmes qu'ils doivent suivre sont décidés pour eux. L'ensemble des règles et contraintes régissant la vie en prison est fait pour contrôler les détenus, leurs mouvements, leurs comportements. Nos analyses font ressortir que ce que les libérés apprécient dans le fait de ne plus être détenus est le fait d'avoir retrouvé une grande partie de leur liberté et de leur autonomie. En effet, alors qu'en prison les détenus ne sont libres d'aucun de leurs mouvements, ne sont maîtres d'aucun choix les concernant et n'ont donc aucune autonomie, les participants à notre étude se considèrent désormais « libres ».

Ainsi, les personnes que nous avons rencontrées se réjouissent de pouvoir aller et venir à leur guise. En détention, les détenus ne peuvent pas sortir de leur cellule comme bon leur semble et quand ils en sortent leurs déplacements sont surveillés et

dirigés. À l'extérieur, en revanche, les libérés que nous avons rencontrés expliquent apprécier le fait de pouvoir se déplacer comme ils le souhaitent. Même en maison de transition, où ils sont pourtant plus encadrés, durant la journée, ils mentionnent pouvoir quitter la maison et revenir à leur guise, pouvoir aller où ils veulent sans supervision. Le choix leur appartient.

« Là j'suis content parce que j'peux sortir euh j'peux aller prendre une marche euh j'peux aller voir ma blonde t'sais, j'ai plus de libertés qu'en prison on s'entend. » Lionel (40 ans, libéré depuis 2 mois)

« Oui, je veux dire, arriver de [centre de détention] et vivre à la maison c'était, une sensation de liberté » Émilie (55 ans, libérée depuis 10 mois)

Ce sentiment de liberté s'étend également aux contacts avec leur famille. En prison, les rencontres avec la famille se passent au parloir, donc dans l'enceinte de la prison, et dans des conditions difficiles. Les familles ne peuvent pas venir visiter leur proche à n'importe quel moment, la durée des visites est limitée et celles-ci sont surveillées, ce qui empêche toute intimité. Selon nos participants, être en libération conditionnelle leur permet alors de voir leur famille plus facilement et de manière plus agréable qu'en prison. Il ressort de leurs témoignages qu'ils peuvent en effet voir leur famille beaucoup plus fréquemment, qu'ils sont libres de choisir l'endroit de ces rencontres et de ce qu'ils font ensemble. Ils disent également apprécier le fait qu'ils peuvent se voir plus longtemps et dans un contexte plus privé.

« Mais j'veux dire j'le vis quand même assez bien parce que oui t'as des conditions à respecter, mais euh t'es libre. Tu peux aller chez vous les fins de semaine après un certain temps, tu peux voir ta famille sans être derrière une vitre comme au centre de détention. » Marie (55 ans, libérée depuis 3,5 mois)

Leur sentiment de liberté s'appuie sur le fait que certains indiquent ne dépendre de personne pour organiser leurs journées, ce qui contribue au fait que leur libération conditionnelle se déroule bien. Ils mentionnent être maîtres de leur rythme de vie et Émilie nous dit par exemple avoir retrouvé un « *sens d'indépendance* ». Ils décident ce qu'ils veulent faire et quand. Même si vivre en maison de transition comporte

certaines contraintes, notamment des heures de présence et devoir avertir de leurs déplacements, celles-ci leur importent alors peu, selon eux, comparé au fait de ne plus être incarcérés.

« Venant de [centre de détention] et avoir à présent la liberté d'aller marcher dehors n'importe quand, et de téléphoner n'importe quand, et de regarder la télévision n'importe quand, et de manger n'importe quand. Ces choses-là, ce n'était pas difficile, non. » Émilie (55 ans, libérée depuis 10 mois)

« T'sais chacun il a son rythme, ça respecte le rythme de chacun. C'est beau ça. C'est ça que je trouve douillet. Parce que ça respecte mon rythme. T'sais si j'ai rien à faire, comme regardes à matin j'avais rien à faire de spécial j'ai dormi longtemps. » Céline (38 ans, libérée depuis 1 mois)

I.2. « Ça m'aide »

En se basant sur des entretiens menés auprès d'anciens détenus, Otero, Poupart et Spielvogel (2004) ont noté que ceux-ci semblent « sceptiques » quant à l'aide qu'ils peuvent recevoir de la part du système pour s'en sortir. À l'inverse, notre analyse nous a permis de constater que le deuxième aspect amenant nos participants à considérer que les choses se passent bien pour eux en libération conditionnelle est le fait qu'ils rapportent se sentir aidés. En effet, les entrevues effectuées avec les libérés ont révélé que beaucoup d'entre eux trouvent que leur expérience leur apporte quelque chose et est vécue comme une expérience « *bénéfique* ». Cette aide découle, pour plusieurs, des conditions et obligations auxquelles la libération conditionnelle les soumet.

Nous avons vu dans la littérature que les diverses études portant sur le sujet de la perception de l'utilité et de l'efficacité des conditions par les personnes y étant soumises ne sont pas unanimes. Pour Kleis (2010) et Nelson, Deess & Allen (2011), l'utilité de ces programmes serait largement mise en doute par les libérés eux-mêmes. À l'inverse, pour Kyvsgaard (2000), le respect des conditions leur permettrait de répondre à leurs besoins en termes de discipline et de structure. La

perception des participants à notre étude semble être davantage en accord avec cette dernière étude.

Ainsi, parmi les conditions imposées aux personnes que nous avons rencontrées figure l'obligation d'assister à des programmes d'aide à la recherche d'emploi, à des thérapies et à des meetings aux Alcooliques et aux Narcotiques Anonymes. De fait, selon eux, non seulement l'obligation de suivre des thérapies et des programmes est en lien avec leur délit et leurs besoins, mais elle leur permet également de résoudre certaines problématiques de consommation, de relations interpersonnelles ou de mode de vie. Plusieurs indiquent qu'ils voient en elle des outils leur permettant de travailler sur eux.

« Ben oui, euh, oui parce que c'est sûr que les conditions spécifiques sont toutes reliées à l'aide là. De suivre mes programmes, de suivre mes thérapies euh t'sais fait que c'est sûr que c'est de l'aide là, que j'suis venue chercher fait que je l'ai en suivant mes programmes là. » Marie (55 ans, libérée depuis 3,5 mois)

Par ailleurs, certains se trouvant assujettis à des contraintes telles que l'obligation de suivre des programmes voient ces empêchements comme positifs, car ils considèrent que cela leur permet de résoudre leurs problèmes et de rester dans le droit chemin.

« En tout cas chacune des décisions a pas mal été pris en fonction de ce qui avait été ciblé comme défaut de comportement. [...] Ou de carence si tu veux dans ma façon d'être. ... Mais je me souviens pas de toutes toutes les affaires qu'ils ont écrit mais, en tout cas mot pour mot là c'est sûr que toutes les décisions, tout ce qui avait été choisi comme conditions imposées avait un rapport avec un problème que j'avais à fonctionner à un certain niveau là. » Stéphane (53 ans, libéré depuis 9 mois)

Nos interviewés considèrent ainsi que ces obligations leur permettent de se « structurer », d'avoir davantage de discipline et d'adopter un « bon rythme » de vie. Selon eux, cela leur inculque de nouvelles habitudes, habitudes qu'ils pensent garder sur le long terme et qu'ils considèrent « positives ».

« Fait qu't'as des conditions qui t'amènent quand même à avoir un bon rythme de vie ». Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

« Fait que moi j'le vois vraiment comme une, une possibilité de prendre un bon rythme puis de remplir t'sais mon quotidien de choses qui font du sens puis qui sont positives. » Céline (38 ans, libérée depuis 1 mois)

Il est également ressorti des analyses que les anciens détenus que nous avons rencontrés se sentent aidés par leurs intervenants. L'écoute et la disponibilité du personnel des maisons de transition sont souvent vantées par les interviewés qui disent avoir le sentiment que quelqu'un sera toujours là s'ils ont besoin de parler. Ils indiquent se sentir entendus et conseillés et considèrent qu'ils trouveront auprès de leurs intervenants des solutions à leurs problèmes, relatifs tant au respect de leurs conditions qu'à leur vie personnelle ou à leur réinsertion. Par exemple, Céline nous a relaté une situation au cours de laquelle elle n'a pas pu respecter une des conditions de la maison. Elle raconte en avoir immédiatement informé son intervenante et s'être sentie soutenue par cette dernière, laquelle l'a aidée à rectifier cette situation et à s'assurer que le règlement serait tout de même respecté.

« Mais euh comme lors de cette situation-là j'ai été vraiment charmée par l'attitude de mon intervenante. [...] Que, qu'elle ait juste collaboré au fait que je voulais juste respecter mes conditions t'sais, elle a pas commencé à me blâmer [...] Ben oui au fait que je voulais juste respecter mes conditions là en fait, elle m'a aidé à le faire, [...] elle m'a aidé à respecter la règle au lieu de commencer à me donner de la merde ... » Céline (38 ans, libérée depuis 1 mois)

« Mais j'va dire à chaque fois qu'j'viens icitte [en maison de transition pour ses rencontres avec son intervenante], mais c'est, c'est wow c'est ma sortie de la semaine. Je l'sais qu'ça va m'apporter quelque chose. Que si y a un problème, [...] je sais qu'au bout d'la run va y avoir des alternatives, va y avoir des suggestions, va y avoir quelque chose qui fait que « woh ah non c'est vrai jamais pas vu ça t'sais ». » Stéphane (53 ans, libéré depuis 9 mois)

« ...la personne t'a aidé à progresser puis elle t'a donné des trucs de vie qui peuvent te sauver carrément la vie. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

De fait, pour nos interviewés, l'aide reçue de la part des intervenants permettrait le développement de liens très forts entre les personnes surveillées et leurs intervenants. Tel que l'explique Mathieu : *« c'est une question que la personne t'a aidé à progresser puis elle t'a donné des trucs de vie qui peuvent te sauver carrément la vie. [...] Fait qu'ça, ça fait des liens très très forts. »*. Il ressort donc également de nos analyses que les participants se sentant aidés par leurs intervenants sont ceux qui indiquent avoir créé un lien de confiance avec ces derniers. Mentionnant ne pas avoir peur de se confier à eux, ils indiquent sentir qu'ils vont être entendus et qu'au lieu d'essayer de les prendre en défaut, leurs intervenants vont essayer de les aider. Ils mentionnent alors ne pas avoir peur de communiquer avec leur intervenant, car ils estiment que le but de leurs intervenants n'est pas de les blâmer et de guetter le moindre écart de leur part.

« J'ai rien que [nom de son intervenante] ici. Pis ma relation avec je pourrai dire que j'ai confiance en elle. » Luke (46 ans, libéré depuis 1 mois)

« C'est à un moment j'ai vu que j'pouvais avoir confiance pis à quelque part c'était profitable. J'ai comme laissé tomber ma garde, j'ai arrêté de me défendre, j'me suis ouvert plus. Être vraiment en confiance avec la personne qui intervient avec toi c'est, si y a pas ça peut se faire, peut être là, mais me semble ça doit être beaucoup plus difficile. » Stéphane (53 ans, libéré depuis 9 mois)

« Avec ma conseillère ça va super bien. Y en a qui trouvent que leur conseillère est un peu zélée des fois. Mais euh, moi là vraiment pas. T'sais j'peux lui dire n'importe quoi puis t'sais elle voit ben que c'est comme, j'suis pas une personne mal intentionnée ou whatever... » Céline (38 ans, libérée depuis 1 mois)

I.3. « J'ai aucun problème avec les conditions »

Parallèlement, les personnes rencontrées indiquent que les conditions ne sont pas si contraignantes, qu'il s'agisse des conditions qui leur sont spécifiquement imposées, telles que le suivi d'un programme, ou des conditions générales liées à l'obligation de vivre en maison de transition.

Ainsi, les entrevues réalisées avec les participants à notre étude ont permis de mettre en avant que, comme le résume Mathieu « *C'est un peu ça la manière dont je vis avec mes conditions. En général ça va bien, mais y en a qui...y en a qu'j'aime moins.* ». À part quelques exceptions individuelles relatives à des conditions spécifiques, nous avons trouvé, après étude des propos tenus par les interviewés, que les conditions et règlements ne sont pas perçus comme problématiques. Selon les libérés, les obligations ne leur posent pas de problèmes et ils ne les dérangent pas. Ceux-ci ne sont pas vécus comme un poids ou un obstacle les empêchant de vivre.

« C'est rien. Fait que pour moi c'est pas un problème, c'est pas un obstacle. On m'en mettrait plus pis ça me dérangerait pas là euh, j'le ferai puis ça finit là. J'les respecte puis c'est tout. » Marie (55 ans, libérée depuis 3,5 mois)

« Ça me dérange pas à avoir les règlements dans ma vie ou dans la situation présente. » Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

À travers le récit des personnes que nous avons interrogées, nous avons constaté que les conditions sont perçues comme « *correctes* » et « *pas pires* », notamment pour ce qui est de la sévérité et du nombre. En effet, nos participants ont souvent évoqué « *comprendre* » que des conditions leur soient imposées et ils indiquent trouver cela « *normal* » qu'elles le soient. Plusieurs mentionnent les trouver claires, qu'elles reflètent une certaine réalité et sont en concordance avec ce qu'ils sont et ce qu'ils ont fait. Le fait que ces conditions soient en lien avec leur délit ou leur problématique semble alors les aider à accepter ces contraintes.

« [Les conditions sont] Très très claires pis je les accepte aussi là. C'est, ça m'reflète là. [...] Si on me dirait « tu vas ramener des factures, pis... » j'dirais « ben là où ils s'en vont avec ça, c'est pas vraiment faite pour moi ». On dirait non on veut vraiment vraiment me, me serrer la vis pis me contrôler là, ça devient plus de l'abus de pouvoir. Mais là tout ce qu'ils demandent c'est vraiment, c'est vraiment faite en lien avec le délit. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

« Les restrictions sont pas si sévères que ça. » Franck (49 ans, libéré depuis 4 mois)

« J'ai pas, j'ai plus grandes conditions là. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

De même, la moitié des participants nous ont confié en entrevue que les conditions imposées s'inscrivent dans leurs habitudes et leur routine. Ils nous disent les respecter naturellement, non pas parce qu'ils y sont contraints, mais parce qu'elles correspondent à leur mode de vie. Ils précisent qu'ils suivraient ces interdictions et obligations même si elles ne leur étaient pas imposées. Ces libérés ne voient donc dans leurs conditions aucun changement avec la vie qu'ils mèneraient, si celles-ci ne leur étaient pas imposées.

« T'sais dans le fond en partant j'rencontre les exigences même si j'le fais pas nécessairement dans le but de rencontrer les exigences t'sais. [...] Juste par mon mode de vie. » Stéphane (53 ans, libéré depuis 9 mois)

« Je continue à faire les mêmes choses que je faisais. Rien n'a changé. Même par rapport aux conditions. Ce n'est pas quelque chose à quoi je dois m'adapter, c'est quelque chose auquel je suis déjà habituée. » Sarah (21 ans, libérée puis 8,5 mois)

« Ben moi ça change pas grand chose dans la fond. Je vois mon agent une fois par mois. Euh t'sais, j'ai mon chez nous, j'ai mes enfants, j'ai ma job fait que. Ma routine dans le fond. C'est comme, c'est comme la vie normale. » Marc (34 ans, libéré depuis 10 mois)

I.4. « J'ai du fun »

Pour quelques-uns des hommes et femmes que nous avons rencontrés, être en libération conditionnelle est également une expérience sociale. Ils mettent ainsi en avant leurs interactions avec les différents acteurs de la maison de transition : les résidents et les intervenants.

Trois participants nous ont ainsi raconté s'amuser et avoir du « fun » en maison de transition. Ils indiquent aimer les contacts qu'ils ont avec les autres résidents. Vivre dans cet environnement les amène à discuter, faire des rencontres, se raconter des histoires et rigolent. La vie en transition semble donc comporter un aspect social que

certains apprécient. Par exemple, en maison de femmes, Sophie nous a expliqué que le fumoir est l'endroit privilégié par les femmes pour se retrouver entre elles et discuter, de choses plus ou moins sérieuses. Des liens se créent et des amitiés se forment.

« Parce qu'on est toujours comme 5-6 filles, 7 filles des fois qui euh, on est toujours, on se rencontre toujours dans le fumoir là. On fait notre social. [...] Ben on parle pis toute qu'est-ce qui s'est passé dans notre journée, pis toutes les petites contradictions pis toutes les petites joies qu'on a eues. On parle, on parle toutes ensemble des filles. Oh on a bien du fun des fois, c'est délirant des fois ! [...] Hey c'est ben comme si t'irais au restaurant là, pour jaser avec des amies là ! » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

« J'ai du fun. Ouais j'ai du fun avec les gens, avec les jeunes, euh y a du monde de mon âge, un petit peu plus vieux que moi euh j'parle pas à tout le monde. » Luke (46 ans, libéré depuis 1 mois)

Pour ces interviewés les liens avec les autres résidents et le personnel en maison de transition peuvent présenter un aspect affectif important les amenant à considérer leur maison de transition comme un espace familial. Notamment, Sophie et Stéphane confient avoir retrouvé une famille en maison de transition. Ayant un réseau social limité, étant isolés de leur famille et côtoyant de près les autres résidents et les intervenants, ces derniers deviennent alors des proches. Cela amène Sophie à considérer la maison de transition comme son « foyer », comme un espace qui la « sécurise ». Elle raconte s'y sentir chez elle et en avoir fait sa maison. Elle nous dit être soulagée d'y rentrer à la fin de la journée et s'y sentir bien.

« Oh ouais, on vient qu'on développe plus de liens, de plus en plus familiales. [...] Ça serait plus, ouais, amitié aussi, mais côté, côté familial parce que t'es complètement à part de ta famille là quand même là. Fait que tu te fais comme une petite forme, tu te forges comme une petite famille là. [...] C'est pour ça je dis, j'suis comme, j'suis comme chez moi. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

Nos données indiquent que l'âge serait un élément à prendre en considération dans la façon dont nos interviewés vivent la libération conditionnelle. En effet, les deux

personnes ayant indiqué s'être forgé une famille en maison de transition ont à peu près le même âge (environ 55 ans) et elles font partie des personnes les plus âgées de notre échantillon. De plus, elles ont toutes deux des enfants autonomes et indépendants, et nous ont indiqué être célibataires.

Bien que tous les éléments vus précédemment soient généralement partagés par nos interviewés il convient de noter que les résultats de nos analyses montrent que le temps est un élément à prendre en considération dans les expériences vécues par nos participants. Pour certains, se sentir bien en libération conditionnelle ou en maison de transition demande du temps. Ils nous ont ainsi indiqué que si pour eux les choses se passaient bien aujourd'hui, cela n'avait pas été le cas de suite après leur sortie de prison. Pour certains, les débuts, notamment les premiers retours en maison de transition après avoir passé la fin de semaine avec leur famille, ont été durs. Sophie quant à elle indique avoir vécu une certaine incertitude face au fonctionnement de la maison. Mais tous précisent avoir petit à petit vécu les choses de mieux en mieux.

« ...j'avais de la misère au début là, c'était très difficile. J'étais enfermé pendant quelques jours. Puis aujourd'hui ça va bien. » Franck (49 ans, libéré depuis 4 mois)

« Mais euh on est quand même bien quand même là, on est vraiment... Au début j'étais moins moins moins sûre là, t'sais, de savoir comment ça se passait. Puis à la longue quand tu vois que, ... le fonctionnel et tout ça là, tu t'intègres, t'intègres mieux. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

Là encore, l'âge ressort comme un élément important. En effet, il apparaît que les interviewés ayant eu besoin de temps avant de se sentir bien tendent à être plus âgés que les autres. Ils ont plus de 45 voire 55 ans alors que la majorité des participants à notre étude a moins de 45 ans. Il semblerait donc que les libérés plus âgés aient besoin de plus de temps à leur sortie de prison avant de se sentir bien en maison de transition.

II. ... mais qui n'est pas exempte de difficultés

Nous venons de voir que de manière générale, les personnes ayant participé à notre étude rapportent que leur libération conditionnelle se déroule bien. Elles indiquent apprécier le fait de ne plus être en prison, de parvenir à créer des liens affectifs et de se sentir aidées. Elles mentionnent également ne pas avoir de problèmes avec les conditions et règlements qui leur sont imposés. Parallèlement, et indépendamment de ce sentiment, certaines conditions de vie abordées par les interviewés sont dépeintes par ceux-ci comme plus ardues. Leur libération conditionnelle se déroule donc bien, mais peut être difficile. Le récit de nos libérés fait en effet ressortir que selon eux, leur expérience est parfois tannante, du fait de l'obligation de cohabiter avec d'autres personnes en maison de transition, stressante, à l'idée de commettre un bris, et pesante, du fait des nombreuses démarches qu'ils ont à entreprendre une fois libérés et du contrôle dont ils font l'objet.

II.1. « C'est tannant »

À leur sortie de détention, tous nos libérés ont séjourné en maison de transition pour des durées différentes et parmi eux, dix y séjournaient toujours lorsque nous les avons rencontrés. Ceux-ci mentionnent alors que la vie en transition, du fait de la cohabitation avec les autres résidents, est difficile. Ils indiquent qu'il n'est pas facile de vivre en « microsociété », et que cela peut être pesant et tannant. En maison de transition, cohabitent entre vingt et trente personnes qui ne vivent pas toujours en chambres individuelles. Les résidents sont donc obligés de partager non seulement leur chambre, mais aussi, la cuisine, le salon, la salle de télévision. Ils doivent en tout temps et dans tous les espaces de vie cohabiter avec un certain nombre de personnes. Plusieurs mentionnent haïr « vivre avec du monde » et le vivre comme une agression.

« C'est pour ça là que j'ai un petit peu de misère avec ça, d'être avec le monde. Oh ouais, parce qu'on est 34 filles icittes là. Des fois j'suis comme, non, ça m'agresse moi. Mouais. Être avec trop de monde ça m'agresse fait que faut que je sois seule » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

« T'sais quand tout le monde est là en même temps hey ça devient pesant là. Regardes, moi ça j'en ai marre là. J'aime pas ça ! » Lionel (40 ans, libéré depuis 2 mois)

« Une microsociété c'est c'est c'est lourd là. C'est lourd. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

Vivre en maison de transition implique aussi pour les libérés de cohabiter avec des personnes qu'ils ne connaissent pas et avec qui ils n'ont pas choisi de vivre. Nos répondants vivent avec beaucoup de personnes avec qui ils n'ont parfois ni les mêmes affinités ni les mêmes personnalités. De plus, tous les résidents n'ont pas les mêmes habitudes de vie et la cohabitation de différents caractères peut être difficile. Dans leurs entrevues, beaucoup de participants ont ainsi évoqué des chicanes et désaccords sur des choses de la vie quotidienne avec d'autres résidents afin d'illustrer les désagréments de la vie en maison de transition : propreté des douches, heure à laquelle faire sa tâche, respect des affaires personnelles... Cela amène Mathieu à considérer cet entourage comme « toxique », car ces querelles le dérangent. Il indique donc qu'il aurait préféré « choisir son monde. ».

« Mais quand t'es pas chez vous pis que tu vis, t'es dans une chambre avec quelqu'un que, que ça soit des ronflements intenses, euh que ça soit le l'odeur euh que ça soit... Moi j'suis blasé là, vraiment, tout ça j'suis tanné. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

Le temps accentue alors ce sentiment de perte d'intimité et quelques interviewés trouvent la durée de leur séjour en maison de transition longue. Y vivre devient donc, selon ce qu'ils nous ont raconté, dur et fatigant au fur et à mesure que leur séjour se prolonge. Ils nous disent être tannés, notamment du fait du manque d'intimité. Ils estiment avoir passé trop de temps en maison de transition et ont hâte de rentrer chez eux. Franck par exemple, vit comme une punition le fait de devoir vivre aussi longtemps en maison de transition. Ce sentiment est renforcé par son incompréhension des raisons pour lesquelles son séjour est aussi long.

« C'est dur parce que c'est trop long maintenant. C'est trop long. Ça devient punitif. » Franck (49 ans, libéré depuis 4 mois)

« C'est sûr c'est long par exemple, ça devient fatigant. T'es tanné d'être avec du monde. À un moment tu veux ton intimité tout ça là. Mais t'as pas l'choix là. » Bruno (20 ans, libéré depuis 2 mois)

« J'espère que moi aussi j'avais être mûre quand ça va l'être fini, mais sans ressentir de pression là. J'avais sûrement juste être tannée là de, c'est sûr, c'est long là. Moi j'suis arrivée le, le [date] puis j'en ai jusqu'au [date]. C'est long quand même. » Céline (38 ans, libérée depuis 1 mois)

II.2. « C'est stressant »

Nos données montrent également que la peur des bris de conditions fait partie des sentiments partagés par les interviewés, ce qui génère chez eux un certain stress. Ils indiquent en effet vivre avec la peur de commettre un bris, de faire une erreur ou de ne pas respecter toutes les conditions et tous les règlements qu'ils doivent suivre, ce qui inclue à la fois leurs conditions de libération, mais aussi les conditions imposées par la maison. Ce stress est constant, car ils ont l'impression que tout peut les « mettre dans la merde » (Richard). N'importe quelle erreur, si petite soit-elle, est vue comme la cause possible d'une sanction.

« Puis c'est stressant, je trouve ça stressant, toujours peur de faire un faux pas. » Franck (49 ans, libéré depuis 4 mois)

« Au début c'est pfff c'est euh c'est c'est tu peux passer par la colère, tu peux, les pleurs, t'es comme tellement angoissée que tu veux, que tu veux faire tes choses sans que t'aies de problème. Là j'veux dire c'est une obligation là, t'es comme vraiment stressée avec tout ça là. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

« La majorité des personnes qui ont été incarcérées on a bien peur de se faire prendre en défaut. C'est-tu correct, c'est-tu pas correct ? À un moment donné ça devient presque de la folie là. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

Il ressort qu'une condition notamment est particulièrement stressante : la condition de non-fréquentation interdisant à un libéré de fréquenter une personne ayant un casier judiciaire. Certains la trouvent plus difficile à respecter, car, selon ce qu'ils nous ont rapporté, il est compliqué pour eux de savoir qui a un casier et qui n'en a

pas et, car beaucoup de personnes possèdent un casier judiciaire. De plus, ils nous disent connaître beaucoup de monde, ce qui augmente pour eux le risque de parler à une personne ayant un casier. Ils trouvent « lourd » que cette interdiction vise également les personnes ayant un casier judiciaire, mais qui ne sont plus impliquées dans le milieu du crime. Ces interviewés ont alors précisé qu'ils prennent leurs dispositions afin de se protéger et être sûrs de ne pas briser cette condition, à savoir, demander à chaque personne rencontrée si elle a un casier ,ou, à l'inverse, entrer en contact avec le moins de monde possible. Ainsi, Mathieu explique par exemple que par peur de rencontrer et de parler à des gens à qui il n'a pas le droit de parler il a tendance à rester chez lui, à éviter toutes sorties non nécessaires comme les festivals durant l'été.

« La condition la pire c'est pour les dossiers. Pas se tenir avec du monde avec des dossiers. Je peux comprendre le monde d'ici là, le monde qui sont encore dans le crime, mais pas, pas tout le monde. Parce que là moi j'suis quasiment, pas confiné ici, mais quasiment chez nous. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

« J'ai pas le droit de parler avec du monde qui ont des dossiers. Ça écoute c'est dur pour moi de savoir qui qui en a qui qui en a pas. » Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

En effet, enfreindre une des règles ne reste pas sans conséquence et peut entraîner leur retour en détention, ce qu'ils redoutent. Les personnes que nous avons interrogées racontent ne pas souhaiter retourner en détention, mais savoir que c'est ce qu'elles risquent en cas de bris. Il semblerait donc que le retour en détention soit vécu par les participants comme une épée de Damoclès pesant sur leur tête. Nous avons remarqué à travers les propos de nos interviewés que les résidents des maisons de transition se parlent beaucoup entre eux, discutent de la vie en maison et des règles de la libération conditionnelle. De plus, certains nous ont indiqué avoir été témoins de l'arrestation d'autres résidents. Ces deux éléments rendent la possibilité de se faire « remonter en dedans » bien réelle pour les libérés. Étant eux-mêmes présents lors des faits ou se faisant le relais d'histoires entendues à la maison, beaucoup nous ont fait le récit d'hommes ou de femmes résidant avec eux et que la police est venue chercher pour ramener en prison.

« T'sais j'ai encore le risque là, je retournerai pas en prison pour avoir parlé à un ami là.. » Bruno (20 ans, libéré depuis 2 mois)

« Pis c'est faite par surprise j'en ai vu là, j'en ai vu partir là euh y en a qui se sont faite réveiller puis les policiers l'attendent sur le bord de la porte euh c'est vraiment vraiment vraiment une surprise. [...] Fait que la manière que c'est faite aussi là euh c'est assez stressant. J'ai vu ça là. Y en a d'autres que y s'en doutent pas pis là ils disent « bon ben là tu vas rester ici, tu vas être rencontré par ton intervenante », [...] pis euh finalement il la rencontre pas son intervenante. La police elle s'en vient puis il s'en va. Ça peut être pour un bris de condition ou parce qu'il a pas appelé. Ça on le sait pas toute les affaires là. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

II.3. « C'est pesant »

Enfin, selon les propos de quelques-unes des personnes que nous avons interrogées, les nombreuses démarches qu'elles doivent entamer dans le cadre de leur sortie (en matière d'emploi, de logement, de travail sur soi) sont perçues comme intenses et pesantes, lourdes et compliquées. En effet, dès leur sortie de détention les anciens détenus doivent aller se signaler au poste de police et au bureau de probation. De plus, le respect de leurs conditions les amène à participer à des thérapies, à des *meetings* et à des programmes. Il faut donc dès les premiers jours qu'ils se renseignent sur les endroits proposant les thérapies dont ils ont besoin et qu'ils entreprennent les démarches pour y participer. Ces démarches doivent être mises en place pour chacune de ces conditions, et dans de nombreux de cas, la Commission québécoise des libérations conditionnelles leur impose plusieurs thérapies et programmes.

« Ben la première chose c'est quand qu'on, quand qu'on est à l'extérieur faut se présenter à l'agent de probation. Après ça, aller au poste de police, pour faire signer nos commandes de présence, sinon tout de suite en partant là c'est, non, non, faut absolument faire ça. Après ça c'est euh ils te laissent quelques jours de, de repos, mais après ça c'est vraiment de faire tes recherches pour euh tes programmes euh, tes meetings, tes thérapies, euh n'importe quoi, faut vraiment que tu définisses ce que tu fais là. [...] C'est que tu prennes des téléphones,

beaucoup de téléphones, beaucoup de rendez-vous, de de démarches. [...] Pis c'est pfff très très demandant. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

À ces formalités s'ajoutent les obligations que les résidents des maisons de transitions doivent respecter et entreprendre, car imposées par la maison : leur tâche, leurs rendez-vous avec leur intervenant... Toutes ces démarches doivent en plus être entreprises rapidement et peu de temps après leur libération. Pour quelques-uns de nos participants, cela représente beaucoup de choses essentielles à faire obligatoirement et à organiser rapidement. Cela est donc perçu comme demandant et certains expliquent se sentir submergés.

« Mais tu vois euh j'ai déjà des démarches où c'est que je m'implique en profondeur, là, par rapport que je fais beaucoup de meetings, que j'va avoir mon suivi, j'ai mes entretiens avec ma conseillère, t'sais. Euh c'est assez pesant tout ça. » Céline (38 ans, libérée depuis 1 mois)

« Pis quand t'arrives, quand t'arrives ici c'est sûr t'es stressé là parce que déjà dès le lendemain faut que t'aïlles faire signer un papier euh aux policiers pis euh l'autre à, pas en détention, à probation. Pis là c'est ce qu'on disait les chars vont vite pis euh me semble ça bouge là pas mal fait qu't'es stressé. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

Dans ce cadre, les propos de ces interviewés font état de la solitude que ceux-ci peuvent ressentir face au nombre et à l'ampleur de ces démarches. Ils ont l'impression de devoir les faire tous seuls, de devoir se débrouiller. C'est à eux de s'occuper de faire leurs démarches. C'est même une source de stress pour Sophie, qui indique ne pas avoir le temps de relaxer du fait de l'intensité des démarches qu'elle doit entreprendre.

« C'est sûr on peut être tout le temps, je comprends on peut pas être tout le temps en arrière de toi. Mais euh faut faut qu'tu te débrouilles. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

« Faut que tu te débrouilles par toi même, euh c'est très stressant. J'trouve ben euh j'ai trouvé ça ben angoissant. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

II.4. « J'suis tellement contrôlé »

Tel qu'abordé précédemment, les personnes que nous avons interrogées ont pour la plupart mentionné se sentir aidées. Néanmoins, le contrôle est une dimension qui transparaît du récit de quelques participants, dont deux sont ambivalents et ont expliqué se sentir à la fois aidés et contrôlés.

Le stress des démarches à faire semble d'autant plus difficile que, pour certaines personnes, elles s'accompagnent d'un sentiment d'être contrôlés. Pour ces répondants, contrairement à plusieurs qui, comme nous l'avons vu précédemment, indiquent avoir créé un lien de confiance avec leur agent, la relation qu'ils entretiennent avec ce dernier est ressentie comme du contrôle, ce qui augmente leur stress.

Trois études (Précourt et Racicot, 1981; Arsenault, 1981; Opsal, 2009) menées auprès d'hommes et de femmes en libération conditionnelle et s'intéressant notamment aux relations entre les anciens détenus et la personne chargée de leur supervision concluent toutes au même résultat : l'agent est avant tout perçu comme un agent de contrôle vérifiant le respect des règles et conditions et pouvant amener à la réincarcération de la personne. En aucun cas il n'est perçu comme une personne ressource susceptible de leur venir en aide. Quelques une des entrevues menées auprès de nos participants viennent appuyer ces résultats. En effet certains anciens détenus indiquent se sentir contrôlés. Ils insistent sur l'encadrement dont ils font l'objet et sur leur sentiment d'être trop contrôlés, trop « *checkés* ». Ils ont l'impression que leurs moindres faits et gestes sont surveillés, notamment leurs dépenses financières, leurs déplacements, et certains aspects personnels de leur vie. Par exemple, en parlant de ses conditions, Lionel compare la surveillance dont il est l'objet à des « chiens », parce que « *des chiens là ça sent toujours, c'est toujours dans le cul de l'autre* ».

« T'sais [nom de son intervenante] elle est plus euh elle checkait toute toute toute là c'est comme euh ça été comme un petit peu plus l'enfer... » Marc (34 ans, libéré depuis 10 mois)

Selon ces participants, ce contrôle poussé se fait au détriment de l'aide qu'ils pourraient recevoir. Le rôle des intervenants n'est alors pas perçu comme du soutien, mais comme de la surveillance. Contrairement à ce que beaucoup ressentent et que nous avons abordé précédemment, ces libérés indiquent avoir l'impression qu'ils ne sont pas aidés, que les intervenants effectuent un simple travail de vérification du respect de leurs conditions ou posent des questions sur ce qu'ils ressentent, mais sans apporter de conseils ou de réponse à leurs interrogations et problèmes. Selon eux, leurs agents cherchent juste à les surveiller et à connaître leur problématique, sans les assister dans la résolution de ces problèmes.

« T'sais y a pas de suivi. Y a juste un suivi « on check ». On est pas là pour t'aider. On est là pour te checker. » Lionel (40 ans, libéré depuis 2 mois)

« Non non t'sais j'lui dis « ça prend un suivi », ça j'le comprends. Mais peut-être peut-être être un peu plus un peu plus en relation d'aide. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

Semble alors émerger des données recueillies auprès des personnes participantes des caractéristiques communes à tous les libérés se sentant contrôlés, à l'exception d'un. Il apparaît que tous sont des hommes et qu'ils font partie de nos participants les plus jeunes (entre 37 et 40 ans), qu'ils sont soit en recherche d'emploi soit déjà salarié ou en formation professionnelle. Ils ont également tous des enfants et aucun antécédent. L'âge apparaît donc ici aussi être un élément de compréhension de ces différents vécus. Si nous avons vu précédemment que les plus âgés ont besoin de plus de temps pour se sentir bien en libération conditionnelle et sont aussi plus susceptibles de nouer des liens affectifs forts, ce sont les plus jeunes qui nous ont indiqué se sentir contrôlés.

Finalement, de la même façon que le temps semble jouer un rôle dans l'évolution du bien-être de certains libérés, il semble que le temps soit parfois une composante des aspects plus pesants de leur expérience. En effet, certains interviewés mentionnant s'être sentis stressés et angoissés au début de leur libération conditionnelle ont ressenti une diminution de ces sentiments après quelque temps. Leur vécu a donc évolué au fil du temps. Par exemple, Mathieu, stressé à son arrivée en maison de

transition, a précisé que son stress a diminué lorsqu'il a eu un cellulaire lui permettant de joindre et d'être joignable en tout temps par la maison.

« Moins, beaucoup moins pire. Ouais beaucoup moins pire parce que j'ai mon cellulaire, fait que là j'm'enlève des pelures. [...] Fait que non j'trouve ça, ça a l'air gros comme ça de même, mais pour moi c'est pas gros là comparativement au début. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

« Au début c'est fff c'est euh tu peux passer par la colère, tu peux, les pleurs, t'es comme tellement angoissée que tu veux que tu veux faire tes choses sans que t'aies de problème là j'veux dire c'est une obligation là t'es comme vraiment stressée avec tout ça là. Mais après ça un coup que t'as commencé ben là ok, là ça, ton angoisse file, ... » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

PARTIE II. Les attitudes

Parallèlement au sentiment ressenti par les libérés à l'égard des conditions de libération et des maisons de transition, à leur sentiment de liberté et au stress provoqué par la peur des bris, les entrevues menées auprès des participants à l'étude ont fait ressortir que ces derniers adoptent trois attitudes différentes, mais non exclusives, face à leur situation. En effet, comme toute situation nouvelle et contraignante, la libération conditionnelle implique une certaine adaptation de la part des libérés. Nous avons pu également constater que ces derniers ne sont pas inactifs, mais bien volontaires et impliqués, ce qui leur permet de faire de leur expérience un apprentissage.

I. L'adaptation

La plupart des personnes rencontrées nous ont indiqué s'adapter ou s'être adaptées lors de la libération conditionnelle. Quelques-uns ont même précisé n'avoir aucune difficulté à le faire. Selon eux, s'adapter signifie qu'ils doivent s'ajuster et « dealer » avec différents aspects de leur expérience. Par ce fait même ils indiquent s'organiser de façon à tenir compte des différentes composantes de leur environnement.

« J'm'adapte bien moi quand même. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

« Quand c'est pas ton environnement, faut qu'tu t'ajustes, qu'tu sois capable de dealer avec toutes sortes de situations. » Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

« Fait qu'tu t'ajustes assez rapidement. Assez rapidement là quand tu vois un petit peu comment ça marche là tu t'ajustes. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

De manière générale, deux de nos participants racontent avoir eu à s'ajuster au changement d'environnement. En effet, sortant de détention, univers qualifié de « jungle » par Franck, et arrivant en maison de transition, ils indiquent avoir du s'accommoder à ce nouveau milieu et à ses attentes. Rappelant que l'institution carcérale et les maisons de transition ont des fonctionnements et des règles très différentes, ils expliquent que passer de l'une à l'autre nécessite donc de « changer de vie ».

« Moi ici dès la première journée, ben que ça soit dans n'importe quel milieu, que ça soit ici, que ça soit au centre d'incarcération ou, j'me suis toujours organisée pour bien m'entendre, pour que ça fonctionne bien. Moi j'ai jamais eu vraiment de problème d'adaptation ou quoi que ce soit. J'suis dans un milieu ben je fonctionne en conséquence de qu'est-ce que c'est qu'ils me demandent. Je change de milieu je vais m'adapter à ce que c'est que... » Marie (55 ans, libérée depuis 3,5 mois)

« Parce que je suis parti d'un zoo là, d'une jungle qui était Bordeaux et je suis arrivé ici euh... ben je me suis enfermé 2-3 jours. Pour m'adapter là puis après euh ça a bien été, mais c'est ça, chaque fois faut changer de vie là. » Franck (49 ans, libéré depuis 4 mois)

De manière plus spécifique, la vie en maison de transition est apparue comme nécessitant un ajustement pour nombre de participants. En effet, ceux-ci nous ont indiqué avoir dû s'habituer à la cohabitation et s'adapter aux différentes situations que cela peut engendrer. Comme nous l'avons déjà vu, vivre en « microsociété » n'est pas toujours facile du fait de la cohabitation de différentes personnalités et de différents modes de vie. Comme le dit Richard, « tu en vois de toutes les couleurs ».

Cela implique de ne pas s'entendre avec tout le monde, mais de néanmoins être obligé de cohabiter. De plus, les résidents partagent un espace de vie et ne peuvent donc pas tout le temps faire ce qu'ils veulent comme ils l'entendent ni et quand ils le souhaitent, ce qui nécessite de devoir s'adapter aux autres. Par exemple, en parlant de la vie en communauté, Nicolas (63 ans, libéré depuis 2.5 mois) nous a dit « *J'm'habitue pareil. Moi j'ai fini par m'habituer pareil...* ».

« Si t'es capable d'en prendre et en donner et puis t'es logique, tu peux très bien t'introduire au cadre dans cette communauté qu'on appelle. » Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

« Il a fallu que j'm'ajuste encore. C'est pas aux autres, c'est toi qui faut qui s'ajuste. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

Finalement, vivre en transition implique le suivi de règlements spécifiques et d'obligations de la maison, concernant notamment les heures de présence ou les tâches à accomplir, règles avec lesquels les résidents indiquent devoir composer. Ils nous disent devoir s'organiser de façon à respecter le rythme imposé par la maison tout en faisant ce qu'ils sont obligés de faire en vertu de leurs obligations de libération, et tout en essayant de reprendre leur vie professionnelle, sociale et familiale. Ils expliquent devoir assimiler les règles de la maison de façon à ne pas les enfreindre. Enfin, leurs discours laissent transparaître qu'ils s'organisent et organisent leurs journées en fonction des conditions de la maison et de leurs conditions de libération afin de faire tout ce qu'ils ont à faire. En effet, tel que vu précédemment, les libérés ont de nombreuses démarches à entreprendre, ce qui demande de l'organisation.

« T'as des tâches à faire. Ça aussi faut qu'tu t'organises. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

« Fait qu'c'est ça, une journée c'est ça, ta tâche, ta sortie ou ce que tu dois faire pis euh si t'en as 2-3 rendez-vous dans la journée faut qu'ils soient faites. Faut que tu t'arranges que tout soit fait. Parce qu'eux autres, tu signes le livre avant de partir, tu marques où c'que tu t'en vas, quelle heure tu t'en vas puis à quelle heure que tu reviens. C'est ça. Fait que, tous les jours semaine, moi, c'est jusqu'à 9h le soir. Pis faut que tu sois ici à 9h le soir. Fait que, les périodes obligatoires c'est de midi à 9h

le soir, tu peux pas sortir. Fait que ce que t'as de quoi à faire tu le cales avant midi. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

Lors des entrevues, quelques personnes ont alors insisté sur le fait que l'adaptation est unilatérale et doit venir d'eux. Selon elles, il leur appartient de s'organiser et de s'ajuster à la maison, au rythme et aux attentes du milieu notamment. Elles indiquent devoir s'adapter et que c'est à elles de le faire. Cela donne l'impression à Sophie de vivre pour la maison et non pour elle. Elle explique s'accommoder en priorité de façon à répondre aux exigences de la maison et de ses conditions, ce qui ne lui laisse plus beaucoup de temps pour elle.

« T'as pas le temps de t'organiser pour toi même. Tu t'organises pour, pour la maison. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

« Puis après j'me suis ajusté j'ai embarqué dans le système de réinsertion, comment ça fonctionne ici, c'est tout le temps une question d'ajustement. Puis c'est toi qui s'adaptes c'est pas eux autres. Fait qu'il faut qu'tu t'adaptes, faut qu'tu t'adaptes. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

Comme mentionné précédemment, le temps a une influence sur le regard que portent nos participants sur leur expérience. De la même façon, l'adaptation est, elle aussi, ancrée dans le temps. En effet, c'est un processus qui semble plus ou moins continu et nécessiter un certain temps. Retenir et intégrer toutes les règles que les anciens détenus indiquent devoir suivre et auxquelles ils disent devoir s'habituer prend du temps. Certains interviewés racontent avoir mis quelques jours, quelques semaines voire quelques mois à s'ajuster. Mais une fois l'adaptation terminée, ils considèrent s'être habitués. Pour d'autres l'ajustement, dont ils parlent au présent, est constante et semble donc être toujours en cours. Ils mentionnent avoir l'impression de devoir s'adapter tous les jours encore et encore.

« ... ben je me suis enfermé 2-3 jours. Pour m'adapter là. » Franck (49 ans, libéré depuis 4 mois)

« ... là les habitudes sont comme plus, ça prend du temps de trouver des nouvelles habitudes. » Céline (38 ans, libérée depuis 1 mois)

« J'apprends à vivre avec au jour le jour. » Luke (46 ans, libéré depuis 1 mois) (en parlant de ses conditions de libération)

II. L'implication

D'après l'étude de Otero, Poupart et Spielvogel (2004), une fois libérés, les anciens détenus ont à cœur de s'en sortir et considèrent qu'il est de leur responsabilité de le faire. Selon les auteurs, régler leurs problèmes est une question de choix et de volonté personnels. Comme nous allons le voir, les propos des personnes que nous avons rencontrées s'inscrivent dans cette même démarche volontariste. Si Otero, Poupart et Spielvogel parlent d'« autonomie » et d'« initiative » pour définir le fait pour un individu de devenir un acteur et un « sujet entreprenant » de sa vie, nous emprunterons pour notre part un concept né du langage utilisé par les auteurs mêmes de cette attitude, celui d'« implication ».

Nous avons pu constater, à l'analyse de la plupart des entrevues, que les personnes en libération conditionnelle indiquent mettre beaucoup d'elles même dans ce qu'elles font. Elles disent s'impliquer et s'appliquer. En effet, elles mentionnent faire des efforts pour se donner au maximum, faire les choses correctement et s'investir dans ce qu'elles font. Elles sont donc proactives et volontaires. Beaucoup considèrent s'impliquer même plus et mieux que ce qui leur est demandé. Ainsi, ils mentionnent en faire plus que ce qui est attendu d'eux ou que ce que leurs conditions exigent.

« J fais mes affaires comme il faut. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

« J me donne à 100 %. » Luke (46 ans, libéré depuis 1 mois)

« Je m'implique plus que qu'est ce qu'ils demandent. » Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

D'après les personnes interrogées, l'implication se traduit par le fait de participer aux thérapies et programmes imposés par la Commission québécoise des libérations conditionnelles. Leurs propos montrent qu'ils s'appliquent à entreprendre leurs démarches, à s'investir dans leurs programmes et thérapies. Ils précisent faire eux-

mêmes leurs démarches, qui choisissent les endroits où ils désirent suivre leurs thérapies et leurs programmes. Les participants à notre étude notent ainsi aller à leurs programmes ou thérapies et y aller parfois même plus souvent que ce qui est prescrit par leurs obligations. Ils indiquent également participer aux ateliers et s'y impliquer en profondeur de manière plus qu'adéquate. Ils expliquent s'impliquer dans le travail qu'ils font sur eux, dans la réflexion qu'ils amorcent pendant les thérapies et programmes qu'ils suivent. Ceux ayant indiqué s'impliquer plus que ce qui est attendu d'eux expliquent le faire parce que cela est intéressant, « c'est bon » pour eux, parce qu'ils en retirent quelque chose de bénéfique. Par exemple, Richard, qui assiste à des « meetings » plus souvent que requis indique y aller « *pour plus écouter, plus comprendre, plus voir, plus apprendre.* ».

« Pis j'ai toujours bien participé pareil mes ateliers tout ça je m'impliquais au fond là. T'sais j'ai, j'échangeais avec le groupe avec l'intervenante... » Stéphane (53 ans, libéré depuis 9 mois)

« Je m'implique plus que qu'est ce qu'ils demandent. C'est bon pour moi. J'apprends, je vois. » Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

Certains mentionnent également s'impliquer dans leur réinsertion. Ils indiquent souhaiter reprendre leur vie en main et préparer leur retour dans la société. Leur témoignage révèle leur volonté de s'en sortir et d'avancer. Alors que leur situation en prison ne le leur permettait pas, ils affirment souhaiter régler leurs affaires et s'occuper par exemple de leurs problèmes de santé, renouer avec leur famille, trouver un travail ou reprendre leurs études. Ils expliquent préparer leur retour complet et sans condition de libération dans la société. Il apparaît donc que ces hommes et femmes essayent d'aller de l'avant et préparent leur futur. Par exemple, lorsque Lionel aborde son désir de reprendre sa vie en main il explique vouloir résoudre ses problèmes de santé physique et mentale, améliorer sa vie familiale et trouver un emploi.

« J'veux reprendre ma vie en main. » Lionel (40 ans, libéré depuis 2 mois)

« On veut revenir dans le monde normal, on veut s'intégrer socialement. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

« Mais quand j'ai parlé d'aller de l'avant et que c'est ce que tu as à faire, pour moi en tout cas je dois regarder là où je veux être et avancer vers ça. » Émilie (55 ans, libérée depuis 10 mois)

Enfin, est ressortie chez Sophie l'idée que, outre faire avancer sa situation et s'en sortir, le fait d'en faire toujours un petit peu plus, lui permet de montrer qu'elle travaille à sa réinsertion et cherche à s'en sortir. Pour elle, son implication lui permet donc également de prouver sa volonté et sa motivation.

« C'est pour ça qu'on dit toujours qu'on a un petit côté oui tu fais ce que t'as à faire, mais quand t'en fais un petit peu plus, que tu vas chercher un petit peu plus. Moi c'est comme ça que je pense. Oui en fait tant que tu fais ce qui te demandent pis, mais avec un autre petit plus ils voient que tu veux vraiment travailler pis t'en sortir comme faut. Toute comme ça j'ai toujours faite un petit plus pis un petit peu plus fait que là ouais j'ai hâte que ça, que ça aboutisse à quelque part là. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

Apparaît dans certaines entrevues la dimension très personnelle de l'implication. En effet, selon nos participants, leur implication repose sur leur propre volonté et leur est intrinsèque. Ils racontent que c'est leur motivation personnelle qui les pousse à s'impliquer, parfois plus que ce qui leur est demandé et qu'ils le font pour eux-mêmes et non pour leurs intervenants ou pour la Commission. Ils indiquent ne pas faire semblant et vouloir vraiment s'investir. L'idée selon laquelle l'implication est une démarche individuelle et un choix délibéré de la part des libérés ressort de leurs propos. D'après eux, cela nécessite d'être « prêt » à changer, à se reprendre en main ou encore « mûre comme un bouton qui a pété », comme nous l'a expliqué Céline à propos de sa décision de venir en maison de transition pour faire avancer ses affaires.

« J'me suis posé les bonnes questions puis j'ai fait ce move là euh parce que ça me semblait la chose logique à faire, parce qu'en prison j'avais vraiment l'impression de perdre mon temps t'sais, puis j'avais hâte d'être dans l'action puis d'avancer du bon côté. J'étais vraiment mûre là, j'suis comme un bouton qui a pété. » Céline (38 ans, libérée depuis 1 mois)

« J'suis pas là pour eux autres j'suis là pour moi. » Lionel (40 ans, libéré depuis 2 mois)

L'étude de Otero, Poupart et Spielvogel (2004) précédemment mentionnée et mettant en avant l'importance pour les anciens détenus de leurs initiatives et choix personnels rejoint en ce sens celle de Vacheret et Cousineau (2003), qui ont trouvé que ce facteur de motivation personnelle est le facteur le plus important de réussite de la libération d'office. Selon les participants à cette étude, une profonde et réelle envie de changer doit animer le libéré. D'après les propos tenus en entretien, il semble que le même impératif soit nécessaire pour les personnes en libération conditionnelle. En effet, outre la dimension très personnelle de l'implication que nous venons d'expliquer, selon quelques-uns de nos participants, il est même nécessaire et indispensable que cette implication s'inscrive dans une démarche individuelle et volontaire. Ils expliquent que l'expérience ne peut être bénéfique si la personne ne fait pas le choix personnel de s'impliquer. Selon eux, il appartient à l'individu de se motiver, sans quoi les choses n'avancent pas et les libérés n'en retirent rien. Il ressort donc de ces propos qu'il faut qu'ils veuillent s'en sortir pour pouvoir s'en sortir et que c'est à eux de régler leurs propres problèmes.

« J peux dire que si tu fais pas ton effort tu donnes pas le temps de t'améliorer c'est, y a rien qui va marcher. C'est toi qui faut qui donne ton effort. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

« C'est bon pour ceux qui veulent s'en sortir, c'est d'la chnoute pour ceux qui veulent rien » Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

Tel que nous l'a confié Mathieu : *« quand tu t'impliques, que tu veux voir, ben là t'apprends t'écoutes, tu vois »*. Ainsi, l'implication des libérés, notamment dans leurs programmes et thérapies, leur permet d'apprendre.

III. L'apprentissage

Finalement, outre l'adaptation et l'implication, il ressort de nos données qu'un nombre important des participants s'inscrit dans une démarche d'apprentissage

dans le cadre de leur libération conditionnelle. L'apprentissage, que nous pouvons définir comme l'acquisition par l'étude, la pratique ou l'expérience d'une connaissance utile dans le but de modifier des comportements, est ainsi apparu comme un élément important de la libération conditionnelle. Selon nos libérés, cette période devient un temps pour faire le point et réfléchir, car cela leur donne l'occasion d'effectuer un travail sur eux même et de grandir. Ils indiquent donc entreprendre un travail d'introspection. Cet apprentissage concerne alors tous les aspects de leur vie, tels que la santé mentale, l'estime d'eux, la connaissance de leur parcours criminel et de ses causes, leurs projets d'avenir. Un de nos participants ayant eu une carrière criminelle particulièrement lourde et longue nous a même indiqué que pour lui, tout est à réapprendre. Il doit réapprendre à vivre, à communiquer, à savoir ce qu'il veut faire de sa vie... La même notion de travail sur soi est présente chez les libérés interrogés par Otero, Poupart et Spielvogel (2004). Si pour ces délinquants le travail s'effectue en prison et non en libération, il n'en demeure pas moins que, tout comme nos interviewés l'ont exprimé, ils souhaitent se (re)découvrir, comprendre les raisons de leurs comportements antisociaux afin de résoudre certains problèmes.

« Non c'est l'fun des fois t'apprends des choses » Bruno (20 ans, libéré depuis 2 mois)

« ...puis c'est, en fait, c'est un moment forcé de faire le point. » Franck (49 ans, libéré depuis 4 mois)

« T'as le temps de t'asseoir pis de réfléchir à toi tout court. » Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

C'est ainsi que les anciens délinquants de notre étude remarquent qu'ils progressent et avancent dans leur cheminement personnel. Ils disent faire l'apprentissage d'outils qu'ils jugent utiles à leur vie future. De plus, certains indiquent avoir fait des progrès et avoir changé. Pour eux, la libération conditionnelle est donc synonyme de cheminement personnel. De la même manière que cela a pu être constaté concernant l'implication, leur apprentissage est tourné vers l'avenir, vers leur futur.

« Non, mais c'est juste, puis ça me fait, ça m'oblige à progresser, t'sais. » Céline (38 ans, libérée depuis 1 mois)

« Alors moi je vois la transition un peu comme une thérapie à une prison, fait que j'profite des deux là dedans, alors ça m'apporte les outils et puis je pourrais m'en servir une fois à l'extérieur. » Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

Différents moyens d'apprentissage sont alors abordés : les personnes qu'ils côtoient et les programmes et ateliers. Tout d'abord, la vie en communauté a permis à quelques-uns de nos participants de considérer retirer des leçons de vie et de tolérance. Comme indiqué précédemment, vivre en maison de transition demande de cohabiter avec des personnes différentes ayant des habitudes de vie et des comportements différents. Les résidents nous disent donc devoir apprendre à tolérer et accepter cette diversité. Par exemple, Sophie, après avoir conté plusieurs situations au cours desquelles des résidentes de la maison de transition ont eu à son égard des comportements qu'elle n'a pas appréciés (lui couper la parole, lui passer devant dans la salle de lavage), indique qu'elle « apprend à contrôler ces frustrations ».

« Mais avec [maison de transition] aussi ben j'apprends. On a pas le choix, on est une gang. J'apprends à vivre en communauté, j'apprends à vivre avec les différences des autres, les joies, les peines, les peurs des autres. » Luke (46 ans, libéré depuis 1 mois)

« C'est euh, de vivre en petite communauté. J'ai euh peaufiné ma tolérance » Franck (49 ans, libéré depuis 4 mois)

De manière plus générale, deux des personnes qui ont accepté de nous parler racontent apprendre des autres résidents, tant dans leurs idées et manières de pensée que dans leurs erreurs. Elles disent s'inspirer de ce que les autres résidents font afin d'en retirer et d'en appliquer les bons côtés tout en essayant de ne pas faire les mêmes erreurs. De plus, selon elles, outre apprendre de leurs comportements, les autres résidents peuvent être une source d'apprentissage de nouvelles opinions, de nouvelles façons de voir les choses, si la personne y est disposée.

« Alors c'est eux mes outils tu comprends. C'est eux qui m'apportent le bon et le pas bon. Ce sont eux mes outils ». Richard (40 ans, libéré depuis 2 mois)

« Tandis qu'aujourd'hui j'suis plus porté à accrocher sur du monde, à apprendre une manière de vivre, comment tu vois

les affaires. Y a pas juste moi qui a le droit à penser, c'est pas juste moi qui est correct, y en a d'autres qui sont corrects aussi là. T'sais y ont une pensée correcte là. Euh y a pas juste mon idée à moi, ma pensée à moi qui est positif là. Hey eux autres ils en ont des belles aussi. Comme l'exemple y a pas juste les miennes qui sont bonnes là, ceux des autres aussi, faut que je sois prêt à apprendre d'eux autres. Pis en étant prêt à apprendre d'eux autres ben ça m'aide à grandir aussi, on s'entend dans toutes sortes de visions. » Luke (46 ans, libéré depuis 1 mois)

Nos anciens détenus expliquent également chercher les enseignements dont ils estiment avoir besoin auprès de leurs intervenants. Selon eux, ces derniers les aident à travailler sur eux et à apprendre. Les personnes que nous avons rencontrées nous ont confié ne pas avoir peur de se tourner vers leurs intervenants afin de progresser et de demander des conseils. En retour, l'aide reçue est perçue comme portant ses fruits et nos participants expliquent comprendre certaines choses sur eux-mêmes et leur passage à l'acte notamment, et recevoir des astuces très utiles pouvant leur servir dans leur vie de tous les jours. L'analyse nous permet alors de remarquer que les participants ayant mentionné apprendre grâce à leur intervenant sont les mêmes que ceux ayant expliqué avoir confiance en leur intervenant et se sentir aidés par lui ou elle.

« T'sais ces affaires-là si j'avais pas passé par là j'aurai peut être jamais compris. J'aurai peut-être jamais arrivé sur les mêmes valeurs que j'ai aujourd'hui. Pis ça c'est tout, c'est avec les intervenants que j'ai développé ça. C'est pas moi tout seul qui a fait ça, c'est pas vrai, j'avais pas le bagage pour être capable de faire ça. Il a vraiment fallu que d'autres m'amènent ce bagage-là, pis c'est à travers ces rencontres-là. » Stéphane (53 ans, libéré depuis 9 mois)

« Fait que c'est du donnant donnant. Si tu travailles bien avec ton intervenant ben tu peux faire quelque chose de bien. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

Les programmes et ateliers sont également vus comme des moyens d'apprentissage. Tel que mentionné précédemment, les libérés peuvent être contraints par la Commission québécoise des libérations conditionnelles à suivre des programmes et thérapies et, nous avons vu, cela tend à être considéré comme une source d'aide.

Certains expliquent en outre en retirer des connaissances pratiques et des outils très concrets, notamment en matière de recherche d'emploi. D'après les propos de nos interviewés, de la même manière que pour le travail effectué avec leurs intervenants, le travail amorcé en thérapie et au cours de leurs programmes leur inculque également des leçons plus personnelles en matière notamment d'estime de soi, d'histoires de vie ou de besoins.

« C'est pour ça qu'on fait nos petits programmes là. Ça nous donne beaucoup de, de matière à réfléchir sur toutes ces choses-là, pourquoi qu'on agit comme ça, pourquoi qu'on réagit d'une certaine manière. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

« Tandis qu'ici avec ces programmes-là que j'ai suivis ben c'est justement c'est des programmes qui vont m'aider un peu justement [...] ben moi ceux-là c'est un, un bon outil pour justement me permettre d'avancer et pas retomber. » Marie (55 ans, libérée depuis 3,5 mois)

Comme nous avons pu le constater pour l'adaptation des libérés, il semble que l'apprentissage soit lui aussi un processus long et constant. En effet, d'après ce que certaines personnes nous ont expliqué, apprendre est un processus qui s'inscrit dans la durée et les participants indiquent qu'ils « apprennent tous les jours ». Ils n'ont jamais fini d'apprendre.

« Faut vraiment, comme j'dis, faut toujours travailler, travailler tout le temps. Faut euh c'est, c'est du travail à la semaine longue, à, tout le temps, heure en heure. » Sophie (58 ans, libérée depuis 2,5 mois)

« C'est pas facile c'est un travail de longue haleine. » Mathieu (37 ans, libéré depuis 3 mois)

Conclusion

L'analyse des entrevues réalisées auprès de quatorze hommes et femmes ayant accepté de partager avec nous leur vécu et leur expérience en libération conditionnelle fait ressortir une multitude de façons de vivre leur libération. Des traits communs ont néanmoins pu être dégagés.

En libération conditionnelle, de manière générale, les anciens détenus indiquent que « ça va bien » pour eux. S'estimant chanceux de ne plus être incarcérés, ils indiquent apprécier le fait d'avoir retrouvé une part de liberté afin de pouvoir renouer avec leurs familles et reprendre le contrôle du déroulement de leurs journées. Outre cela, ils voient ce que leur expérience leur apporte : de l'aide et la possibilité de nouer des relations fortes. L'expérience est qualifiée de « bénéfique », car tant les conditions en tant que telles que les intervenants sont vus comme de l'aide leur permettant d'obtenir des solutions à certaines de leurs problématiques tant délictuelles que personnelles. Mais vivre en libération conditionnelle et notamment en maison de transition est également décrit comme une expérience menant à des rencontres, à des relations d'amitié voire familiales avec les résidents et les intervenants. Selon les propos des personnes que nous avons rencontrées, les conditions imposées par la Commission québécoise des libérations conditionnelles et par les maisons de transition, parfois dépeintes dans la littérature comme inutiles ou contrôlantes, ne leur posent de manière générale pas de problème. Elles ne sont pas vues comme un obstacle et certains libérés indiquent les avoir intégrées à leur nouveau mode de vie.

Néanmoins, malgré un tableau d'où transparaît un certain bien-être, certains aspects de la libération conditionnelle n'en restent pas moins pesants pour ceux-ci. Notamment, selon les participants, le fait de vivre en maison de transition, et la cohabitation qu'elle implique ne sont pas toujours faciles. Pour eux, partager son espace de vie avec autant de personnes différentes et toutes les situations et désaccords que cela peut entraîner, être privé d'une partie de son intimité ne sont pas choses aisées. S'ajoutent à cela, comme nous l'ont expliqué les libérés, la peur de commettre un bris et de retourner en détention et le fait de devoir toujours penser et s'occuper des nombreuses démarches et des multiples impératifs auxquels les

personnes en libération conditionnelle sont soumises. Enfin, si les surveillants sont considérés comme de l'aide, certains ont mentionné les voir davantage voire uniquement comme des agents de contrôle s'immisçant dans leur vie privée.

Se sont également dégagées des données que nous avons recueillies différentes attitudes dont font preuve les personnes en libération conditionnelle. Confrontées à un nouvel environnement, par nature contraignant, qui est celui de la libération conditionnelle et de la maison de transition, ces personnes racontent devoir s'y adapter afin de s'y conformer et de s'y intégrer. Elles précisent avoir dû s'habituer à vivre en maison de transition et se faire au fait de cohabiter avec les autres résidents, mais aussi au fait de devoir respecter les règles en place dans la maison, notamment le fait de devoir effectuer des tâches quotidiennes et de devoir respecter des heures de présence.

Nous avons remarqué l'attitude entreprenante de nos répondants. Motivés, ceux-ci disent avoir à cœur de s'impliquer et de faire les choses correctement. Ils indiquent donner le maximum d'eux-mêmes, tant dans le respect de leurs conditions que, d'une manière plus générale, dans leur perspective de réinsertion dans la société. Ils mentionnent faire des projets d'avenir et vouloir se reprendre en main afin d'avancer. Certains font alors remarquer que toutes ces réalisations ne sont possibles que grâce à leur propre volonté et à leur motivation personnelle.

Enfin, il est souvent revenu dans le récit des libérés qu'ils ont appris, qu'ils ont acquis des outils et engranger des connaissances. Selon eux, leur passage en libération conditionnelle leur a permis d'effectuer un travail sur eux-mêmes et sur leurs problèmes. Ils expriment le sentiment d'avoir, grâce à leurs conditions et à leurs intervenants, progressé, évolués, et d'être à présent mieux outillés pour faire face à leur futur en réinsertion.

CHAPITRE IV- DISCUSSION

La sociologie de l'expérience envisage cette l'expérience comme résultant à la fois des normes sociales intégrées et intériorisées par l'individu et de la marge de manœuvre exercée par ce dernier en tant qu'acteur critique et rationnel de sa vie. Ainsi pour Dubet, «si les acteurs agissent rationnellement, ils le font dans des conditions déterminées et qu'ils n'ont généralement pas choisies» (Dubet, 2007, p. 101). L'utilisation de ce cadre théorique nous a permis de constater que les libérés agissent rationnellement dans le cadre des conditions et contraintes imposées par la libération conditionnelle. Nous exposerons dans ce chapitre ces deux aspects de leur expérience: la libération conditionnelle vécue comme un cadre contrôlant qui est également utilisé à des fins stratégiques.

I. La libération conditionnelle : un cadre contrôlant

Pour Dubet, une des composantes de l'expérience est les normes et règles que la société impose à l'individu. Ces normes sont alors intériorisées par l'individu qui s'identifie au statut que la société lui attribue.

I.1. La présence du contrôle dans le vécu des libérés

La sociologie de l'expérience veut que «l'acteur agisse selon les lois du système» (Dubet, 2007, p. 92). L'individu est soumis à des conditions sociales qui s'imposent à lui et qui dessinent une partie de son expérience.

Les auteurs s'intéressant à la justice actuarielle soulignent que ce courant amène les décideurs à envisager un contrevenant non plus sous l'angle de sa réhabilitation individuelle, mais comme membre d'un groupe à risque pour la société. Afin de garantir la protection de la population, des mesures de gestion, sous la forme d'un contrôle et d'une surveillance adéquats, sont alors prises à l'égard de cet individu (Feeley & Simon, 1992). La libération conditionnelle devient donc sous cette philosophie pénale un outil de contrôle permettant la surveillance d'une certaine catégorie de délinquants (Feeley & Simon, 1992). Ainsi, de moins en moins de personnes seraient libérées, notamment en raison des évaluations actuarielles menées

et des risques qu'elles représentent pour la société (Vacheret & Cousineau, 2005; Prates, 2013). De la même façon, les bris de conditions conduiraient plus souvent à une réincarcération, les outils cliniques laissant une certaine place à la tolérance de l'agent ayant été remplacés par des outils actuariels (Slingeneyer, 2007; Vacheret & Cousineau, 2005). De leur côté, les délinquants se sentent davantage contrôlés et surveillés qu'aider (Arsenault; Précourt & Racicot, 1981; Opsal, 2009).

Il ressort de l'expérience des libérés conditionnels que nous avons rencontrés que le contrôle et la surveillance dont ils font l'objet sont omniprésents dans leur quotidien. Tous les aspects de leur vie sont « checkés ». Leurs finances sont examinées et ils doivent fournir des preuves de revenus et des relevés de leurs dépenses afin que l'agent puisse contrôler que l'argent a été gagné légalement et qu'il n'a pas servi à acheter ou à faire des choses proscrites. La supervision touche donc l'argent qu'ils perçoivent et comment ils le perçoivent, mais également ce qu'ils dépensent et comment ils le dépensent. Leurs déplacements sont également surveillés par les maisons de transition qui exigent que les résidents inscrivent leurs heures de sortie et d'entrée de la maison ainsi que les lieux où ils se rendent. Des appels téléphoniques peuvent même être effectués afin de vérifier que l'ancien détenu se trouve effectivement à l'endroit où il a indiqué se rendre. Ces contrôles s'étendent aux résidents ayant la permission de résider chez eux durant les fins de semaine. De plus, des inspections du lieu de vie des libérés ont lieu afin d'évaluer la propreté et le bon état de leurs chambres en maison de transition et de leurs logements lorsqu'ils résident chez eux. Enfin, les intervenants en maison de transition vérifient tous les jours que les résidents ont accompli leur tâche de manière satisfaisante.

Nous avons également constaté lors de l'analyse des propos de nos interviewés que, outre les contrôles et la surveillance, la vie des libérés est également soumise à de nombreuses interdictions et obligations inscrites dans leurs conditions de libération ou dans le règlement des maisons de transition. Certains condamnés ont interdiction de côtoyer certaines personnes en particulier et tous ont interdiction de fréquenter toute personne ayant un casier judiciaire, ce qui peut dans certains cas, les contraindre à ne pas fréquenter leur famille. Or, certaines études (Visser & Travis, 2003; Nelson, Deess & Allen, 2011; Guenat, 2016) tendent à montrer que l'aide et le

soutien de la famille sont des composantes centrales de la réinsertion. Afin de contrôler les personnes avec qui les libérés ont des contacts, certaines personnes ne peuvent posséder de téléphone. Leur lieu de vie, la maison de transition, leur est imposé et leurs déplacements restreints. Ils n'ont pas le droit de sortir d'un certain périmètre déterminé ou de se rendre à l'étranger, ni de se rendre dans certains lieux, tels que les bars et les boîtes. Cette dernière condition impose également une contrainte sur leurs occupations et leur temps libre, qui est restreint, du fait de l'obligation des anciens détenus de chercher du travail ou une formation ou, dans certains cas, de faire du bénévolat. Enfin, leur santé et leur bien-être sont également objets de contraintes et d'obligations de soins, telles que participer aux narcotiques et aux alcooliques anonymes ou à des psychothérapies. En effet, les anciens détenus tendent à être en proie à divers problèmes de santé mentale et de toxicomanie (Ministère de la sécurité publique, 2011 ; Vacheret et Lafortune, 2011; Guenat, 2016). De plus, il ressort de plusieurs études (F.-Dufour, Brassard & Guay, 2009 ; F.-Dufour, Brassard, & Martel, 2016) que suivre des thérapies et des programmes contribue à la réinsertion des délinquants condamnés à une peine de sursis.

L'expérience des libérés conditionnels est donc marquée par le fait qu'ils sont vus comme des risques. Toutes les mesures de surveillance et de contrainte que nous venons de voir leur sont en effet imposées, car ils sont considérés comme des sources potentielles de danger pour la société. Il convient de vérifier et de restreindre, notamment, leurs fréquentations, les endroits où ils se rendent et ce qu'ils font de leurs journées afin d'éviter qu'ils se trouvent dans des contextes propices à la commission de crimes.

L'utilisation du cadre de la sociologie de l'expérience fait ainsi apparaître que la libération conditionnelle, à travers le contrôle qu'elle exerce sur les libérés, est un ensemble de normes et de règles déterminant en partie l'expérience des personnes y étant soumises.

I.2. L'intériorisation du contrôle

Dubet précise que les normes qui dictent et encadrent en partie l'expérience sont intériorisées et intégrées par la personne. Cette idée renvoie à ce qu'il a conceptualisé sous le nom de « logique d'intégration » et qui guide les actions d'un individu. Selon cette logique, l'individu cherche à s'intégrer à sa communauté et à adopter la culture, les normes et les valeurs que celle-ci lui impose. Comme l'explique Dubet, « l'acteur est social par intériorisation de l'objectivité de la société considérée comme un « fait ». » (Dubet, 2007, p. 25).

La notion se retrouve dans la littérature et, selon Strimelle et Poupart (2004), les anciens détenus intègrent le discours institutionnel présentant le travail comme une norme sociale. Travailler est vu comme ayant une « valeur normalisante » (Strimelle & Poupart, 2004) par la société et les anciens détenus, souhaitant se conformer à la norme, accordent alors une place importante au travail à leur sortie de prison.

Comme nous l'avons expliqué, les anciens détenus sont surveillés et soumis à certaines obligations et interdictions. Mais il ressort également de leur expérience qu'ils s'adaptent à ces normes qu'ils intègrent et respectent. Nombre des participants rencontrés ont indiqué s'être ajustés à la maison de transition, à ses règles et s'assurent de pouvoir les concilier avec les obligations découlant de leurs conditions de libération. Certains changent leurs habitudes de vie, notamment l'heure à laquelle ils mangent et ce qu'ils cuisinent, afin de s'ajuster au règlement de la maison. Ils planifient leurs journées en fonction de leurs obligations et modulent leur emploi du temps de façon à pouvoir effectuer leur tâche, assister à leurs programmes et thérapies et être de retour à la maison de transition à l'heure imposée. De la même façon, ils ont expliqué s'adapter leurs sorties, les endroits où ils se rendent et leur manière d'aborder des personnes qu'ils ne connaissent pas de façon à respecter leur condition de non-fréquentation. Ces contraintes imposées font donc partie intégrante de la vie quotidienne des libérés.

Nous avons constaté que les personnes en libération conditionnelle acceptent et comprennent leurs conditions et pourquoi elles leur ont été imposées. Elles ne

remettent pas en cause leur bien-fondé ou leur légitimité et minimisent même leur sévérité en indiquant qu'elles ne sont « pas si pires ». Ainsi, elles admettent comme nécessaire l'interdiction de fréquenter certaines personnes ou certains lieux afin de se sortir de leur milieu criminel. De la même manière, elles estiment normal de suivre des thérapies et programmes en lien avec leur toxicomanie ou leur alcoolisme. Le contrôle inhérent à la libération conditionnelle et les risques qu'elle engendre sont donc intériorisés, admis et considérés comme un état de fait qu'ils ne contestent pas. Les règles et normes imposées par la libération conditionnelle sont intégrées et vues comme immuables par les libérés.

I.3. L'absence d'identification

Outre l'intériorisation des normes, la logique d'intégration renvoie également à l'identité de l'individu. L'assimilation des règles imposées à un individu pousse celui-ci à assimiler et adopter l'identité que la société lui renvoie de lui.

La littérature sur la justice actuarielle met en évidence le fait les délinquants sont identifiés et traités comme des individus qui représentent un risque pour la société et qu'il convient de contrôler (Feeley & Simon, 1992; Vacheret & Cousineau, 2005; Prates, 2013). De leur côté, Strimelle et Poupart (2004) ont trouvé que les anciens détenus sont obligés de « composer avec une nouvelle identité marquée par le stigmatisme pénal. » (p. 119).

À l'inverse, les libérés que nous avons interviewés ne s'identifient pas comme des personnes représentant un risque pour la société ou comme des « libérés ». Au contraire, quelques-uns déplorent la stigmatisation dont ils sont l'objet et regrettent d'être réduits au même rang que des criminels qu'ils jugent plus dangereux qu'eux. Ils dénoncent le fait qu'ils sont tous « mis dans le même bateau » et plusieurs affirment même, parfois avec une certaine colère, ne pas être dangereux ou à risque pour la société. Ils ne semblent donc pas intérioriser cette identité, mais au contraire la remettre en cause.

La notion de risque imprègne la libération conditionnelle. Les libérés sont jugés comme potentiellement dangereux et sont donc contrôlés, surveillés et assujettis à de nombreuses obligations et restrictions. Or, il ressort des plusieurs études (Robert, 2001; Vacheret & Cousineau, 2005; Prates, 2013; Roy, 2015) que les délinquants les plus dangereux ne sont pas libérés en libération conditionnelle. Ainsi, selon l'étude de Roy (2015) et les agents de probation et intervenants en milieu communautaire qu'elle a rencontrés, les personnes libérées représenteraient en réalité un faible risque pour la société.

II. Une utilisation stratégique de la libération conditionnelle.

Autre logique d'action théorisée par Dubet, la logique stratégique voit la société comme un système concurrentiel au sein duquel l'acteur « est un stratège visant certains objectifs » (Dubet, 2007, p. 100). Ce dernier met alors en place des moyens afin d'arriver à ses buts. Notre étude se situant dans cette perspective théorique, nous remarquons que les libérés mettent en place des moyens afin de voir leurs aspirations se réaliser.

II.1. Les moyens mis en place par les libérés

Selon la théorie de la sociologie de l'expérience, les individus sont des acteurs rationnels et stratégiques se donnant les moyens de leurs ambitions.

La littérature s'est intéressée aux conditions de libération et de probation et à leur apport pour les délinquants devant les respecter. Plusieurs études (Kleis, 2010; Nelson, Deess & Allen, 2011) trouvent alors que les programmes tendent à ne pas être utiles à leurs yeux. La supervision qu'entraînent les conditions, en revanche, semble être un moyen pour eux de retirer des bénéfices de la mesure (Leibrich, 1994; Kyvsgaard, 2000). Notamment, la relation que le contrevenant entretient avec son agent semble participer à son succès (Leibrich, 1994; Kyvsgaard, 2000; Varnier, 2016). De plus, F.-Dufour, Brassard et Guay (2009) et F.-Dufour, Brassard et Martel (2016) rapportent que l'aide fournie par les agents de probation aux sursitaires et les interventions axées sur la réhabilitation sont des facteurs contribuant au désistement

du crime. Enfin, plusieurs recherches (Vacheret et Cousineau 2003; Otero, Poupart et Spievogel, 2004; Parhar et Wong, 2007) érigent l'implication, la motivation et la volonté personnelles d'un libéré comme condition de réussite de la mesure.

Nous avons constaté lors de l'analyse des données que nous avons collectées que les anciens détenus retirent beaucoup de leur libération conditionnelle. C'est une mesure qui leur est utile. Les libérés, en tant qu'acteurs de leur expérience, établissent des moyens afin d'atteindre leurs buts. Ils utilisent pour cela les différentes composantes de la libération conditionnelle. De leur point de vue, leurs conditions et les règlements de la maison de transition les aident et leur permettent d'apprendre et d'évoluer. Ainsi, selon eux, les programmes d'aide à l'emploi que certains sont obligés de suivre leur permettent d'acquérir des techniques et des outils de recherche d'emploi qui les aident dans leurs prospections. Grâce à d'autres programmes, centrés sur des problématiques plus personnelles et psychologiques, ils disent parvenir à comprendre davantage les causes de leurs comportements délictueux et à retrouver confiance en eux. De la même manière, assister aux réunions des Alcooliques Anonymes ou des Narcotiques Anonymes les amènerait à appréhender et à résoudre leurs problèmes de dépendance. À ce sujet, le fait que les maisons de transition soient des milieux où la consommation de drogue et d'alcool est interdite les aide également. Les relations familiales sont également un espace d'apprentissage et les libérés devant assister à des programmes centrés sur les relations entre les parents et les enfants indiquent acquérir des connaissances dont ils se servent dans leur propre rapport à la parentalité. Enfin, les interdictions de fréquentation, générale ou spécifiques, les aident à s'extraire d'un milieu ayant souvent contribué à leur criminalité.

Outre ces conditions, de nombreuses personnes en libération conditionnelle expliquent qu'elles s'appuient également sur les personnes qu'elles rencontrent en maison de transition ou lors de leur suivi. Les autres résidents de la maison ou leurs intervenants leur servent d'inspiration et de modèles à suivre ou à ne pas suivre. Les libérés racontent apprendre de ces personnes, de leur manière de penser, d'agir et des conseils qu'elles peuvent leur donner. Selon quelques-uns, discuter avec les autres résidents permet un partage des expériences, notamment sur la vie en maison

et les conditions de libération, des points de vue et des histoires personnelles. Cela leur permet, entre autres, de savoir ce qu'ils attendent de leur libération conditionnelle et de constater que les attitudes de certains délinquants sont incompatibles avec leurs objectifs. Côté les autres résidents leur permet de réaliser que ceux qui ne font pas d'efforts et ne souhaitent aller en maison de transition que pour sortir de détention et retrouver leur ancienne vie retournent en prison. De leur côté, les intervenants en charge de leur suivi et de leur supervision sont vus par beaucoup comme des personnes ressources auprès de qui ils peuvent trouver écoute, conseils et solutions à leurs problèmes. Parler de certaines situations avec leur intervenant permet ainsi aux libérés d'avoir un exutoire à leurs frustrations, d'avoir un point de vue différent du leur, ce qui leur permet de voir les choses sous un angle nouveau et d'envisager des attitudes ou des démarches différentes.

Enfin, les anciens détenus trouvent également en eux-mêmes les ressources nécessaires à l'obtention du but visé. En effet, ils montrent qu'ils utilisent leur motivation personnelle et leur propre volonté afin de faire en sorte que « ça marche ». Ils indiquent qu'il leur appartient de se donner les moyens d'obtenir ce qu'ils souhaitent. C'est notamment pourquoi ils ont fait le choix demander leur libération conditionnelle et de venir en maison de transition. Ainsi, lorsqu'ils trouvent des programmes intéressants ou utiles, certains s'y investissent plus que ce qui est exigé d'eux. Tous ont des aspirations et se servent de ces buts pour se motiver, travailler et respecter leurs conditions.

II.2. Les fins poursuivies par les libérés

Comme nous l'avons vu précédemment, selon la sociologie de l'expérience, les moyens mis en place par un individu ont pour but d'atteindre les objectifs, définis comme « ce qui l'intéresse, ce qui lui est utile » (Dubet, 1994, p. 152).

Dans le cas des personnes en libération conditionnelle, nous avons constaté que les buts visés sont aussi variés que les bénéfices que les participants ont indiqué retirer de leur expérience. Chaque libéré poursuit un but qui lui est propre et qui diffère de ceux des autres. Revient ainsi dans les propos des personnes que nous avons

rencontrées leur volonté de se réinsérer, de s'en sortir, mais aussi de reprendre leur vie en main ou encore d'avancer, chaque notion recouvrant une réalité bien particulière et propre à chaque individu. Nous avons pu noter que parmi les buts poursuivis par les participants, ceux-ci mentionnent notamment des projets relatifs à leur vie personnelle ou professionnelle. Le passé criminel et l'incarcération ont bien souvent eu un impact négatif sur les relations entre les délinquants et leurs proches et une fois libérés, ceux-ci ont à cœur de fonder une famille ou renouer les liens avec celle-ci. Ils ont pour but de s'impliquer davantage dans la vie de leurs enfants ou d'en retrouver la garde. Leur santé physique et mentale est également un enjeu pour nombre d'anciens détenus qui ont alors pour but de se soigner et d'aller mieux. Enfin, certains ont des objectifs tournés vers l'emploi ou l'éducation. Ils ont des projets académiques ou professionnels qu'ils aimeraient voir se réaliser. Continuer ou finir leurs études, trouver un emploi qui leur convient figurent ainsi parmi leurs buts. Ces projets axés autour de la famille et de l'emploi semblent faire écho à ce que la littérature (Vacheret et Cousineau, 2003; Visser & Travis, 2003; Brown, 2004; Strimelle & Poupard, 2004; Clear, Rose & Ryder, 2001; Nelson, Deess & Allen, 2011; Guenat, 2016) a identifié comme des besoins difficiles à combler, mais facilitant la réinsertion des libérés. Au-delà de la diversité de ces objectifs, nous pouvons remarquer une certaine unité dans la façon dont les libérés en parlent. Chacun à leur manière, tous se projettent dans le futur et préparent leur avenir, dont le crime et la prison sont absents. Ils veulent travailler sur eux et le cheminement personnel qu'ils effectuent est une composante importante de leur expérience.

Analysée selon la perspective de la sociologie de l'expérience de Dubet, la libération conditionnelle devient un cadre composé de normes sociales que les libérés intériorisent selon une logique d'action intégratrice et qui déterminent en partie leur expérience. Mais les choix rationnels effectués par les anciens détenus au sein de ces contraintes sont également une composante essentielle de leur expérience. Selon une logique d'action stratégique, les libérés agissent afin d'atteindre certains buts. Ces stratégies se construisent en rapport avec les normes sociales déterminées avec lesquelles les acteurs doivent transiger. Dans le cas de la libération conditionnelle, les délinquants composent effectivement avec ce cadre dans la mesure où, en plus d'agir à l'intérieur de celui-ci, c'est ce cadre même de la libération conditionnelle qui

devient un moyen utilisé par les libérés afin de réaliser leurs objectifs. Ils tirent partie des normes imposées par cette mesure afin d'en faire quelque chose de productif et de bénéfique pour eux.

Il est alors intéressant de constater qu'une mesure qui, dans une perspective de justice actuarielle tend à être de plus en plus conçue et utilisée comme un moyen de gestion des risques et de contrôle de certains délinquants, est perçue par ceux soumis à cette mesure comme un moyen pour eux de cheminer et de réaliser leurs projets. Les libérés voient dans la libération conditionnelle tout ce qu'elle leur permet et non tout ce qu'elle empêche et la conçoivent comme une ressource leur permettant de s'accomplir.

Analysée selon la théorie de Dubet, l'expérience des personnes en libération conditionnelle est donc partiellement déterminée par les obligations et le contrôle auxquels les libérés sont soumis et qui constituent ainsi les normes et règles socialement imposées aux délinquants. À l'intérieur de ce cadre contraignant, les libérés exercent leur marge de manœuvre et font des choix tournés vers la réalisation de buts et objectifs tournés vers un avenir prosocial. Ils s'appuient pour cela sur les conditions auxquelles ils sont soumis et les intervenants en charge de leur surveillance, essence même du cadre dans lequel leur expérience se situe.

CONCLUSION

L'objectif de notre recherche était de comprendre l'expérience des personnes vivant en libération conditionnelle au Québec. Pour cela, nous avons interrogé quatorze libérés, hommes et femmes, aux âges différents et aux profils familiaux, professionnels, délictuels et carcéraux variés. Il ressort de l'analyse des propos que nous avons ainsi recueillis que le vécu des interviewés est davantage marqué par des expériences constructives que par des aspects négatifs.

Les participants que nous avons rencontrés ont mis en avant les côtés positifs de leur vie en libération conditionnelle afin d'affirmer que pour eux, « ça va bien ». Affranchis de l'institution carcérale, ils retrouvent un sentiment de liberté et d'indépendance dont ils profitent afin, notamment, de retrouver leur famille. Vivant des moments pesants et stressants, notamment la cohabitation en maison de transition, le sentiment d'être contrôlés et la peur de commettre un bris et d'être réincarcérés, ils se concentrent davantage sur ce que la mesure leur apporte. Ils expliquent en effet que leur expérience est bénéfique et qu'ils se sentent aidés par leurs conditions et soutenus par leurs intervenants. Écoutés et épaulés, ils s'ouvrent à leurs agents, qui sont vus comme des personnes ressources auprès de qui ils trouvent conseils et assistance. Certains développent même une relation de confiance avec eux. Leur passage en libération conditionnelle est également synonyme de cheminement personnel et l'apprentissage est un élément central de leur vécu. Volontaires, les libérés s'investissent dans la résolution de certaines de leurs problématiques et effectuent un travail sur eux. Désireux de s'en sortir, ils s'impliquent et ont à cœur de faire les choses correctement.

Envisager la libération conditionnelle sous la perspective de la sociologie de l'expérience de Dubet nous a permis de constater que si cette mesure est un cadre contrôlant et contraignant composé de normes et de règles que les libérés respectent et acceptent, elle est aussi, et surtout, un moyen pour ceux-ci d'atteindre leurs buts. Actifs et impliqués dans leurs démarches, les anciens détenus utilisent la libération conditionnelle à des fins stratégiques et s'appuient sur ce qui fait l'essence même de celle-ci, les conditions et les agents de surveillance, afin de progresser et d'aller de

l'avant. Tournés vers le futur, ils envisagent leur avenir, dont, ils l'espèrent, la prison ne fera pas partie. Renouer avec leur famille, s'investir dans un emploi ou des études, et reprendre leur vie en main sont alors des projets importants pour eux. Tel qu'abordé précédemment, le caractère positif des récits des participants, même s'il est partagé, pourrait dans une certaine mesure venir de certaines limites de l'échantillonnage. En effet, il est possible que les intervenants ne nous aient référé que des personnes étant satisfaites de leur expérience ou que seules ces personnes acceptent de témoigner.

Une grande partie de la littérature (Feeley & Simon, 1992; Robert, 2001; Vacheret, 2005; Vacheret & Cousineau, 2005; Vacheret, 2006; Prates, 2013; Vacheret, 2016) met en lumière les objectifs de contrôle et de surveillance des délinquants dans le système correctionnel, et notamment en matière de libération conditionnelle, à des fins de protection de la société. Pour ces auteurs, l'idéal de réhabilitation visant le changement et la réintégration d'un contrevenant à la société s'étiole et tend à le remplacer une justice actuarielle envisageant le délinquant comme un individu présentant un certain niveau de dangerosité et envers qui des mesures de gestion et de contrôle sont prises afin de limiter les risques pour la collectivité. Il ressort de la présente recherche, à l'inverse, que les contrevenants soumis à une libération conditionnelle envisagent celle-ci comme un outil leur donnant les moyens de s'aider et de s'accomplir. Ils acceptent le cadre contrôlant qui leur est imposé et en respectent les normes, mais se réapproprient ces contraintes et les utilisent afin d'atteindre leurs propres objectifs, qui apparaissent alors différents de ceux des décideurs : s'aider, travailler sur eux et préparer leur futur. Des résultats similaires ont été trouvés par Varnier (2016) dans une étude portant sur l'expérience des probationnaires québécois. Il ressort de cette recherche que les délinquants voient la probation, notamment, comme un outil d'insertion utile, par lequel une relation d'aide se crée avec l'intervenant. Parfois soumise à des impératifs de contrôle, cette relation leur permet néanmoins de travailler sur eux, d'avancer et d'envisager leur futur. Aux yeux des contrevenants la probation est alors un moment leur permettant de penser à eux et de s'interroger sur leurs buts et objectifs futurs. Selon Varnier (2016), ce travail de projection facilite la réinsertion. S'intéressant au point de vue des agents de réinsertion sociale au Québec, Roy (2015) observe que ces derniers

font face à la même ambiguïté entre aide et contrôle. Animés par la volonté d'assister les contrevenants, ils doivent également répondre aux contraintes de gestion et de surveillance que le système leur impose. Néanmoins, « toutes ces perspectives semblent pouvoir être conciliées par les intervenants qui mettent en place divers moyens pour atteindre des finalités d'intervention précise » (p. 99). Ainsi, accordant une place prépondérante à la réinsertion, celle-ci, de même que le cheminement personnel des personnes suivies, tend à être le but premier de leurs interventions. Afin de concilier cet objectif avec les impératifs de contrôle, les intervenants utilisent certains outils de gestion des risques, tels que les outils actuariels, à des fins qui sont également thérapeutiques.

À la lecture de ces éléments, il apparaît donc que les objectifs de gestion des risques attachés aux mesures communautaires par les décideurs ne semblent être partagés ni par les acteurs de terrains chargés de mettre en œuvre ces mesures ni par les personnes y étant soumises. Ces dernières sont néanmoins contraintes d'intégrer et de respecter les contraintes attachées à l'objectif de contrôle, mais se réapproprient la mesure afin de poursuivre leurs propres objectifs d'aide. Ainsi, les intervenants et les contrevenants dépassent la dimension contrôlante imposée par le système et, dans une certaine mesure se servent des composantes même de cet aspect, afin de faire de ces mesures des outils de réalisations et d'accomplissement personnel et des moyens de réinsertion sociale.

Dans ce contexte, il ressort des résultats de ces études (Roy, 2015; Varnier, 2016) et de la présente recherche que la relation entre le délinquant et l'intervenant en charge de son suivi est une composante centrale de l'aide. Les libérés et les probationnaires s'appuient sur leurs intervenants afin d'apprendre, de dialoguer, d'avancer et se sentent soutenus. De leur côté, les agents ont à cœur d'aider les contrevenants à amorcer des changements positifs. De plus, Leibrich (1994) et Kyvsgaard (2000) ont établi que cette relation est un facteur de réussite de la mesure. Pourtant, rares sont les études portant spécifiquement sur la relation entre un contrevenant et son agent de supervision, celle-ci n'étant généralement envisagée que d'une manière incidente. De futures recherches pourraient donc porter sur ce lien et plus particulièrement sur les attentes et les objectifs de chacun ainsi que sur les effets escomptés et perçus.

S'intéresser au point de vue des délinquants et des intervenants pourrait, notamment, mettre en lumière certaines convergences ou divergences dans la manière de concevoir et d'aborder leur relation. Cela pourrait permettre de rendre leurs rapports encore plus bénéfiques, tout en respectant les buts et les impératifs de chacun, et contribuer à l'élaboration de pistes d'amélioration de l'intervention auprès de contrevenants suivis dans la communauté.

BIBLIOGRAPHIE

- Allen Williams Jr, J. (1971). Interviewer-Respondent Interaction : A study of Bias in the Information Interview. Dans Franklin, B. J., & Osborne, H. W. (dir.), *Research methods: Issues and insights* (p. 385-399). Wadsworth Publishing Company.
- Amoretti, A. (1996). *The recycling of offenders in Quebec federal penitentiaries* (Mémoire de maîtrise inédit). Université de Montréal
- Arseneault, C. (1981). La libération conditionnelle: le point de vue des acteurs. *Criminologie*, 14(2), 41-60.
- Association des services de réhabilitation sociale du Québec. (2014). Réinsertion sociale : Dossier thématique. Repéré à <http://asrsq.ca/fr/dossiers/thematique.php>
- Association des services de réhabilitation sociale du Québec. (2015). Impact du casier judiciaire. Dossier thématique. Repéré à <http://asrsq.ca/fr/dossiers/thematique.php>
- Beck, U. (1986). *La société du risque*. Alto Aubier.
- Bérard, F., Vacheret, M., & Lemire, G. (2013). Risk Management in the Correctional System of Canada: A Problematic Model. *The Howard Journal of Criminal Justice*, 52(3), 251-271.
- Bottoms, A. (1995). The philosophy and politics of punishment and sentencing. Dans C. Clarkson C. et R. Morgan, (dir.), *The politics of sentencing reform* (p. 17-49). Oxford : Clarendon Press.
- Brodeur, J. P. (1990). Attrition of Parole, The. *Canadian J. Criminology*, 32, 503-510.
- Brown, J. D. (2004). Managing the Transition from Insitution to Community: A Canadian Parole Officer Perspective on the Needs of Newly Released Federal Offenders. *W. Criminology Rev.*, 5, 97-107.
- Chantraine, G. (2004). *Par-delà les murs*. Paris: PUF.
- Chantraine, G. (2007). Quelle autonomie en prison?. *Sciences humaines*, (181), 45-47.

- Chauvenet, A. (1996). L'échange et la prison. Dans Faugeron, C., Chauvenet, A., & Combessie, P. (1996). *Approches de la prison*. Bruxelles: Groupe de Boeck.
- Clear, T. R., Rose, D. R. & Ryder, J. A. (2001). Incarceration and the community: The problem of removing and returning offenders. *Crime & Delinquency*, 47(3), 335-351.
- Commission québécoise des libérations conditionnelles. (1984). *La libération conditionnelle: une perspective québécoise*. Montréal.
- Commission québécoise des libérations conditionnelles. (2002). *Rapport annuel de gestion : 2001-2002*. Repéré à <https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/rapport-annuel2001-2002.pdf>
- Commission québécoise des libérations conditionnelles. (2011). *Règles de pratique*. Repéré à <https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/regles-de-pratique-2011.pdf>
- Commission québécoise des libérations conditionnelles. (2013). *Rapport annuel de gestion : 2012-2013*. Repéré à <https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/rapport-annuel2012-2013.pdf>
- Commission québécoise des libérations conditionnelles. (2015). *Rapport annuel de gestion : 2014-2015*. Repéré à <https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/rapport-annuel2014-2015.pdf>
- Commission québécoise des libérations conditionnelles. (2016). *Rapport annuel de gestion : 2015-2016*. Repéré à https://www.cqlc.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/RAG_2015-2016-CQLC.pdf
- Crouch, B. M. (1993). Is incarceration really worse? Analysis of offenders' preferences for prison over probation. *Justice Quarterly*, 10(1), 67-88.
- Crow, W. J., Zurcher, L. A. & Connett, A. V. (1973). *Paroled but not free*. New York: Behavioral Publications.

- Deslauriers, J. P. (1991). *Recherche qualitative: guide pratique*. Montréal: McGraw-hill.
- Deslauriers, J. P., & Kérisit, M. (1997). Le devis de recherche qualitative. Dans Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives et J. Poupart (dir.), *La recherche qualitative: Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 85-111). Montréal : G. Morin.
- Dindo, S. (2014, décembre). Sortir de prison: le parcours d'obstacle. *Dedans Dehors*, (86), 10-14.
- Dubet, F. (2007). *L'expérience sociologique*. Paris : Éditions la Découverte.
- Dubet, F. (1994). *Sociologie de l'expérience*. Seuil.
- Dunbar Jr., C., Rodriguez, D. & Parker, L. (2001), Race, Subjectivity, and The Interview Process. Dans Gubrium J.F et Holstein J.A (dir.), *Handbook of interview research* (p. 279-299). Thousand Oaks : Sage Publications.
- F.-Dufour, I., Brassard, R., & Guay, J. P. (2009). Sursis, récidive et réinsertion sociale: un équilibre précaire. *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 51(3), 303-327.
- F.-Dufour, I., Brassard, R., & Martel, J. (2016). Quand «criminel un jour» ne rime pas avec «criminel toujours»: le désistement du crime de contrevenants québécois. *Revue de psychoéducation*, 45(2), 371-404.
- Feeley, M. M. & Simon, J. (1992). The New Penology: Notes on the Emerging Strategy of Corrections and Its Implications*. *Criminology*, 30(4), 449-474.
- Fontana, A. & Frey J.H (2000). The interview : From structured questions to negotiated text. Dans Denzin N.K et Lincoln Y.S (dir), *Handbook of qualitative research* (p. 645-672). Thousand Oaks : Sage Publications.
- Francq, B. (2010). Retour sur Sociologie de l'expérience. Discussion de l'ouvrage de François Dubet *Le Travail des sociétés*, Paris, Éditions du Seuil, 2009. *SociologieS*.
- Gendron, J. (2010). *Vivre entre les murs: l'expérience d'hommes incarcérés pour la première fois* (Mémoire de maîtrise inédit, Université de Montréal). Repéré à <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/4062;jsessionid=CD3346E799BBFD279139AD72E18203C4?show=full>

- Gouvernement du Canada. (2016). Les types de mise en liberté sous condition. Repéré à <https://www.canada.ca/fr/commission-liberations-conditionnelles/services/liberation-conditionnelle/les-types-de-mise-en-liberte-sous-condition.html>
- Guenat, C. (2016). *Le retour en communauté des détenus âgés: entre marginalisation et insertion, des expériences plurielles*. (Mémoire de maîtrise inédit, Université de Montréal). Repéré à <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/16097>.
- Grattet, R. & Lin, J. (2014). Supervision Intensity and Parole Outcomes: A Competing Risks Approach to Criminal and Technical Parole Violations. *Justice Quarterly*, (ahead-of-print), 1-19.
- Grawitz, M. (1993). *Méthodes des sciences sociales*. Paris: Éditions Dalloz.
- Johnson, J.M (2001). In-Depth Interviewing. Dans Gubrium J.F et Holstein J.A (dir.), *Handbook of interview research* (p. 103-120). Thousand Oaks : Sage Publications.
- Kimora, D. (2008). The emerging paradigm in probation and parole in the United States. *Journal of Offender Rehabilitation*, 46(3-4), 1-11.
- Kleis, K. M. (2010). Facilitating failure: Parole, reentry, and obstacles to success. *Dialectical anthropology*, 34(4), 525-531.
- Kyvsgaard, B. (2000). Supervision of offenders: Can an old-fashioned service system be of any service in the case of present-day offenders?. *Journal of Scandinavian Studies in Criminology and Crime Prevention*, 1(1), 73-86.
- Lalande, P. (1990). Comment devient-on « réaliste »? Une étude sur la trajectoire mentale des agents de probation. *Déviance et société*, 14(1), 17-38.
- Lamoureux, Q. (1992). *Une démarche scientifique en sciences humaines: méthodologie*. Laval, Québec: Études vivantes.
- Landreville, P. (2004). Réinsertion dans le marché du travail: L'impact des antécédents judiciaires. Dans J. Poupart (dir.), *Au delà du système pénal : l'intégration sociale et professionnelle des groupes judiciairisés et marginalisés* (p. 213-230). Québec : Presses de l'université du Québec.
- Landreville, P. & Trottier, G. (2001). La notion de risque dans la gestion pénale. *Criminologie*, 34(1), 3-8.

- Lawrence, T. & Stacey, J. (2010). A half century of parole rules: Conditions of parole in the United States, 2008. *Journal of Criminal Justice*, 604-608.
- Leibrich, J. (1994). What do offenders say about supervision and going straight. *Fed. Probation*, 58, 41-46.
- Marie, J. L. (1995). F. Dubet, sociologie de l'expérience. *Politix*, 8(32), 172-176.
- Martinson, R. (1974). What works? Questions and answers about prison reform. *The public interest*, (35), 22-54.
- Maruna, S. (2001). *Making good: How ex-convicts reform and rebuild their lives*. American Psychological Association.
- Mason, J. (2002). *Qualitative researching* (2nd edition). Sage Publications.
- Matthews, B. & Ross, L. (2010). *Research methods: A practical guide for the social sciences*. Pearson Education.
- May, D. C., & Wood, P. B. (2005). What influences offenders' willingness to serve alternative sanctions?. *The Prison Journal*, 85(2), 145-167.
- Ministère de la sécurité publique. (2011) *Profil correctionnel 2007-2008 : la population correctionnelle du Québec*. Repéré à <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/publications-et-statistiques/profil-population-2007-2008/en-ligne.html>
- Ministère de la sécurité publique (2014). *Profil de la population correctionnelle : 2012-2013*. Repéré à http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/services_corrections/publications/population_2012-2013/population_correctionnelle_2012-2013.pdf
- Ministère de la sécurité publique (2014). *Les services correctionnels du Québec : document d'information*. Repéré à http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/services_corrections/publications/document_information_services_corrections.pdf
- Ministère de la sécurité publique (2016). *Mesures correctionnelles*. Repéré à <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/services-correctionnels/suivi-communaute/mesures-correctionnelles.html>
- Nelson, M., Deess, P. & Allen, C. (2011). The first month out: Post-incarceration experiences in New York City. *Federal Sentencing Reporter*, 24 (1), 72-75.

- Nicolas, M. (1981). Un rappel historique de la libération conditionnelle: deux volets d'une évolution. *Criminologie*, 73-80.
- Opsal, T. D. (2009). Women on parole: Understanding the impact of surveillance. *Women & Criminal Justice*, 19(4), 306-328.
- Ostermann, M. (2010). Parole? Nope, not for me: Voluntarily maxing out of prison. *Crime & Delinquency*, 57(5), 686-708.
- Otero, M., Poupart, J. & Spielvogel, M. (2004). Sortir et s'en sortir : la montée de la norme d'autonomie dans la trajectoire de retour à la communauté des « ex-détenus ». Dans J. Poupart (dir.), *Au delà du système pénal : l'intégration sociale et professionnelle des groupes judiciairisés et marginalisés* (p. 61-82). Québec : Presses de l'université du Québec.
- Parhar, K. & Wong, S. (2007). Concordance de vues : Les opinions des agents de libération conditionnelle et des libérés conditionnels sur la renonciation au crime. *Forum*, 19(1), 30-34.
- Pires, A. (1997). Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique. Dans Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives et J. Poupart (dir.), *La recherche qualitative: Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 113-169). Montréal : G. Morin.
- Prates, P. (2013), La libération conditionnelle. Dans Vacheret M. et Jimenez E. (dir.), *La Pénologie: réflexions juridiques et criminologiques autour de la peine* (p. 79-95). Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Précourt, A. & Racicot, J. (1981). La surveillance en libération conditionnelle, plaidoyer pour un changement d'orientation. *Criminologie*, 7-24.
- Protectrice du citoyen (2014). *Rapport annuel d'activités, 2013-2014*. Repéré à <http://www.myvirtualpaper.com/doc/protecteur-du-citoyen/rapport-annuel-2014/2014090901/#0>
- Quirion, B. (2006). Traiter les délinquants ou contrôler les conduites: le dispositif thérapeutique à l'ère de la nouvelle pénologie. *Criminologie*, 137-164.
- Roberts, J. (1988). *Rapport de recherche de la commission canadienne sur la détermination de la peine*. Canada: Ministère de la Justice.
- Robert, D. (1994). *L'esprit et la lettre : les libérations conditionnelles au Canada de 1956 à 1992* (Mémoire de maîtrise inédit). Université de Montréal.

- Robert, D. (2001). Transformations récentes de la législation fédérale sur la mise en liberté sous condition au Canada. Une lecture à la lumière des écrits sur la notion de risque. *Criminologie*, 73-99.
- Rostaing, C. (2009). Interroger les changements de la prison. Des processus de déprise et de reprise institutionnelle. *Tracés. Revue de sciences humaines*, (17), 89-108.
- Roy, E. (2015). *Intervention dans le processus de réinsertion sociale au Québec: une étude du point de vue des agents de réinsertion sociale en collectivité*. (Mémoire de maîtrise inédit, Université de Montréal). Repéré à <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/13687>
- Savoie-Zajc, L. (2009), L'entrevue semi-dirigée. Dans Gauthier B. (dir.), *Recherche sociale* (p. 337-360). Québec: Presse de l'Université du Québec.
- Seyler, M. (1985). *La consommation dans les établissements pénitentiaires: de la survie à la parole retrouvée*. Paris: CESDIP.
- Slingeneyer, T. (2007). La nouvelle pénologie, une grille d'analyse des transformations des discours, des techniques et des objectifs dans la pénalité. *Champ pénal/ Penal field*, 4, 2-22.
- Strimelle, V. & Poupart, J. (2004). Une fois la sentence terminée : l'intégration des personnes ayant connu une expérience d'incarcération. Dans J. Poupart (dir.), *Au delà du système pénal : l'intégration sociale et professionnelle des groupes judiciairisés et marginalisés* (p. 101-123). Québec : Presses de l'université du Québec.
- Sykes, G. M. (1958). *The society of captives: A study of a maximum security prison*. Princeton University Press.
- Tessier, G. (2004). *Le processus décisionnel en matière de libération conditionnelle fédérale* (Mémoire de maîtrise inédit). Université de Montréal.
- Vacheret, M. (2005). Gestion de la peine privative de liberté. Regards sur la mise en œuvre concrète d'un modèle rationnel. *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique*, 3(5), 259-280.
- Vacheret, M. (2006). Gestion de la peine et maintien de l'ordre dans les institutions fédérales canadiennes. contrôle, pouvoir et domination: les « réussites » de la prison. *Déviance et société*, 30(3), 289-304.

- Vacheret, M. (2012, 6 juin). *Réformes pénitentiaires et évolution de l'institution carcérale canadienne : quelles leçons pour quels enjeux ?* Communication présenté pour « Droit et politique, la circulation des modèles en question(s) » au Centre d'études et de recherche sur le droit, l'histoire et l'administration publique-Faculté de droit Grenoble II.
- Vacheret, M. (2015). Un nouveau modèle de justice ? Dans M. Vacheret et F. Prates (dir.), *La détention avant jugement au Canada*. (p. 145-159). Québec : Les Presses de l'Université de Montréal.
- Vacheret, M. & Cousineau, M.-M. (2003). Quelques éléments de compréhension des libérations d'office réussies. *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 45(1), 100-123
- Vacheret, M. & Cousineau, M.-M. (2005). L'évaluation du risque de récidive au sein du système correctionnel canadien: regards sur les limites d'un système. *Déviance et Société*, 29, 379-397.
- Vacheret, M., Dozois, J. & Lemire, G. (1998). Le système correctionnel canadien et la nouvelle pénologie: la notion de risque. *Déviance et société*, 22(1), 37-50.
- Vacheret, M. & Lafortune, D. (2011). Prisons et santé mentale, les oubliés du système. *Déviance et société*, 35(4), 485-501.
- Van Campenhoudt, L. & Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales*-4e édition. Paris : Dunod.
- Varnier, C. (2016). *Vivre en probation: l'expérience de la probation et sa place dans la trajectoire de vie des contrevenants*. (Mémoire de maîtrise inédit, Université de Montréal). Repéré à <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/14002>.
- Visher, C. A. & Travis, J. (2003). Transitions from prison to community: Understanding individual pathways. *Annual review of sociology*, 89-113.
- Von Hirsch, A., Ashworth, A. & Roberts, J. (2009). Rehabilitation. Dans A. Von Hirsch, A. Ashworth & J. Roberts (dir.), *Principled sentencing: Readings on theory and policy*. (p. 1-11). Oxford and Portland, Oregon : Hart Publishing.
- Warr, J. (2016). The prisoner : inside and out. Dans Y. Jewkes, J. Bennett et B. Crewe (dir.), *Handbook on prisons* (p. 586-604). Routledge.

- Warren, C.A.B. (2001). Qualitative interviewing. Dans J.F. Gubrium et J.A. Holstein (dir.), *Handbook of interview research* (p. 83-103). Thousand Oaks : Sage Publications.

- Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, L.C. 1992, ch. 20.
- Loi sur le système correctionnel du Québec, 5 février 2007.
- Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, DORS/92-620.

